

L'OBSERVATEUR de l'**OCE**

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES, DÉCEMBRE 1971
CODE DE LA LIBÉRATION DES MOUVEMENTS
DE CAPITAUX MESURES COMMERCIALES ET
AJUSTEMENT DES BALANCES DES PAIEMENTS
LE POINT DE LA SITUATION DE L'AIDE
AUX NATIONS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT



N°55/DÉCEMBRE 1971

L'OBSERVATEUR de l'**OCDE**

N° 55

DÉCEMBRE 1971

Publication bimestrielle en anglais et en français éditée par
L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

BUREAUX DE LA RÉDACTION :

Service de l'Information de l'OCDE, Château de la Muette,
2 rue André-Pascal, F 75 Paris 16^e

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de L'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.

Abonnement (un an) : F 15; FS 13; DM 10,50; £ 1,15; \$ 3,50.
Le numéro : F 3,50; FS 3; DM 2,50; £ 0,27; \$ 0,80.

RÉDACTEUR EN CHEF : Anker Randsholt

RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS : Peter Tewson et Jane Bussière

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Marc Delemme

Toute la correspondance doit être adressée au rédacteur en chef.

PHOTOS : Couverture : Centre culturel américain ; page 9 : L. Jouan - OCDE ; page 11 : Centre culturel américain ; pages 20-26 : L. Jouan - OCDE ; pages 28-29 : Ravagnan pour l'OCDE ; pages 30, 37 et 45 : L. Jouan - OCDE.

SOMMAIRE

3 AIDE AU DÉVELOPPEMENT : LE POINT DE LA SITUATION

*par Edwin M. Martin,
Président du Comité d'Aide au Développement*

6 LES MESURES COMMERCIALES ET L'AJUSTEMENT DES BALANCES DES PAIEMENTS

*par Serge Devos,
Chef de Division à la Direction des Echanges de l'OCDE*

9 GROUPE DE L'OCDE SUR LES PROBLÈMES COMMERCIAUX ET LES PROBLÈMES CONNEXES

10 POUR UNE GESTION RATIONNELLE DES PÊCHES MARITIMES

13 LES POINTS ESSENTIELS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES - Décembre 1971

19 DIX ANS D'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

20 CONFÉRENCE D'ÉVALUATION SUR LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

22 CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA SCIENCE DES PAYS DE L'OCDE

27 RÉUNION A HAUT NIVEAU DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

28 CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE SUR L'UTILISATION DU PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ

30 LE GROUPE DE TRAVAIL N° 3 DU COMITÉ DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

37 L'INSTITUT INTERNATIONAL DE GESTION DE LA TECHNOLOGIE

38 LE CODE DE L'OCDE POUR LA LIBÉRATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

44 RÉUNION DU « GROUPE DES QUATRE »

46 LES NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE

AIDE AU DÉVELOPPEMENT: LE POINT DE LA SITUATION

par Edwin M. Martin, Président du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (1)

Si l'on considère la croissance de l'aide, les conditions auxquelles elle est accordée, la question du déliement et celle de l'octroi de préférences aux exportations des pays moins développés, autrement dit les principaux aspects du problème de l'aide au développement, les résultats ne sont guère encourageants, surtout au regard des « promesses » faites à l'aube de la deuxième Décennie du Développement.

La plus importante de ces « promesses » fut l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 25 octobre 1970, d'une Stratégie du Développement. Cette Stratégie reconnaît l'importance d'objectifs sociaux spécifiques, introduit un objectif relatif au montant net de l'aide publique au développement (objectif que certains donateurs ne reconnaissent d'ailleurs pas comme tel) et implique, indirectement du moins, un objectif en matière d'accroissement démographique, toutes choses qu'il eût été à peu près impensable de voir accepter dix ans plus tôt, au seuil de la première Décennie du Développement.

Le volume de l'aide

Voyons d'abord les résultats obtenus : l'objectif essentiel que les pays développés s'étaient fixé pour les années 60 était de porter à 1 % de leur PNB leur apport net de ressources aux pays en voie de développement. En 1961, année où fut adopté l'objectif, ce pourcentage était en fait de 0,95 %; en 1970, dernière année de la décennie, il n'était plus que de 0,74 % (2); or, pendant cette même période le revenu par habitant s'était accru en moyenne de 1 470 dollars dans les pays du CAD.

Le volume de l'aide publique au développement, qui constitue la principale catégorie d'apports, a lui aussi tendu à diminuer : au cours de la décennie, il est tombé de 0,52 à 0,34 % du PNB, chiffre qui est à comparer à l'objectif de 0,70 % proposé dans la Stratégie de la CNUCED (encore que cet objectif n'ait pas fait l'unanimité). Dans le même temps, les dépenses publiques ont augmenté de 136 milliards de dollars; sur ce chiffre, les Gouvernements n'ont pu dégager dans leurs budgets annuels qu'un montant supplémentaire de 1,5 milliard de dollars pour le développement, alors qu'ils ont été en mesure d'accroître de 39 milliards de dollars le volume annuel de leurs dépenses militaires.

La tendance à la baisse notée aussi bien pour l'ensemble des apports de ressources que pour l'aide publique au développement est en grande partie imputable à quelques donateurs, aux plus importants principalement, et il convient d'ajouter pour être juste que les pays ne sont pas tous restés indifférents à la misère qui les entoure. Comme le montre le graphique, six pays ont fourni en 1970 un apport total de ressources supérieur à l'objectif de 1 %; quant au déclin de la part de l'aide publique au développement dans le PNB, il a été dû à une diminution sensible des pourcentages enregistrés pour la Belgique, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni (ces pays étant énumérés dans l'ordre alphabétique); en revanche, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse ont tous considérablement accru, au cours des années 60, le volume de leur aide publique au développement exprimé en pourcentage du PNB.

A en juger par les estimations qui nous ont été communiquées cette année à l'occasion des examens annuels, les résultats de l'année 1971 ne devraient guère, dans l'ensemble, marquer une amélioration notable par rapport à ceux de 1970, bien que manifestement certains pays aient fait de grands progrès. Et la compression de 10 % des dépenses publiques décidée par l'administration américaine, conjuguée avec l'ajournement de la décision du Congrès concernant le projet de loi sur l'aide à l'étranger, assombrit pour 1971, ainsi d'ailleurs que pour 1972, les perspectives d'évolution des contributions des États-Unis, pays qui, en 1970, a participé pour quelque 50 % au PNB de l'ensemble des pays membres du CAD, et dont les contributions représentaient près de 40 % de l'apport total d'aide de ces pays et 45 % du montant de leur aide publique au développement.

Une promesse : les préférences

Parmi les « promesses » faites dans le cadre des Nations Unies figure aussi l'engagement pris par les pays industrialisés au printemps de 1968, lors de la deuxième session de la CNUCED tenue à New Delhi, d'appliquer dès que possible un système de préférences tarifaires de caractère non réciproque aux importations d'articles manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays en voie de développement. Les questions de politique commerciale ne sont pas du ressort du CAD, mais elles revêtent une importance extrême et ont une incidence sur tous les aspects de la coopération instaurée dans le domaine du développement. En 1970, cette « promesse » a été formulée en termes précis : à l'automne, l'OCDE a transmis à la CNUCED des propositions détaillées à ce sujet, qui ont été acceptées.

Si un certain nombre de pays développés ont mis ces propositions en application dans le courant de 1971, ainsi qu'on l'espérait généralement en 1970, à l'époque où fut formulée la « promesse » précise, tel n'a pas été le cas pour tous et notamment pour le plus grand d'entre eux, les États-Unis. La suite donnée par les États-Unis à cette « promesse » aura des répercussions considérables sur le climat dans lequel toutes les questions relatives au développement seront examinées à la troisième session de la CNUCED, qui doit se tenir au printemps de 1972 à Santiago du Chili.

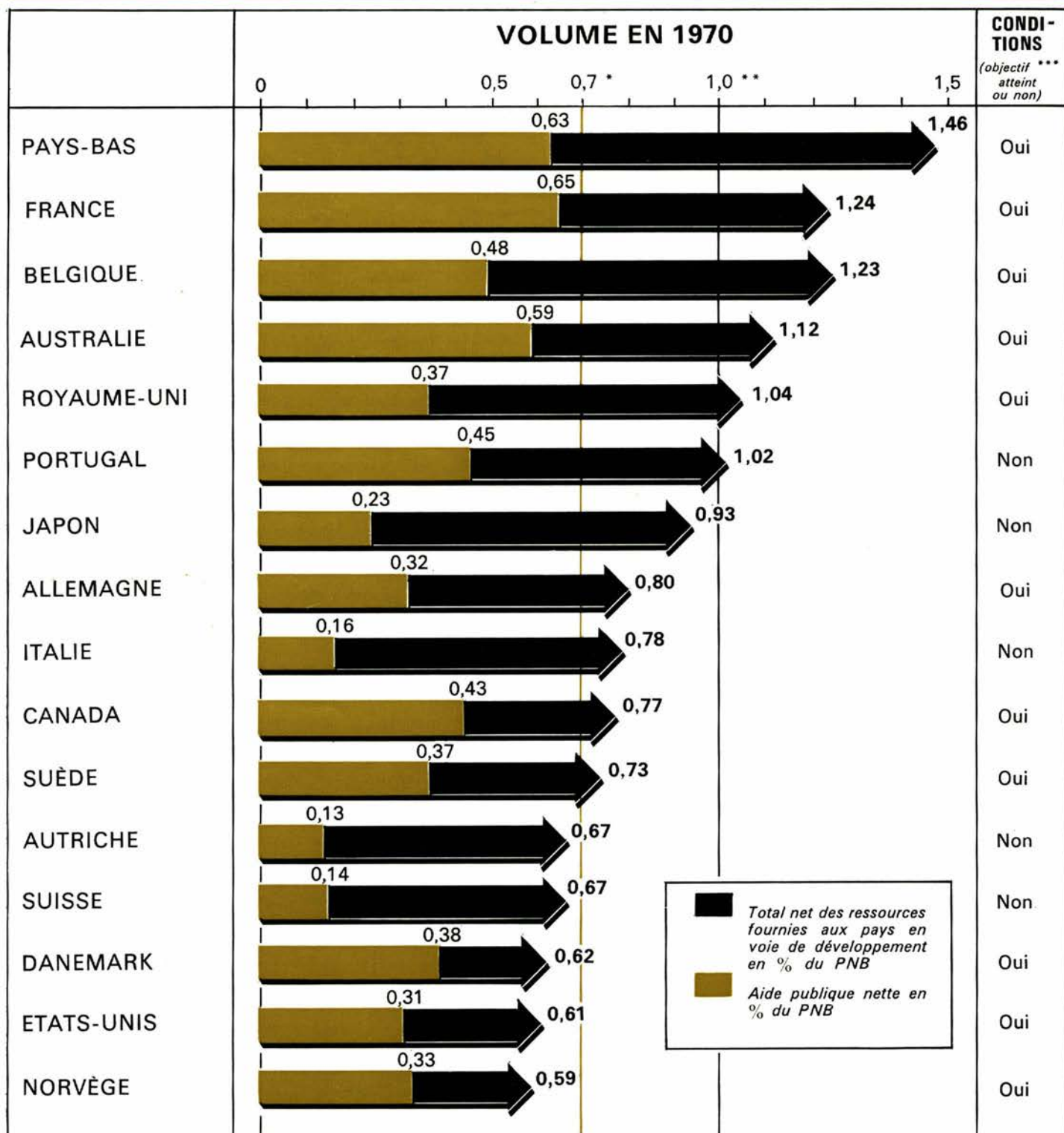
Dans ce contexte, il importe de trouver aux divergences de vues de nature commerciale et monétaire qui se manifestent actuellement entre les pays développés une solution qui facilite les échanges mondiaux et augmente le potentiel de croissance des exportations des pays en voie de développement.

Conditions et déliement de l'aide

Les « promesses » des Nations Unies ne sont pas les seules

(1) Le rapport officiel du Président sur l'Examen 1971, « Aide au développement : efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'Aide au Développement », vient de paraître.

(2) Compte non tenu des nouveaux chiffres, dont on disposait pour la première fois en 1970, ayant trait aux apports d'organismes privés bénévoles tels que les groupements religieux et autres fondations charitables, qui se sont élevés à 840 millions de dollars. Si ce chiffre est inclus dans le total, on a atteint un pourcentage de 0,78 % du PNB.



* Objectif recommandé dans la stratégie de la deuxième Décennie du Développement mais non accepté par tous les pays donateurs.

** Objectif accepté par tous les membres du CAD.

*** Objectif accepté par tous les membres du CAD : 70 % des engagements d'aide publique au développement sous forme de dons, ou 85 % de l'aide publique au développement constitués par des apports comportant chacun un élément de libéralité minimum de 61 %, ou 85 % de l'aide publique au développement comportant un élément de libéralité moyen d'au moins 85 %. Le volume des engagements satisfaisant à ces critères ne doit pas être sensiblement inférieur à la moyenne du CAD.

qui se soient révélées difficiles à traduire dans les faits. En 1965, le CAD avait adopté à l'unanimité une recommandation sur les conditions financières de l'aide, afin de fixer des objectifs pour l'assouplissement des conditions de l'aide fournie aux pays en voie de développement par les Gouvernements membres, et d'accroître l'élément de libéralité des prêts. Tous les pays du CAD s'étaient engagés à prendre des mesures pour atteindre ces objectifs et, en 1969, un nouvel objectif, en principe plus ambitieux, a été adopté. En 1970, sur les seize pays qui forment le CAD, cinq n'avaient pas encore atteint ce dernier objectif (voir le graphique), bien que tous

en eussent accepté le principe. En fait, les conditions de l'aide ne se sont guère améliorées et l'élément de libéralité contenu dans les prêts est en diminution.

Ce facteur, conjugué à la stagnation du volume des apports de ressources, et de l'aide publique au développement en particulier, risque de provoquer une crise qui pourrait être très grave pour nous tous : le volume des fonds assorti de conditions libérales étant apparemment limité, des pressions s'exercent sur de nombreux pays pour qu'ils augmentent le volume de leurs crédits à l'exportation, de façon à assurer la satisfaction des besoins essentiels. Les crédits à l'exportation

ont de ce fait atteint des niveaux sans précédent. En 1970, l'augmentation de l'encours total des crédits à l'exportation publics et privés a été de plus de 2,8 milliards de dollars, soit un accroissement qui dépasse de 270 millions celui de 1969. Les charges qui résultent des conditions rigoureuses dont sont assortis ces crédits sont précisément de celles qui pourraient engendrer une grave crise de paiements pour les pays bénéficiaires en cas de diminution, même modérée, de leurs exportations.

Au milieu de 1971, il semblait bien que la plupart des donneurs allaient accepter de délier leurs prêts bilatéraux de développement (soit quelque 2 milliards de dollars d'apports appartenant tous à la catégorie de l'aide publique au développement) et que tous les membres du CAD s'abstiendraient de lier leurs futures contributions aux institutions financières multilatérales. Le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE avait mené jusqu'à un stade avancé les travaux de rédaction du texte d'un accord sur le déliement des prêts bilatéraux et des contributions multilatérales; ce texte comprenait des directives détaillées dont le but était de donner des assurances raisonnables que, pour l'utilisation de ces fonds non liés, l'appel à la concurrence internationale serait réel et non purement formel. Toutefois, si des progrès sensibles ont été faits dans les négociations, l'accord sur le déliement de l'aide n'a pas encore été conclu, en partie à cause des événements qui sont récemment intervenus en matière de politiques commerciales et monétaires.

Des énergies mal employées

Tant de Gouvernements se sont si souvent et si manifestement montrés incapables de traduire en actes les positions qu'ils avaient prises publiquement et officiellement qu'il n'est pas surprenant qu'il se soit créé ce que l'on pourrait appeler un « défaut de crédibilité ». Mais pour donner une image complète de la réalité du développement, il faut aussi noter que les engagements pris par les Gouvernements des pays en voie de développement d'utiliser en priorité leurs ressources pour améliorer le bien-être de leurs populations n'ont aussi trop souvent été que des « promesses » qui n'ont guère été suivies d'effet. L'orgueil national, l'intérêt personnel, la soif de pouvoir politique, la faiblesse de la bureaucratie sont autant de facteurs qui, dans nombre de pays, ont contribué à des degrés divers à gaspiller les quelques rares ressources dont ils disposaient et, notons-le, de ressources propres plus souvent que de ressources fournies par les pays donneurs.

C'est ainsi que les ressources, déjà limitées, ont trop souvent été employées pour développer inutilement des installations militaires. Si elles sont beaucoup moins importantes que dans nos pays, ces dépenses militaires sont cependant loin d'être négligeables; elles ont en effet été estimées à 24 milliards de dollars pour l'année 1970 et elles augmentent plus rapidement encore que dans les pays développés puisque, aux prix de 1968, elles se sont accrues d'environ un tiers en l'espace de quatre ans seulement. En 1968, dernière année pour laquelle on dispose de données pour faire cette comparaison, elles atteignaient environ 4 % du PNB, chiffre encore inférieur toutefois aux 7,2 % enregistrés pour les pays développés (3). Cette même année, malgré une croissance exceptionnellement rapide des budgets de l'éducation (4), les pays en voie de développement ont dépensé moitié plus de leurs fonds publics pour les forces armées que pour l'éducation. Les dépenses publiques d'enseignement ont été supérieures de plus de 50 % aux dépenses militaires en Afrique et de 15 % en Amérique latine. Mais en Extrême-Orient et au Moyen-Orient, les budgets militaires ont représenté un pourcentage du PNB plus élevé que dans les pays développés.

Malheureusement, les ressources locales ne sont pas les

seules qui soient lourdement grevées par les dépenses militaires; les achats de matériels onéreux aux pays développés peuvent aussi représenter un prélèvement de 1 ou 2 milliards de dollars par an sur les rares ressources en devises dont disposent les pays en voie de développement. Si l'on ajoute à ces dépenses le gaspillage que représentent les sorties de devises pour le rachat d'investissements étrangers déjà payés et les placements considérables que les ressortissants de quelques pays en voie de développement effectuent dans les pays donneurs, on se trouve en présence de trois catégories de sorties de devises qui préoccupent à juste titre tous ceux qui souhaitent voir chaque pays en voie de développement progresser rapidement et de façon véritablement indépendante.

Dans nombre de cas, en raison des structures économiques et sociales en place, le développement économique n'a fait qu'accentuer l'inégalité des revenus et accroître le nombre des pauvres au lieu de le réduire. Le sort des personnes employées dans le secteur privé moderne et dans la fonction publique, ainsi que celui des propriétaires fonciers du secteur traditionnel, s'est considérablement amélioré, tandis que la grande masse de la population, citadins en chômage ou sous-employés, ouvriers et exploitants agricoles vivant en économie de subsistance, bénéficiait fort peu de la croissance du PNB. Si les comparaisons entre pays en voie de développement ne confirment guère l'adage populaire selon lequel « on ne prête qu'aux riches », à l'intérieur de nombreux pays moins développés, ce n'est malheureusement que trop vrai.

En outre, bien souvent, les groupes les plus pauvres n'ont pas non plus bénéficié de façon équitable des programmes publics d'action sociale. Même dans les pays où l'impôt est progressif (et cette progressivité est d'ordinaire plus théorique que réelle), les dépenses sociales sont en général réparties de façon fort peu juste, en particulier pour ce qui est de la population rurale, qui représente encore les deux tiers de la population totale. Ainsi, bien loin d'être éliminé, le dualisme de la société se trouve renforcé.

Par suite, en partie, de ce dernier facteur, mais aussi sous l'influence d'une transformation rapide des valeurs des sociétés traditionnelles, on assiste dans un nombre croissant de pays à une polarisation politique qui engendre tant chez les Gouvernements que parmi certains groupes privés une violence de caractère extrémiste revêtant une forme difficile à maîtriser, même dans les sociétés les plus développées. Ce phénomène coûte cher aux peuples moins développés, car il détourne les énergies de la tâche essentielle, qui est d'améliorer les conditions de vie des hommes.

Au cours des années 70 le développement sera à bien des égards conditionné par des problèmes dont nous n'avons pris conscience qu'à une époque récente, à savoir la nécessité de créer de nouveaux emplois, de diffuser le planning familial, de développer un enseignement adapté aux diverses situations, d'améliorer l'alimentation et d'accroître la productivité dans l'agriculture. Dans tous ces domaines, la recherche a, semble-t-il, un grand rôle à jouer. La plupart des entreprises de nos pays le savent depuis longtemps, mais nous commençons seulement à comprendre qu'il est rentable de consacrer des dépenses considérables à la recherche. Celle-ci ne saurait toutefois être d'une grande utilité en l'absence de la volonté politique, de la capacité administrative et des moyens financiers d'appliquer ses enseignements. Il ne faut pas escompter que la solution de ces problèmes nous permettra d'éluider la question du volume de l'aide. En fait, pour que notre action soit efficace, il sera nécessaire de lui consacrer davantage de ressources.

(3) Y compris les pays à économie planifiée.

(4) Dans certains pays, les dépenses consacrées à l'enseignement privé, dont il est tenu compte ici, ont une importance appréciable.

LES MESURES COMMERCIALES ET L'AJUSTEMENT DES BALANCES DES PAIEMENTS

par Serge DEVOS

Chef de Division à la Direction des Échanges de l'OCDE

Les cas de mise en place par des pays industrialisés de mesures commerciales d'une portée étendue pour faire face à des déficits de balance des paiements ont été relativement rares dans les quelque quinze dernières années. A une ou deux exceptions près, les mesures prises n'ont pas été les restrictions quantitatives prévues par l'Article XII du GATT, mais d'autres mesures telles que des mesures fiscales aux frontières ou l'institution de « dépôts à l'importation ». Y a-t-il un risque que ces mesures deviennent plus fréquentes et, dans l'affirmative, les règles et procédures internationales sont-elles adaptées à cette situation ?

Ces questions ont été soulevées bien avant l'imposition d'une surtaxe à l'importation par les États-Unis le 15 août et l'introduction d'une mesure analogue par le Danemark le 21 octobre. En effet, surtout depuis trois ans, les mécanismes d'ajustement des balances des paiements font l'objet d'une nouvelle réflexion, précisément en raison des développements qui ont conduit à la crise actuelle.

Les mesures commerciales dans les mécanismes d'ajustement des balances des paiements

Les mesures commerciales n'occupent qu'une place marginale dans les mécanismes d'ajustement des balances des paiements tels qu'ils sont conçus dans le cadre du système monétaire issu de Bretton-Woods. Ces mécanismes ont été étudiés notamment dans un rapport du Groupe de Travail n° 3 du Comité de Politique Économique de l'OCDE (1).

Le système actuel ne comporte que peu d'automatisme et la correction des déséquilibres requiert en général l'intervention des Gouvernements. La philosophie en vigueur met au premier plan les mesures internes relevant des politiques monétaires et fiscales pour le rétablissement de l'équilibre extérieur. Les modifications de parité sont réservées aux cas de déséquilibres fondamentaux dus à des changements de compétitivité relative. Les mesures commerciales, sans être totalement exclues, ne sont éventuellement envisagées qu'à titre de sauvegarde dans les situations graves où des résultats rapides sont absolument nécessaires.

Dans ce système, un degré relativement élevé de coordination des politiques économiques est nécessaire, et des contraintes résultant d'objectifs externes peuvent être imposées aux politiques économiques internes. Il peut arriver que

certaines circonstances et des motifs politiques rendent ces contraintes trop fortes aux yeux des Gouvernements. Ainsi, même lorsque la correction d'un déficit requiert une action déflationniste, il peut arriver que les Gouvernements soient tentés de la combiner avec des mesures commerciales, de manière à minimiser le chômage.

Par ailleurs, et pour diverses raisons, il existe une réticence manifeste à l'égard des changements de parité monétaire, qu'il s'agisse de dévaluations ou de réévaluations. Or, malgré des différences significatives, il y a, du point de vue de la balance commerciale, une analogie entre par exemple une dévaluation monétaire et des mesures commerciales, en particulier lorsqu'une taxe à l'importation est combinée avec une subvention à l'exportation. Ces mesures peuvent être préférées pour la raison notamment qu'elles sont susceptibles d'agir plus rapidement sur le commerce, qu'elles présentent plus de flexibilité d'application et qu'elles n'ont pas le caractère irréversible d'une modification de parité. Qu'on le veuille ou non, c'est un fait que des mesures commerciales ont été introduites comme solution de rechange à des modifications de parité. Cependant, dans la grande majorité des cas, ces mesures ont constitué l'antichambre de changements de taux de change qui ont finalement été effectués, après des délais plus ou moins longs.

Cela dit, dans l'ensemble, et compte tenu de l'aide qu'ont apportée les divers moyens de financement, on peut dire que les mécanismes de correction des déficits, tels qu'ils sont conçus dans le cadre du système monétaire issu de Bretton-Woods, ont relativement bien fonctionné pendant une assez longue période. Des actions commerciales, d'importance inégale d'ailleurs, n'ont été mises en œuvre qu'à quatre ou cinq occasions. Il se peut que ceci ait été favorisé par les situations économiques qui ont prévalu jusqu'à présent. En effet, il s'est agi en général d'une période de plein emploi et de croissance des économies. Or, dans des situations marquées par un excès de la demande, des mesures agissant sur la balance commerciale sont non seulement inappropriées mais même contre-indiquées.

Certains considèrent que les divergences dans l'évolution des coûts qui ont été constatées dans les dernières années d'un pays à l'autre risquent de prendre un caractère prononcé et permanent et que, en tout cas, la priorité qui devra être accordée aux objectifs humains et sociaux ne permettra plus de soumettre les politiques économiques internes aux

(1) « Les mécanismes d'ajustement des balances des paiements », OCDE, août 1966.

contraintes externes. Si tel devait être le cas, d'une part, les risques de déséquilibre seraient accrus et, d'autre part, une tendance pourrait se développer de chercher à réaliser l'équilibre des comptes extérieurs par des mesures externes. L'on pourrait voir s'accroître ainsi les risques de recours à des mesures de restriction du tourisme et des mouvements de capitaux. Ce sont ces considérations notamment qui ont été à l'origine des suggestions concernant la modification du système monétaire et plus particulièrement celles qui visent à introduire une plus grande flexibilité des taux de change.

L'objet de cet article n'est pas de discuter la nécessité d'introduire une telle flexibilité ou les diverses méthodes envisagées à cet effet. Il s'agit d'une question sujette à controverse. Il n'est pas du tout certain, du point de vue du commerce en particulier, qu'une trop grande flexibilité soit souhaitable. Par ailleurs, dans des limites étroites, elle ne serait probablement pas de nature à éviter les difficultés. Il ne s'agit pas de prononcer ici un jugement à ce sujet mais simplement de préciser les termes actuels du problème du recours à des mesures commerciales et de le situer dans le contexte général. Il faut cependant noter que les manipulations excessives des taux de change causent les mêmes problèmes que le recours à des mesures commerciales.

Le recours aux mesures commerciales : effets, principes directeurs et coopération internationale

● Cas de déficit

Si l'on admet que la balance commerciale doit être améliorée d'un montant donné, ceci ne peut être réalisé, quel que soit le moyen mis en œuvre, que par une augmentation des importations des partenaires et (ou) une diminution de leurs exportations. Mais les moyens ne sont évidemment pas indifférents du point de vue de leurs effets économiques ou de leur opportunité politique.

Il n'y a pas de grande controverse sur l'analyse théorique et qualitative des effets des mesures commerciales en cas de déficit de balance des paiements. Les difficultés se situent

surtout au niveau de l'évaluation quantitative. Les résultats de quantification des effets dans des cas concrets restent sujets à caution et ne se prêtent pas à des généralisations.

Pour le pays en cause, il semble que les effets, en particulier ceux des surtaxes, aient été relativement limités à la fois quant au montant et à la durée. En outre, les actions commerciales ont peut-être visé davantage à arrêter l'accroissement du déficit qu'à le réduire considérablement. Quoi qu'il en soit, il est reconnu que des mesures commerciales ne peuvent avoir leurs effets et ne permettent pas de réaliser un équilibre durable après l'abolition des mesures, si elles ne sont pas accompagnées de mesures internes visant, selon les circonstances, soit à réduire l'excès de la demande, soit à rétablir la compétitivité.

Pour la communauté internationale, les motifs de l'opposition aux mesures commerciales destinées à faire face à des déficits de balance des paiements sont à la fois politiques et économiques. De telles mesures introduisent des distorsions dans les économies et le commerce international, et surtout mettent en cause le processus de libération aussi bien en ce qui concerne les résultats acquis que les progrès ultérieurs. Il est bien évident que des négociations portant sur la réduction des droits de douane, par exemple, deviennent pratiquement impossibles si les résultats risquent à tout moment d'être annihilés ou réduits par l'imposition d'une surtaxe.

Néanmoins, la possibilité de recourir à des mesures commerciales doit sans doute être maintenue, au moins à titre de clause de sauvegarde. Elle subsisterait dans un système monétaire aménagé dans le sens d'une grande flexibilité, bien que dans ce cas la nécessité de recourir à cette forme d'action serait davantage réduite. Cela étant, deux ordres de questions se posent alors. D'une part, faire en sorte que la nécessité de recourir à des mesures commerciales soit évitée : c'est un problème de gestion des économies et de coopération internationale. D'autre part, soumettre ces actions à une discipline internationale en exigeant leur conformité avec des principes directeurs.

Le Conseil de l'OCDE, sur proposition du Comité des Échanges, a adopté un tel ensemble de principes (voir l'encadré). Ils conservent cependant un caractère très général qui résulte — premièrement, du fait qu'il est difficile et peut-

Le Conseil de l'OCDE a approuvé les conclusions suivantes du Comité des Échanges sur les mesures commerciales et l'ajustement des balances des paiements.

« Il est important, pour une croissance saine et continue des économies et des échanges internationaux, que des déséquilibres prononcés des balances des paiements soient corrigés. Les mesures visant à réduire les obstacles aux échanges sont parmi les diverses formes d'action qui peuvent contribuer à la réduction de surplus de balance des paiements. Par contre, les mesures commerciales ne peuvent apporter qu'une contribution limitée et temporaire à la réduction de déficits de balance des paiements. Elles présentent de sérieux inconvénients tant pour le pays en cause que pour ses partenaires : elles introduisent des distorsions dans les économies et le commerce international, portent atteinte au développement des échanges internationaux et mettent en cause le processus de libération, aussi

bien en ce qui concerne les résultats acquis que les progrès ultérieurs.

Aussi, pour ce qui concerne les situations de déficit de balance des paiements :

1) les Gouvernements doivent continuer à suivre des politiques d'ajustement des balances des paiements fondées sur des mesures susceptibles de rétablir un équilibre durable et visant à éviter le recours à des mesures commerciales pour la correction des déficits.

2) Si, néanmoins, un Gouvernement est contraint dans une situation grave et nécessitant une action rapide de recourir à des mesures commerciales, celles-ci :

- ne pourront être introduites qu'à titre exceptionnel, en conjonction avec des mesures internes destinées à porter remède aux causes du déficit ;*
- devront être appliquées pendant une période aussi courte que possible ;*
- seront appliquées conformément au principe de la non-discrimination ;*

- ne devront en aucune manière être utilisées pour assurer une protection déguisée à un ou plusieurs secteurs d'activités ; l'action entreprise devra être clairement identifiable et ne présenter aucune équivoque sur ses objectifs ;*

- la mise en œuvre des mesures commerciales interviendra de manière à éviter autant que possible de brusques perturbations dans les courants d'échanges.*

3) En vue d'éviter que le recours à des mesures commerciales restrictives ne devienne nécessaire et, le cas échéant, pour superviser l'application des mesures commerciales introduites, les moyens et mécanismes de consultation disponibles seront utilisés :

- d'une façon aussi efficace et à un stade aussi précoce que possible ;*

- en tenant compte de la nécessité d'une approche globale de l'ajustement des balances des paiements. »*

être en définitive peu opportun d'insérer les actions éventuelles dans un cadre préétabli très rigide par sa précision compte tenu de la variété des situations qui peuvent se présenter — deuxièmement, du fait que les Gouvernements répugnent, en partie en raison de la considération précédente, à limiter excessivement leurs options. Un rapport du Secrétaire général, qui a servi de base aux travaux du Comité des Échanges (2), donne quelques indications sur la signification de ces principes et sur le sens dans lequel ils pourraient être renforcés si cela était jugé souhaitable.

En ce qui concerne le problème primordial de la justification de l'action commerciale par exemple, la question peut se poser de savoir si une telle action ne devrait pas en tout état de cause être limitée aux cas où il existe un déficit de la balance commerciale et où, en outre, ce déficit est responsable de la majeure partie du déficit de la balance des paiements. Mais n'est-il pas tout aussi équitable d'admettre également le cas où c'est l'évolution défavorable de la balance commerciale, même si elle reste positive, qui est responsable du déficit de la balance des paiements ?

On voit immédiatement que ces questions se rattachent directement aux objectifs en matière de balance des paiements. S'il est vrai que les progrès de la coopération internationale passent par une certaine mesure d'accord ou d'harmonisation de ces objectifs, il risque d'être contre-indiqué de fixer des règles allant à l'encontre d'un bon fonctionnement de cette coopération.

Peut-être plus importante est la question du type de mesures qui peuvent, le cas échéant, être adoptées. Selon le GATT, Article XII, et d'autres accords internationaux d'ailleurs, les seules mesures commerciales pouvant être prises pour faire face à des déficits de balance des paiements sont les restrictions quantitatives. En pratique, depuis plus de douze ans, les pays ont eu recours à une exception près, celle de la France en 1968, à d'autres mesures : la surtaxe et le dépôt à l'importation notamment.

Faut-il consacrer cet état de fait et ouvrir plus largement la gamme des mesures autorisées ? Le problème n'est pas seulement académique. En laissant trop de latitude dans le choix des mesures, les recours à une action commerciale risquent d'être facilités et de devenir plus fréquents. De ce point de vue, les difficultés de mettre en place des restrictions quantitatives militent en faveur de ce type de mesure qui, en outre, du point de vue du pays en cause, offre l'avantage de résultats pratiquement assurés. Par contre, les restrictions quantitatives introduisent dans le commerce une sécheresse, une distorsion et une complication telles que l'on peut se demander s'il ne serait pas préférable de reconnaître la surtaxe comme une mesure plus appropriée aux conditions actuelles. Un autre argument peut être invoqué dans ce sens : les atteintes portées à une règle importante risquent de se répercuter sur l'ensemble des disciplines internationales et d'en réduire l'efficacité.

• Cas de surplus

Dans le cas des pays à surplus, la question de la mise en œuvre de mesures commerciales pour réduire le surplus n'est qu'un aspect du problème général qui est celui du rôle de ces pays dans l'ajustement des paiements internationaux. Cela aussi a été l'objet d'un débat majeur depuis quelques années. Résolu en théorie par la constatation qu'à la fois les pays déficitaires et les pays excédentaires ont un rôle à

jouer dans le rétablissement de l'équilibre, le problème est resté très actuel et est en fait au centre de la crise présente.

D'un point de vue pratique et non politique, les mesures prises par un pays à surplus offrent un avantage par rapport aux mesures agissant sur la balance commerciale prises par les pays déficitaires. Ces dernières étant, pour garantir le système d'échanges multinationaux, appliquées d'une façon non discriminatoire risquent d'affecter et d'accentuer les difficultés de balances des paiements d'autres pays. Au contraire, les mesures prises par un pays à surplus favorisent par définition le commerce de l'ensemble de ses partenaires.

Il est vrai qu'une action entreprise par un pays à surplus dans une situation donnée ne permettrait pas nécessairement d'éviter que les pays déficitaires soient amenés à prendre des mesures de protection. Tout est question de cas d'espèce, et il serait dangereux de généraliser. La contribution des premiers se situe peut-être dans un contexte à plus long terme.

Bien que, à diverses occasions, des pays à surplus aient pris dans les vingt dernières années des mesures de libération commerciale, certaines considérations freinent des actions continues et de plus grande envergure. Principalement il s'agit du fait que l'élimination des barrières aux échanges est le résultat de négociations multilatérales. Le sentiment existe dès lors qu'une action unilatérale prive le pays en cause d'un moyen de négociation et de pression sur ses partenaires pour qu'ils libèrent également leur commerce.

En tout état de cause, le champ d'action dans le domaine commercial est de plus en plus limité par les progrès qui ont déjà été réalisés dans la libération des échanges. On peut évidemment concevoir un système, qui d'ailleurs a été mis en pratique par l'Allemagne notamment, selon lequel un pays à surplus instituerait un système de subvention à l'importation et de taxes à l'exportation. Une telle mesure correspond grosso modo pour la balance commerciale à une réévaluation monétaire. Il est alors à craindre que cette mesure, comme les mesures analogues mais inversées que pourrait prendre un pays déficitaire, soit interprétée comme l'annonce d'une modification de parité et accentue les mouvements spéculatifs qui rendront cette modification inévitable.

• Coopération internationale

En somme, le problème en ce qui concerne les mesures commerciales dans le mécanisme d'ajustement des balances des paiements est, comme dans d'autres domaines des relations économiques internationales, celui d'établir des principes directeurs à la fois suffisamment précis pour qu'ils imposent une véritable discipline, et suffisamment flexibles pour qu'ils permettent de tenir compte de la complexité des situations. Les difficultés d'aboutir à un compromis satisfaisant à cet égard, et en particulier l'absence de principes suffisamment précis en ce qui concerne les politiques à suivre, donnent d'autant plus d'importance à la coopération internationale.

Le premier rôle de la coopération internationale est d'éviter que les situations se créent où une forte action correctrice devient nécessaire. Le deuxième, au stade de la correction des déséquilibres, est de permettre d'adopter les solutions les plus appropriées du point de vue du pays en cause et de la communauté internationale. Elle devrait permettre de fixer le rôle de chacun des pays déficitaires et des pays excédentaires. Une coopération véritable devrait permettre de prévenir les crises, mais l'exemple actuel nous montre les progrès qu'il resterait à accomplir dans ce sens.

La solution concertée des problèmes de paiements internationaux implique en effet un minimum d'accord et d'harmonisation d'un ensemble d'objectifs, et ceci est indéniablement une tâche difficile.

(2) Ce rapport vient d'être publié sous le titre « Les mesures commerciales et l'ajustement des balances des paiements : analyse des mesures et de leurs effets ».

LE GROUPE DE L'OCDE SUR LES PROBLÈMES COMMERCIAUX ET LES PROBLÈMES CONNEXES



M. Jean REY, Président du Groupe, ancien Président de la Commission des Communautés Européennes de 1967 à 1970 et ancien Ministre belge pour la Reconstruction et les Affaires Economiques.

LE Conseil de l'OCDE siégeant au niveau des Ministres les 7 et 8 juin 1971 était convenu, après avoir examiné les perspectives des échanges internationaux, qu'il fallait étudier au sein de l'Organisation les possibilités de progrès vers l'objectif général d'une libération plus grande des échanges.

En vue d'examiner les problèmes commerciaux définis par le Conseil réuni au niveau ministériel, un Groupe composé de hautes personnalités désignées par leurs Gouvernements respectifs, et dans un cas par la Commission des Communautés Européennes, a été établi par le Secrétaire général. Ce Groupe identifiera les problèmes, évaluera leur degré d'urgence, examinera comment ces problèmes pourraient être traités et mettra en lumière des options pour leur solution. Le Groupe est présidé par M. Jean Rey.

Le Groupe doit soumettre un rapport au printemps de 1972 en temps utile pour la réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres.

MEMBRES DU GROUPE DE L'OCDE

M. Giuseppe CARON (Italie)

Sénateur, ancien Vice-Président de la Commission de la CEE, ancien Ministre du Budget et de la Programmation Économique, ancien Sous-Secrétaire d'État dans plusieurs Ministères.

M. William D. EBERLE (Etats-Unis)

Ambassadeur, Représentant spécial pour les négociations commerciales.

M. Toru HAGUIWARA (Japon)

Ancien Ambassadeur, ancien Commissaire général de l'Exposition mondiale d'Osaka, 1970.

M. Günther HARKORT (Allemagne)

Ancien Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères.

M. Théo C. HIJZEN (Commission des Communautés Européennes)

Directeur général pour le Commerce Extérieur.

M. Robert MARJOLIN (France)

Professeur d'économie politique, ancien Secrétaire général de l'OECE, ancien Vice-Président de la Commission de la Communauté Économique Européenne.

M. Bertil Gotthard OHLIN (Suède)

Professeur d'Université, ancien Ministre du Commerce.

M. Arthur F.W. PLUMPTRE (Canada)

Professeur d'économie politique, ancien Sous-Secrétaire d'État, Ministère des Finances.

Sir Richard POWELL (Royaume-Uni)

Président de sociétés, ancien Secrétaire permanent au Ministère de la Défense et au Board of Trade.

M. Hans SCHAFFNER (Suisse)

Ancien Président de la Confédération Helvétique.

M. Hendrikus Johannes WITTEVEEN (Pays-Bas)

Sénateur, ancien Ministre des Finances.

POUR UNE GESTION RATIONNELLE DES PÊCHES MARITIMES

L'exploitation internationale des pêches maritimes approche de la cote d'alerte. Si pour certaines espèces de poisson il y a encore des possibilités d'augmentation des prises, pour les espèces commercialement les plus intéressantes on est arrivé au maximum (même le thon de l'Océan Indien serait déjà proche d'être exploité à son maximum renouvelable). La mobilité des flottes de pêche est telle que tout stock abandonné pour surexploitation est de nouveau soumis à exploitation intensive dès qu'il s'est quelque peu reconstitué. Ce développement étant dû au progrès technique, les pays industrialisés sont en position de force, pouvant envoyer très loin de leurs bases des flottes hautement mécanisées qui risquent d'épuiser des fonds éloignés.

Tous ces efforts coûtent trop cher et, dans certains cas, causent une perte sensible de ressources naturelles potentielles. C'est pourquoi, au milieu d'économies développées en constante croissance, les industries de pêche restent à la traîne. Nombre de ses secteurs suivent mal et rares sont les pêches qui ne bénéficient pas d'aides financières souvent substantielles.

L'OCDE s'occupe rarement des conditions d'approvisionnement de matières premières dont l'abondance est gouvernée par les lois naturelles. Que le poisson reçoive ainsi une attention spéciale reflète un fait socio-économique, à savoir que les communautés de pêcheries dans tous les pays Membres riverains de la mer dépendent du maintien des stocks de poisson.

En cherchant à préserver les ressources maritimes naturelles, il faut tenir compte de l'effet des mesures réglementaires sur tous ceux, et pas seulement les pêcheurs, qui en tirent leur subsistance. Ainsi, les facteurs économiques et non plus seulement les facteurs techniques ou biologiques, ont une grande importance et le Comité des Pêcheries de l'OCDE s'occupe de mettre l'accent sur cet aspect des problèmes. L'article suivant donne un tableau de la situation actuelle et des actions entreprises pour l'améliorer. Il est dû à M. Paul Adam, Chef de la Division des Pêcheries de l'Organisation.

Il est d'abord une habitude dont l'économiste doit se débarrasser quand il aborde les questions de pêche, c'est de raisonner sur la base de chiffres globaux et de moyennes. Les populations de poissons sont en équilibre par rapport au milieu qu'elles habitent et où elles trouvent leur nourriture. Mais c'est un équilibre dynamique, comme celui d'un pendule qui revient toujours à la verticale, mais n'y reste jamais. Les moyennes sont, en pêche, les chiffres qui ont le moins de chances d'être les chiffres réels à un instant donné.

Une population de poissons, laissée

à l'état naturel, voit son nombre et son poids total varier d'une année sur l'autre selon les conditions écologiques et la nourriture disponible. La mortalité naturelle plus ou moins forte, selon les conditions du moment et la taille de la population, fournit le mécanisme régulateur.

Dès que la pêche commence, l'équilibre naturel est perturbé. La mortalité due à la pêche s'ajoute à la mortalité naturelle tout en réduisant cette dernière par une substitution naturelle et automatique : la pêche réduisant la taille du stock, les besoins en nourriture sont réduits d'autant.



La pêche seule, même incontrôlée, introduit donc un élément de gestion efficace même s'il est involontaire. Il n'y a pas réellement opposition entre élevage et chasse; il y a seulement passage progressif d'une popu-

lation inexploitée dont le niveau est réglé par des morts naturelles importantes à la situation d'un troupeau d'élevage moderne subissant un minimum de morts naturelles, les animaux étant aussi bien soignés que possible

pour être envoyés à l'abattoir dès qu'ils ont atteint la taille requise par les conditions du marché.

Il y a donc un jeu permanent dont les données de base sont les suivantes :

- variations de la taille totale du stock réglée par les morts naturelles, le recrutement annuel et les morts dues à la pêche;
- variations annuelles de l'environnement et des quantités de nourriture.

L'interaction de tous ces facteurs aboutit à un équilibre ou plutôt tourne continuellement autour d'un état d'équilibre auquel les êtres vivants ne se stabilisent jamais.

Les pêcheurs eux aussi, par voie de conséquence, ont une situation en constant déséquilibre car ils doivent s'adapter aux déséquilibres biologiques, la pêche elle-même s'introduisant dans le système et y introduisant par la même occasion les déséquilibres de nos économies, ne serait-ce qu'en raison de la croissance économique et du progrès technique.

Il serait donc faux de croire que ces déséquilibres biologiques et de la pêche évoluent autour d'une moyenne stable à long terme.

Les variations climatiques à long terme, quoique très mal connues dans leurs mécanismes, ont un effet évident : au début des années 20, il n'y avait aucune morue à l'ouest du Groenland; depuis, on en a pêché des centaines de milliers de tonnes; et aujourd'hui, il semble qu'un refroidissement les pousse à désertir ces eaux devenues peu hospitalières : en 1970-71, le stock islandais serait même en partie alimenté par une migration en provenance de l'ouest du Groenland, plus importante que de coutume. Mais la morue disparaîtra-t-elle complètement de l'ouest du Groenland? Et si elle disparaît, quand reviendra-t-elle, comme elle a déjà disparu pour revenir plusieurs fois au cours du XIX^e siècle?

Autre exemple, les variations d'abondance et migrations du hareng, qui a été si important pour les pays riverains de la mer du Nord, sont souvent invoquées par les historiens comme une explication à retenir de l'évolution des villes de la Hanse, des Pays-Bas, etc., mais ni les rythmes de variations des stocks de hareng, ni les causes de ces cycles à très long terme ne sont connus. On se contente de constater les cycles après qu'ils ont eu lieu.

Du côté des pêcheurs la situation, mieux connue, est actuellement génératrice d'une très forte instabilité à long terme. Répondant à une demande en continue augmentation par suite de l'augmentation de la population et de la hausse des niveaux de vie, les pêcheurs sont poussés à augmenter leur production. Ils y sont aidés par le progrès technique, surtout depuis

1960 qui, avec la généralisation du chalutage par l'arrière, de la congélation à bord, de l'utilisation intensive d'appareils électroniques, est la date d'une vraie révolution dans les pêches. Cette intensification de la pêche qui, naturellement, touche en priorité les espèces commercialement les plus rentables, aboutit à un « overfishing » qui tend à s'étendre à tous les océans. Beaucoup d'espèces de l'Atlantique Nord (hareng, morue, plies, sole, églefin, sébaste...) sont déjà exploitées au moins quelque peu au-delà du maximum renouvelable. Seules certaines, comme le lieu noir, ne semblent pas être encore exploitées au maximum possible.

Une telle situation ne laisse que rarement craindre la disparition totale d'une espèce. Quand une exploitation devient non rentable, la pêche se ralentit ou est abandonnée, ce qui permet une reconstitution du stock au moins jusqu'à ce qu'une pêche intensive soit de nouveau possible. Par contre cela introduit, dans l'exploitation économique, des facteurs de plus en plus défavorables : une instabilité croissante des ressources effectives et une perte de ressources potentielles; une concurrence internationale excessive sur les fonds de pêche; des subventions et aides variées dans presque tous les pays, chacun s'accusant d'en donner plus que le voisin; une course continuelle au progrès de technique qui exige des investissements de plus en plus considérables : il y a cinq ou six ans, un gros chalutier-congélateur était estimé aux alentours de 10 millions de francs français; les plus récents chalutiers allemands de pêche lointaine sont en ce moment commandés aux alentours de 25 millions de francs français. D'après l'*Examen des pêches dans les pays Membres en 1970* (OCDE, Paris 1971), les coûts de construction des navires de pêche ont probablement doublé en une dizaine d'années.

GESTION DES PÊCHES MARITIMES INTERNATIONALES

Si le problème de la gestion rationnelle des pêches internationales prend une acuité et une urgence qu'il n'avait pas auparavant, il ne s'agit pas d'un problème nouveau. Il est à l'ordre du jour depuis plusieurs dizaines d'années et des mécanismes ont déjà été mis sur pied pour tâcher de le résoudre.

Il y a en effet des organismes internationaux spécialisés avec lesquels l'OCDE est en rapports étroits notamment pour les questions statistiques, et dont les plus connus sont les deux Commissions Réglementaires pour l'Est et l'Ouest de l'Atlantique Nord; il y en a également dans le Pacifique, spécialisées par espèce (sau-

mon, flétan, thon...); une nouvelle vient d'être créée pour le thon de l'Atlantique; une autre est en cours de création pour l'Est de l'Atlantique Sud... Il est vraisemblable que d'ici peu presque tous les océans seront couverts d'un réseau d'organismes spécialisés dans la préservation des stocks de poisson et la réglementation des pêches maritimes. Et il faut ajouter l'existence d'accords bilatéraux ou multilatéraux ayant le même but mais sans l'appui d'une institutionnalisation indépendante.

On le voit, il s'agit d'un système pragmatique, qui se justifie par la particularité de chaque zone, caractérisée par un ensemble écologique et biologique bien défini, ainsi que par des flottes de pêche et des techniques qui, pour être diversifiées, n'en forment pas moins chaque fois un tout régional.

Malheureusement, les progrès effectués dans ces cadres variés sont très lents. Il est trop souvent difficile de faire adopter des mesures qui, prises quelques années auparavant, auraient pu être efficaces mais qui, s'appliquant à une situation dégradée plus avant, ne peuvent plus avoir de résultats suffisants. C'est la contrepartie du pragmatisme qui a prévalu jusqu'à présent. Trois difficultés sont à l'origine de cette lenteur :

- primo, les négociateurs nationaux ont le désir de minimiser les pertes immédiates que la réglementation ferait subir aux pêcheries dont ils ont la responsabilité;

- secundo, le sens de l'égalité entre les partenaires conduit à n'accepter que des réglementations qui aient des conséquences équivalentes pour tous les partenaires, ce qui est extrêmement difficile à faire pour une zone donnée et plus difficile encore si l'on tient compte des zones voisines : en effet, certaines flottes restent cantonnées dans une zone donnée, alors que d'autres changent; une réglementation pourra donc avoir des conséquences désastreuses pour une flotte et nulles pour une autre qui, ayant épuisé son contingent dans une zone, se dirigera aussitôt vers des zones encore libres;

- tertio, les négociations sur ces questions de pêche sont hautement spécialisées car, pour que les règles adoptées soient applicables et bénéfiques, il faut qu'elles soient adaptées à des phénomènes qui sont très complexes, mêlant la biologie des poissons, la technologie des navires et engins, l'économie des échanges de produits de la mer et la sociologie des communautés de pêcheurs.

Il est donc reconnu comme de plus en plus indispensable que ce problème de l'overfishing ne soit pas seulement examiné sous l'angle biologique des ressources, mais aussi sous l'angle économique. C'est pour leur valeur que l'on pêche les poissons. Et aujourd'hui,

les marchés sont de plus en plus étroitement liés les uns aux autres. Les facteurs économiques relient de façon étroite des stocks de poisson qui n'ont biologiquement rien à voir les uns avec les autres. Une meilleure connaissance de ces interrelations d'ordre économique non seulement serait utile aux négociateurs qui doivent adopter des mesures réglementaires, mais aussi éclairera la dynamique des populations de poissons qui, en cas de pêche intensive, dépend étroitement des taux de mortalité due à la pêche.

On se trouve en présence d'un inhabituel mélange où il n'y a pas d'économie ou de science qui soient pures. Le biologiste base ses recherches en dynamique des populations de poissons sur les prises commerciales; et l'administratif qui discute du détail de réglementations futures doit souvent tenir compte de la situation sociale dans des régions où la pêche est la seule ou une des seules activités possibles. Parler de la seule évidence scientifique est insuffisant; il faut y ajouter beaucoup d'évidence pratique.

La machinerie internationale, qui est encore loin de fournir le cadre légal et réglementaire que demanderait une gestion rationnelle des pêches mondiales, risque d'être sous peu influencée par les intérêts pétroliers ou minéraux, beaucoup plus puissants que ceux de la pêche. Il n'est que temps de donner aux pêches mondiales un peu plus d'attention qu'elles n'en ont eu récemment.

A titre de contribution dans ce but, le Comité des Pêcheries a organisé un Symposium International sur la Production de Poisson qui s'est tenu à Paris du 29 novembre au 3 décembre 1971. La discussion a couvert beaucoup des problèmes de la production du poisson qui sont évidemment internationaux par nature mais surtout les facteurs économiques essentiels pour une gestion plus rationnelle des ressources.

UNE SOLUTION : LA COOPÉRATION

Le problème économique des pêches ne peut être résolu que par une coopération internationale entendue au niveau le plus large. A ce dernier titre, il exige de l'OCDE une active contribution pour la meilleure connaissance et compréhension des phénomènes économiques qui commandent l'évolution des pêches internationales. Rôle modeste peut-être, et s'exerçant sur un domaine économiquement étroit! Mais ce domaine couvre toutes les mers du globe. Et le maintien de pêches commerciales prospères doit être considéré comme le gage d'océans restant propres. Après tout, les pollutions suivent les mêmes routes que celles des poissons et des nourritures dont vivent les poissons.

Les points essentiels des
**PERSPECTIVES
ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE**

DÉCEMBRE 1971

10

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES SUR LE PLAN NATIONAL ET INTERNATIONAL

Dans de nombreux pays Membres la pression de la demande se trouve actuellement à un niveau relativement bas et la plupart d'entre eux essaient d'arriver progressivement à des niveaux d'emploi plus élevés, malgré la rareté des signes de ralentissement des augmentations des prix et des salaires. Les problèmes que pose la réalisation de cet objectif doivent être aussi examinés en tenant compte du fait que les États-Unis ont besoin de renforcer leur balance des paiements. Cela ne manquera pas d'avoir une certaine incidence déflationniste sur les autres pays, mais il est peu probable que cette incidence revête une ampleur importante dans les mois à venir.

L'amélioration de la balance des paiements des États-Unis aura automatiquement pour effet d'accroître la pression de la demande dans ce pays sans avoir des effets nuisibles pour autant. En outre, si les exportations des États-Unis accélèrent leur progression, et que celles des autres pays augmentent à un rythme inférieur à ce que l'on aurait pu normalement attendre, cela ne manquera pas d'avoir une incidence déflationniste sur l'économie de ces derniers. Étant donné que dans nombre de ceux-ci la pression de la demande est maintenant relativement faible, toute nouvelle réduction, pour inévitable qu'elle puisse être, ne serait pas en soi une chose souhaitable. Dans la pratique, toutefois, l'effet de l'ajustement de la balance américaine s'étalerait sur plusieurs années, à mesure que la structure des échanges réagira à la situation nouvelle. Qui plus est, cette influence déflationniste ne sera pas la seule qu'exercera l'évolution économique des États-Unis. Il est probable, en effet, que la

demande progressera sensiblement plus vite aux États-Unis qu'ailleurs au cours de l'année qui vient, ce qui tendra à soutenir la demande dans les autres pays. Il paraît donc évident que l'incidence nette d'une amélioration de la balance des paiements des États-Unis sur la demande des autres pays ne créera pas pour ceux-ci des problèmes tels que leur politique économique intérieure ne puisse les surmonter.

L'analyse présentée dans les « Perspectives économiques de l'OCDE », dont des extraits sont publiés ci-après, a été réalisée avant l'accord obtenu à Washington le 18 décembre sur le réaligement des taux de change et la suppression de la taxe à l'importation instaurée par les États-Unis. Antérieurement à cet accord, l'établissement des prévisions se heurtait à une sérieuse difficulté : la possibilité que les incertitudes qui régnaient alors exercent une influence dépressive importante sur l'activité économique. Cependant, la décision prise à Washington ne devrait pas seulement avoir pour effet de corriger le déséquilibre fondamental de la balance des paiements des États-Unis : elle devrait aussi largement contribuer à dissiper le nuage d'incertitude et de pessimisme qui était apparu dans les milieux d'affaires au cours des derniers mois.

Ceci renforce plutôt la probabilité de voir se réaliser la prévision, émise dans les « Perspectives économiques de l'OCDE », d'un taux d'expansion plus rapide dans la zone de l'OCDE au cours des six prochains mois, avec vraisemblablement encore une certaine accélération pendant le second semestre.

La régulation de la demande et le problème de l'inflation

La lenteur qui caractérise depuis un an ou deux le taux de croissance de beaucoup de pays de l'OCDE s'explique de façon générale par les mesures que les Gouvernements ont été amenés à prendre, malgré les inconvénients que cela présentait en soi, afin de réduire la pression de la demande et d'arriver par là à maîtriser la hausse excessive des coûts et des prix. Si les différents pays n'en sont pas tous au même stade dans le déroulement de cette action, pour beaucoup d'entre eux le moment est néanmoins venu d'infléchir de nouveau leur politique de manière à accélérer de nouveau la croissance.

Jusqu'à présent, pourtant, les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation restent limités. Mais, si le problème subsiste, il est maintenant possible de l'aborder dans des conditions nouvelles. Les pressions de la demande ayant été ramenées à des niveaux beaucoup plus bas, une chance s'offre désormais de relancer l'expansion tout en continuant de freiner la cadence de la hausse des prix. Il importe de ne pas laisser passer cette chance, en veillant cependant à contenir l'expansion dans des limites raisonnables, de façon à ne pas provoquer de nouvelles tensions inflationnistes et à faire en sorte que le rythme de l'expansion reste soutenable.

La marge de manœuvre qui s'offre aux différentes économies peut être évaluée par l'importance du volant de ressources inutilisées dont elles disposent actuellement. Aux États-Unis, la production s'établit à un niveau inférieur de 6 % environ à celui qui serait compatible avec un taux de chômage de 4,5 %. Dans le reste de la zone de l'OCDE, le chiffre correspondant est probablement de l'ordre de 3 1/2 % (1), ce chiffre global recouvrant des situations diverses : des marges substantielles de ressources inutilisées observées depuis un certain temps au Royaume-Uni et au Canada, d'autres qui sont apparues plus récemment au Japon et en Italie, tandis que ni l'Allemagne ni la France ni la plupart des petits pays industrialisés d'Europe n'ont d'excédent de capacité appréciable. L'atténuation des pressions de la demande signifie que dans plusieurs pays il existe maintenant une certaine détente sur le marché du travail.

Les politiques de régulation de la demande ont été réorientées de manière significative au cours des douze derniers mois ; elles sont devenues plus expansionnistes, ou moins restrictives, non seulement aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, au Japon et en Italie. En France, toutefois, il n'y a pas eu de changement marqué, tandis qu'en Allemagne, où la hausse des coûts et des prix ne s'est guère modérée, on n'a encore observé à ce jour qu'un assouplissement de faible portée. Dans beaucoup de petits pays également la politique reste orientée dans un sens restrictif.

En définitive, si l'on en juge par les tendances et les politiques actuelles, la croissance de la production devrait s'accélérer au premier semestre de 1972. Dans les sept grands pays de l'OCDE, elle pourrait s'accroître à une cadence annuelle de l'ordre de 5 à 5 1/2 %, taux qui serait à peu près conforme à la moyenne de longue période. Le rythme de la reprise sera plus prononcé dans certains pays que dans d'autres. Au Japon, en Allemagne et en Italie, la croissance de la production marquera sans doute une certaine accélération, tout en restant probablement nettement inférieure à celle des capacités. En France, la production pourrait progresser à une cadence annuelle de plus de 5 %, taux légèrement inférieur à celui des capacités. Au Royaume-Uni, l'activité pourrait croître à peu près au même rythme que le potentiel de production. Aux États-Unis et au Canada l'expansion de l'activité sera peut-être plus rapide que celle des capacités, entraînant une réduction du sous-emploi actuel des ressources humaines et physiques ; il est cependant probable qu'au milieu de l'année 1972 le chômage sera encore nettement supérieur aux niveaux acceptables en longue période.

Au premier semestre de 1971, le rythme de la hausse des prix ne s'est pas ralenti de façon appréciable dans la zone de l'OCDE. Pour les sept grands pays pris ensemble, l'indice des prix dérivé du PNB a continué de monter au rythme annuel de 5 1/2 %. On arrive au même résultat pour les prix à la consommation si l'on compare leur évolution entre le premier semestre de 1970 et le premier semestre de 1971. Il semble

(1) Estimation de l'écart entre le PNB effectif et le PNB compatible avec des taux normaux d'utilisation des capacités et des niveaux de chômage correspondant à la moyenne de la dernière décennie.

toutefois que l'évolution sera plus satisfaisante au deuxième semestre de 1971. On prévoit que, pour le deuxième semestre de 1971 et le premier semestre de 1972, la hausse de l'indice dérivé du PNB sera de l'ordre de 4 à 4 1/2 % pour l'ensemble de la zone de l'OCDE.

La volonté de maîtriser l'inflation a conduit les Gouvernements de la plupart des pays de l'OCDE à agir plus activement dans le domaine de la politique des prix et des revenus. Parmi les pays européens qui ont en place un dispositif permanent d'action sur les prix et (ou) les revenus (les pays nordiques et la France, par exemple) nombreux sont ceux qui en ont intensifié l'emploi. Et plusieurs autres pays (tels les États-Unis et l'Irlande) qui, dans les politiques de stabilisation qu'ils avaient été amenés à appliquer antérieurement, n'avaient pas recouru à l'action directe sur les prix et les revenus, ont maintenant adopté d'importantes mesures nouvelles.

Les ajustements extérieurs et leurs implications pour la régulation de la demande

L'incidence déflationniste qu'exercera l'ajustement de la balance des paiements des États-Unis peut déjà être approximativement évaluée, même si l'accord général ne s'est pas encore fait sur l'ampleur précise de la variation qu'il convient de rechercher. Si cet ajustement se situait à l'intérieur de la fourchette indiquée dans le Tableau 4, l'incidence déflationniste totale sur les autres pays de l'OCDE équivaldrait à un peu moins de 1 % du PNB annuel. Cette incidence pourrait s'étaler sur deux ans ou plus, c'est-à-dire que son effet primaire représenterait entre 1/3 et 1/2 % du PNB par an (cette estimation est fondée sur l'hypothèse que la variation serait réalisée en majeure partie par le biais de changements de parités, ce qui entraînerait une dégradation des termes de l'échange pour les États-Unis et, partant, une variation qui serait plus forte en volume qu'en valeur).

Bien que ces chiffres semblent relativement faibles quand on les compare avec la marge de capacités inutilisées (équivalant à quelque 3,5 % du PNB) qui existe en dehors des États-Unis, le besoin d'un ajustement extérieur créera des problèmes à certains pays dans le domaine de la régulation de la demande. Si l'on peut plaider en faveur de l'optimisme, on peut avancer que la situation actuelle est en très grande partie de caractère *cyclique*, en ce sens qu'un certain nombre de facteurs semi-autonomes joueront avec le temps en faveur de la reprise. Ainsi, à partir du moment où les mesures expansionnistes prises par les Gouvernements commenceront à porter leurs fruits, la reconstitution des stocks ainsi que la réduction du taux d'épargne des consommateurs devraient fournir à l'activité une nouvelle impulsion d'ampleur substantielle. D'un autre côté, il ne faut pas perdre de vue que les influences déflationnistes venant des États-Unis auront probablement des effets multiplicateurs. Dans les économies les plus tournées vers l'exportation notamment, le caractère plus aigu de la concurrence et la réduction des marges bénéficiaires sur les marchés extérieurs auront une incidence défavorable sur les plans d'investissement. Dans le passé, les pays qui se trouvaient dans une phase de basse conjoncture pouvaient généralement compter sur la vigueur de la demande d'exportation en tant que facteur exogène pour aider à déclencher une reprise de l'activité, ce qui réduisait d'autant l'ampleur des mesures intérieures de relance qu'il leur fallait prendre. Vu la grandeur de l'ajustement maintenant requis pour restaurer l'équilibre de la balance des paiements des États-Unis, il est manifeste que cet élément de dynamisme jouera désormais avec une force moindre.

Il est possible que les pays dont les échanges risquent d'être très sensiblement affectés par le retournement de la balance des paiements des États-Unis hésitent à prendre eux-mêmes des mesures expansionnistes de crainte de voir s'accroître la dégradation de leur propre balance. Il importe donc que, lorsque des pays envisagent de prendre des mesures expansionnistes pour contrebalancer les effets de modifications de parité ou d'autres mesures d'ajustement, ils soient plus ou moins assurés que d'autres pays vont prendre des mesures analogues. Dans une situation caractérisée par une faiblesse relativement générale de la demande, on peut toujours craindre que les pays, préoccupés par leur balance des paiements, ne donnent pas à leur action expansionniste une ampleur suffisante. Ce danger pourrait manifestement se trouver accentué dans les circonstances actuelles, mais le niveau très élevé des réserves dont disposent actuellement de nombreux pays devrait jouer un rôle de contrepoids.

La dégradation relative de la situation du commerce extérieur n'explique pas à elle seule la faiblesse qui est actuellement celle de l'investissement privé et qui paraît devoir se poursuivre. Il est possible que la persistance de la hausse inflationniste des prix, alors que l'activité se situe à un faible niveau, fasse planer certains doutes sur la volonté des Gouvernements de prendre des mesures suffisamment expansionnistes. L'agitation sociale, la contraction des bénéfices et l'existence d'importants excédents de capacité sont autant de facteurs qui, séparément ou ensemble, pèsent sur les décisions d'investissement dans un certain nombre de pays Membres. Et, bien que certains d'entre eux soient caractéristiques de la phase actuelle du cycle, ils tendent sans doute à amplifier les réactions des investisseurs privés des autres pays devant les influences déflationnistes venues des États-Unis.

Dans chaque pays les influences déflationnistes provoquées par l'ajustement de la position extérieure des États-Unis seront compensées, au moins en partie, par les mesures expansionnistes que les États-Unis et d'autres pays prendront en vue de restaurer le plein emploi. Il importe ici de noter que les États-Unis se trouvent dans une phase plus avancée du cycle actuel que la plupart des autres pays. D'après les prévisions de l'OCDE (voir la section consacrée aux prévisions conjoncturelles et le Tableau 7), en Amérique du Nord le PNB semble devoir augmenter à une cadence annuelle de 6 % au premier semestre de l'an prochain, contre 4 % environ ailleurs. Ce manque de synchronisme pourrait fort bien se poursuivre au deuxième semestre de l'an prochain. S'il en est ainsi, le fait que les États-Unis connaissent un taux d'expansion plus élevé entraînera en soi des répercussions défavorables assez sensibles sur leur balance commerciale (2). Ainsi, l'état relatif des situations conjoncturelles pourrait bien retarder le renversement de la balance courante des États-Unis. Cela tendrait à amortir l'influence déflationniste sur les autres pays et à la repousser jusqu'en 1973, époque à laquelle, à supposer que l'on ait suivi des politiques appropriées, la reprise devrait s'être confirmée dans les pays qui disposent actuellement d'un volant de ressources inutilisées d'une ampleur préoccupante.

La conclusion générale qui se dégage de cette analyse est que, si l'ajustement se fait dans l'ordre, les problèmes de régulation de la demande qui se poseront n'auront rien d'insurmontable. Une autre question est de savoir dans quelle mesure les incertitudes nées de la situation actuelle risquent d'avoir un effet déprimant sur la production et l'emploi. Il est suggéré plus bas que, si les incertitudes qui entourent l'évolution du problème de la balance des paiements devaient persister aussi

(2) Cette influence pourrait être évaluée à environ 2,5 milliards de dollars (taux annuel) en ce qui concerne la variation entre le deuxième semestre de 1971 et le deuxième semestre de 1972.

peu soit-il, leurs répercussions déflationnistes d'ici au milieu de l'an prochain pourraient être très prononcées — plus importantes, en fait, que celles qu'entraînerait un ajustement extérieur qui se ferait en bon ordre, qui serait également réparti et qui s'étalerait sur une période de deux ans. Il semblerait donc très important, du point de vue de la production et de l'emploi, qu'un accord se fasse sans tarder sur les problèmes immédiats soulevés par la crise.

Les problèmes de la balance des paiements

• La situation des paiements extérieurs des États-Unis

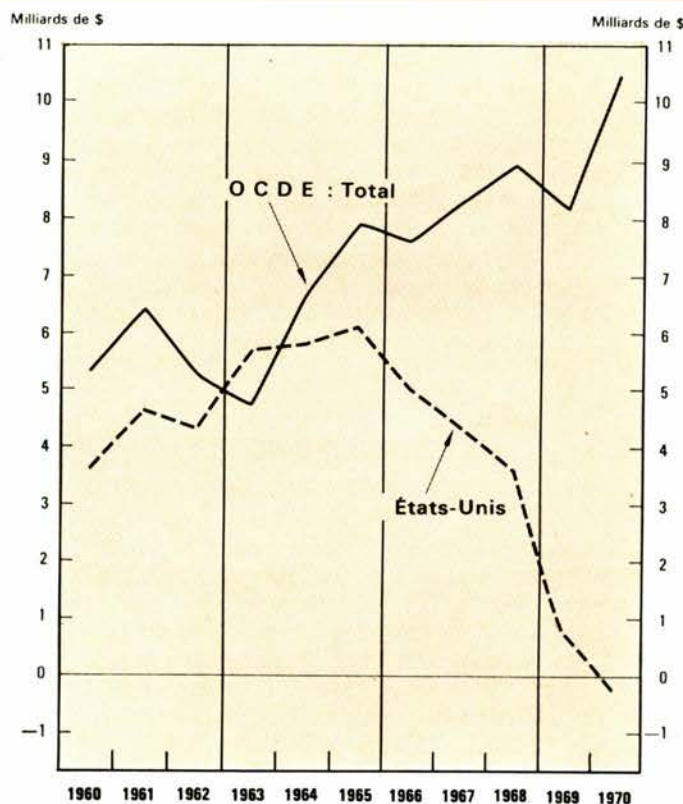
Sans en être en aucune manière le seul élément de poids, la situation des paiements extérieurs des États-Unis joue néanmoins un rôle important dans la situation présente. C'est pourquoi, dans les paragraphes qui suivent, on étudiera d'abord le déséquilibre actuel des paiements extérieurs des États-Unis pour pouvoir, à partir de là, apprécier les problèmes qui se posent à la zone de l'OCDE dans son ensemble.

La crise de balance des paiements que connaissent les États-Unis est due fondamentalement au fait que le compte des opérations courantes n'a cessé de se dégrader depuis 1965 (Graphique A) (3). Cette évolution a été masquée dans une certaine mesure par des facteurs conjoncturels de caractère temporaire, en 1970 notamment lorsque le compte des opérations courantes a accusé une amélioration effective, qui a été très inférieure à ce que l'on aurait pu escompter étant donné que l'activité commençait à languir aux États-Unis alors qu'elle restait en plein essor dans beaucoup d'autres pays. Abstraction faite de ces influences conjoncturelles, la position courante s'est dégradée sans arrêt à la cadence moyenne de 1 1/4 milliard de dollars par an. La contrepartie de cette dégradation peut se retrouver probablement dans l'amélioration radicale de la position courante des autres pays de l'OCDE qui ont bénéficié par ailleurs d'un accroissement substantiel de l'excédent courant de l'ensemble de la zone de l'OCDE (Graphique A).

De nombreux facteurs ont contribué à la dégradation du compte des opérations courantes des États-Unis au cours de

A. EXCÉDENT DE LA BALANCE COURANTE de la zone O C D E et des États-Unis, 1960-70

Corrigé des variations cycliques (1)



1. Également corrigé pour un certain nombre d'influences temporaires. La série de la zone O C D E est construite à partir de la somme des balances des pays de l'O C D E par rapport aux autres pays. Les transferts officiels ne sont pas inclus.

cette période : ainsi, l'incidence des politiques commerciales, les dépenses militaires (4) et les modifications de structures intervenues dans l'économie des États-Unis aussi bien que de ses principaux concurrents. L'inflation intérieure que ces derniers ont connue au cours de la deuxième partie des années 60 a aussi joué un rôle important. Malgré cette inflation, le niveau des prix intérieurs aux États-Unis a monté moins que dans aucun des autres grands pays au cours de la période allant de 1963 au milieu de 1971, le Canada mis à part (Graphique B, première colonne). Les États-Unis appartiennent toutefois à un groupe de pays où (sans doute essentiellement pour des raisons structurelles), par rapport à la hausse des prix intérieurs, la hausse des prix à l'exportation a été beaucoup plus forte que celle enregistrée en moyenne dans la zone de l'OCDE (Graphique B, deuxième colonne). Ainsi, si l'on se fonde sur les relations observées au cours de cette période, il aurait fallu, pour éviter simplement que la position relative

TABLEAU I
Compte des opérations courantes des États-Unis,
1965-1970
Milliards de dollars

| | Balance courante suivant la définition normale (1) | Biens, services et transferts privés ^a (2) | (2) après correction des influences conjoncturelles ^b (3) |
|------|--|--|--|
| 1965 | 4.3 | 6.1 | 6.1 |
| 1966 | 2.4 | 4.3 | 5.0 |
| 1967 | 2.1 | 3.9 | 4.3 |
| 1968 | -0.4 | 1.3 | 3.6 |
| 1969 | -0.9 | 0.7 | 0.8 |
| 1970 | 0.4 | 2.2 | -0.2 |

a) Y compris les pensions de l'État.

b) Ces chiffres ont aussi été corrigés pour éliminer l'incidence des grèves et certains autres effets temporaires, comme ceux exercés sur le revenu des investissements des États-Unis du fait du niveau élevé des taux d'intérêt en 1970.

(3) Le terme « compte courant » est utilisé ici pour couvrir la balance des biens, des services et des transferts privés. Dans les prévisions conjoncturelles, la définition couramment admise est utilisée, c'est-à-dire que sont inclus les transferts publics. Les chiffres figurant dans le Graphique A et la troisième colonne du Tableau I ont été « corrigés des influences conjoncturelles ». Ils représentent des estimations de ce qu'eût été la situation si la demande et la production aux États-Unis s'étaient établies à un niveau compatible avec un taux de chômage de 4,5 %, et si tous les autres pays avaient connu une pression de la demande équivalant à la moyenne enregistrée sur la période 1955-1970.

(4) Le montant net des dépenses militaires à l'étranger comptabilisées dans la balance courante est passé de 2,1 milliards de dollars en 1964 à 3,4 milliards en 1970. Au premier semestre de 1971, il s'établissait à un rythme annuel de 2,7 milliards de dollars.

TABLEAU 2

États-Unis

Tableau résumé de la balance des paiements

Milliards de dollars

| | Moyennes annuelles | | | 1970 |
|--|--------------------|---------|---------|--------|
| | 1960-64 | 1965-67 | 1968-69 | |
| Balance des biens, services et transferts privés ^a | 5.19 | 4.81 | 1.07 | 2.18 |
| Dons du secteur public | -1.85 | -1.84 | -1.68 | -1.74 |
| Opérations en capital à long terme | -4.36 | -4.99 | -1.53 | -3.72 |
| Pays développés ^b | -1.89 | -1.80 | 1.48 | -0.20 |
| Dont : Canada | -0.70 | -1.20 | -1.18 | -1.06 |
| Autres | -1.19 | -0.60 | 2.66 | 0.86 |
| Autres pays | -2.47 | -3.19 | -3.01 | -3.52 |
| Balance de base | -1.02 | -2.02 | -2.14 | -3.28 |
| Opérations en capital à court terme (y compris les erreurs et omissions) | -1.50 | 0.71 | 4.29 | -7.65 |
| Balance des règlements officiels | -2.52 | -1.31 | 2.15 | -10.93 |
| <i>Pour mémoire</i> | | | | |
| Transferts publics et opérations en capital à long terme en faveur des pays moins développés (statistiques du CAD) | 4.4 | 5.3 | 5.2 | 5.4 |

a) Y compris les pensions de l'État.

b) Europe occidentale, Canada et Japon.

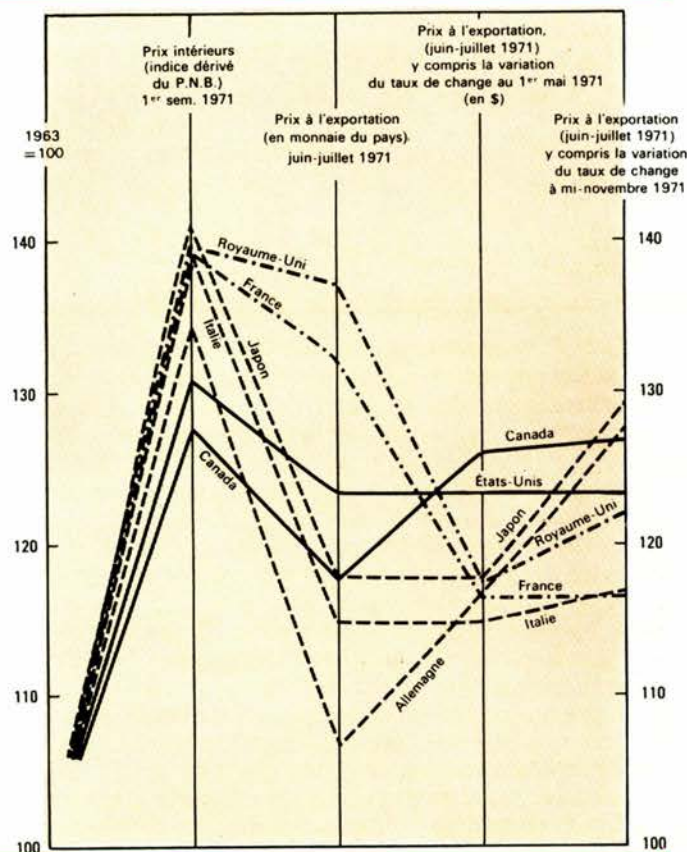
des prix à l'exportation des États-Unis ne se dégrade, que la hausse des prix intérieurs dans ce pays soit inférieure d'un point et demi à la moyenne enregistrée pour les autres pays. Le Royaume-Uni et la France ont été les seuls grands pays où les prix à l'exportation (exprimés en monnaie nationale) ont augmenté plus que ceux des États-Unis, mais cela a été compensé et au-delà par les dévaluations du sterling et du franc français intervenues respectivement en 1967 et 1969 (Graphique B, troisième colonne) (5).

La dégradation de la balance courante des États-Unis depuis 1965 a été contrebalancée jusqu'à un certain point par l'évolution du compte des opérations en capital. Les sorties nettes de capitaux à long terme vers les pays développés ont été beaucoup moins importantes au cours des trois dernières années de la décennie qu'au cours des sept années précédentes, les États-Unis étant en fait devenus importateurs nets de capitaux à long terme en provenance d'Europe occidentale durant la période 1968-70 (Tableau 2). Les dons publics aux pays moins développés ont eu tendance à diminuer tandis que les sorties de capitaux à long terme à destination de ces mêmes pays ne s'accroissaient que lentement. C'est pourquoi, avant que n'éclate la présente crise de spéculation, la balance de base des États-Unis s'était nettement moins détériorée que leur balance courante. Par ailleurs, bien que le compte des opérations en capital à court terme ait subi de très fortes oscillations chaque fois que l'état relatif des conditions monétaires se modifiait, aucun signe de dégradation fondamentale ne semblait ici perceptible.

Il est largement admis que les changements de parité ne sauraient se substituer aux mesures conjoncturelles de régulation de la demande, et qu'ils ne doivent servir que pour remédier à des situations de déséquilibre fondamental. C'est pourquoi l'on a fait des estimations de ce qu'eût été la situation des paiements des États-Unis, et d'autres pays, si ces influences conjoncturelles n'avaient pas joué, c'est-à-dire si tous les pays avaient connu des niveaux normaux de produc-

tion et d'emploi. On trouvera au Tableau 3 les estimations des balances courantes « corrigées des influences conjoncturelles », auxquelles le Secrétariat a procédé pour 1970. Ces estimations manquent inévitablement de précision et l'on s'emploie actuellement à affiner les méthodes utilisées. Il est probable, toutefois, que les chiffres portés au Tableau 3 donnent à peu près les ordres de grandeur en cause.

B. LA HAUSSE DES PRIX INTÉRIEURS ET À L'EXPORTATION 1963-milieu 1971



(5) Le comportement des prix à l'exportation exprimés en monnaie nationale n'est pas totalement indépendant des modifications de parités de change. L'augmentation des prix à l'exportation exprimés en monnaie nationale, telle qu'elle apparaît pour le Royaume-Uni et la France, a été rendue possible en partie par la dévaluation ; sans celle-ci l'augmentation aurait été inférieure à ce qu'elle a été.

TABEAU 3
Balances courantes en 1970^a
avant et après correction des influences conjoncturelles
Milliards de dollars

| | Balance non corrigée (1) | Correction des influences conjonc- turelles ^b (2) | Balance corrigée des influences conjonc- turelles (1-2) |
|-----------------------|--------------------------------|---|--|
| États-Unis | 2.2 | 2.4 | -0.2 |
| Royaume-Uni | 1.8 | 0.9 | 1.0 |
| CEE | 3.3 | -2.1 | 5.4 |
| Canada | 1.3 | 0.5 | 0.8 |
| Japon | 2.1 | -1.2 | 3.4 |
| Autres pays de l'OCDE | -1.4 | -1.5 | 0 |
| Total OCDE | 9.4 | -1.0 | 10.4 |

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composantes.

a) Biens, services et transferts privés.

b) Correction des influences conjoncturelles et aussi de certaines autres influences temporaires, notamment des effets exercés sur les paiements d'intérêts des États-Unis par le niveau très élevé des taux en 1970. De même, le solde des opérations au titre du revenu des investissements pour l'ensemble de la zone de l'OCDE a été exceptionnellement faible en 1970, en raison pour une part du niveau élevé des taux d'intérêt dans toute la zone ; ce facteur explique en grande partie l'ajustement négatif indiqué par l'ensemble de la zone.

TABEAU 4
Ampleur de l'ajustement requis
Milliards de dollars

| Excédent courant des États-Unis après ajustement | Ajustement requis dans l'hypothèse où le déficit fondamental des États-Unis en 1972 s'établirait à : | |
|--|--|---------------------------|
| | 2 milliards de dollars | 4 milliards de dollars |
| 6 | 8 | 10 |
| 7 | 9 | 11 |
| 9 | 11 | 13 |

Ce tableau montre que pour 1970 les chiffres non corrigés des balances courantes ont donné une représentation passablement faussée des positions fondamentales. Les chiffres corrigés indiquent en effet que la position courante des États-Unis pour cette année-là a été celle d'un déficit fondamental (alors que les chiffres non corrigés donnent un excédent de plus de 2 milliards de dollars), si l'on élimine l'incidence des effets « favorables » exercés sur la balance, d'une part par les importantes marges de ressources inutilisées aux États-Unis mêmes et, d'autre part, par les fortes pressions de la demande dans les pays étrangers. Inversement, ils indiquent que la position fondamentale du Japon, des pays de la CEE dans leur ensemble ainsi que du groupe des « autres pays de l'OCDE » a été nettement plus forte que celle qui ressort des chiffres non corrigés : dans ce cas, une pression relativement forte de la demande intérieure s'est combinée avec une certaine langueur de l'activité dans les pays partenaires (notamment dans le cas du Japon, étant donné l'importance des liens commerciaux de ce pays avec les États-Unis). L'appréciation des positions

extérieures des différents pays sur la base des données corrigées des influences conjoncturelles tend de façon générale à confirmer que la contrepartie de la faiblesse de la balance courante américaine en 1970 s'est trouvée largement répartie entre les balances des autres pays de l'OCDE.

L'appréciation de l'ajustement requis dans la balance des paiements des États-Unis doit être fondée sur deux considérations. Premièrement, il importe non seulement d'examiner les chiffres récents, mais aussi d'évaluer la position qui serait atteinte d'ici un an si aucune mesure n'était prise. Pour 1972, il aurait fallu s'attendre à voir le déficit commercial des États-Unis augmenter dans des proportions notables. Comme on l'a fait observer plus haut, la balance courante des États-Unis, corrigée des influences conjoncturelles, s'est dégradée en moyenne de 1 1/4 milliard de dollars par an de 1965 à 1970. Si l'on projette ce résultat, en faisant la part de l'effet retardé de l'évolution des coûts et des prix relatifs ainsi que des modifications de taux de change (jusqu'au 1^{er} mai 1971 seulement), on obtient pour 1972 un déficit fondamental d'environ 2 milliards de dollars. Les autorités américaines estiment elles-mêmes que l'évolution de leur balance commerciale depuis le début de l'année donne à penser qu'une dégradation plus importante est en train de se produire et que, sur la base des mêmes hypothèses, le déficit courant pourrait avoir atteint 4 milliards de dollars pour 1972. Deuxièmement, l'évaluation de l'ajustement requis demande que l'on se prononce sur ce que devrait être l'excédent courant à la fin de la période d'ajustement. Pour que la balance de base soit équilibrée, l'excédent courant devrait être égal en gros à la somme des dons du secteur public et des sorties totales nettes de capitaux à long terme. Les États-Unis supposent que *leur effort d'aide n'augmentera pas* et que *leurs sorties nettes de capitaux à long terme vers les autres pays développés seront nulles ou négligeables*, malgré la levée des restrictions qui pèsent encore sur ces opérations. Si ces hypothèses se réalisaient, il faudrait un excédent courant de 6 milliards de dollars pour que la balance de base soit équilibrée (6). Les États-Unis estiment qu'ils devraient chercher à obtenir, pour un temps, un excédent de base (impliquant un excédent courant de l'ordre de 9 milliards de dollars). Compte tenu de leur propre estimation de ce que devrait être leur excédent courant d'ici à un an, cela suppose un « retournement » de 13 milliards de dollars. Les conséquences qui découleraient d'un ajustement de cet ordre de grandeur sont indiquées dans le Tableau 4.

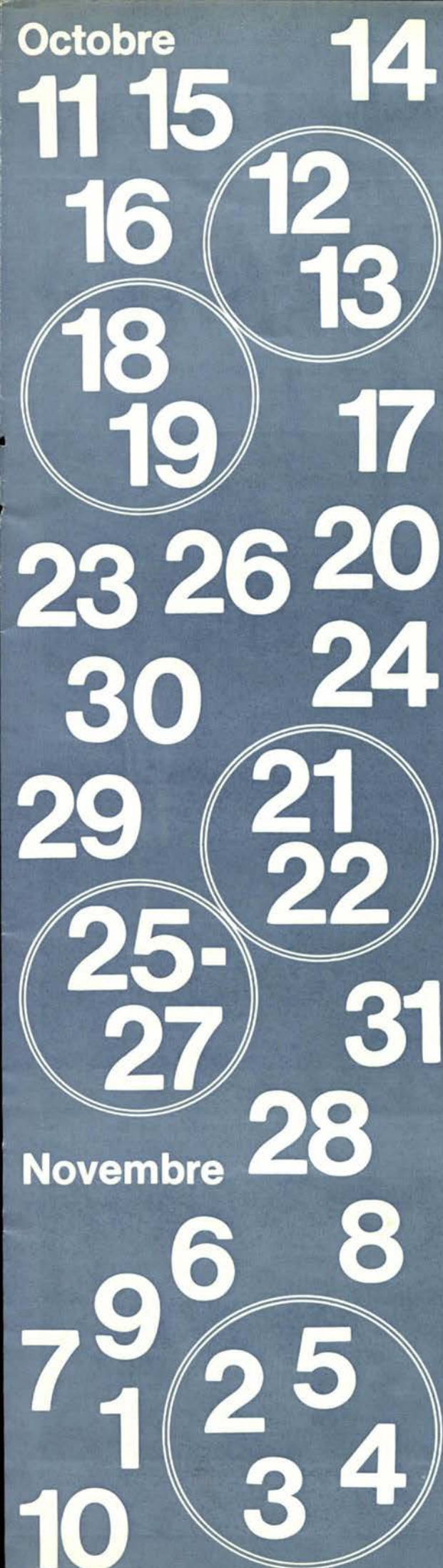
• Conséquences pour les autres pays de l'OCDE

Si l'on veut apprécier les répercussions qu'une forte amélioration de la balance courante des États-Unis pourrait avoir sur les autres pays de l'OCDE, il faut d'abord essayer de se faire une idée de la taille du « gâteau » à partager, c'est-à-dire de l'ampleur de l'excédent total de la zone de l'OCDE (7). Abstraction faite des influences conjoncturelles, cet excédent a eu tendance à croître depuis 1963 (Graphique A). Il est

(6) La balance de base représente un solde total des opérations courantes et des opérations en capital à long terme. L'aide des États-Unis aux pays en voie de développement (compte tenu des sorties de capitaux privés à long terme) se montait récemment à environ 5 1/2 milliards de dollars, soit 0,5 % du PNB.

(7) On a conduit ici l'analyse en supposant que la contrepartie de la variation de la balance courante des États-Unis se retrouverait à l'intérieur de l'OCDE.

Suite page 31



DIX ANS D'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

*Une coopération internationale
sous la forme de*
CONSULTATIONS
AU NIVEAU LE PLUS ÉLEVÉ

| | |
|---------------|---|
| 12-13 octobre | MINISTRES DE LA SCIENCE |
| 18-19 octobre | CONSEILLERS ÉCONOMIQUES GOUVERNEMENTAUX |
| 21-22 octobre | COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT |
| 25-27 octobre | CONFÉRENCE SUR L'UTILISATION DU PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ |
| 2-5 novembre | CONFÉRENCE D'ÉVALUATION SUR LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR |

Le 30 septembre 1971 a marqué le dixième anniversaire du jour où l'OCDE a pris officiellement la succession de l'Organisation Européenne de Coopération Économique. Au cours des semaines suivantes, en sus du programme habituel des séances du Conseil, des Comités et des autres enceintes de l'Organisation, un certain nombre de réunions à haut niveau ont eu lieu sous les auspices de l'OCDE; elles donnent une idée de l'étendue et de la variété des activités de l'Organisation. Certains de ces débats sont retracés dans les pages suivantes.

CONFÉRENCE D'ÉVALUATION SUR LA GESTION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Paris, 2 et 5 Novembre 1971

Du 2 au 5 novembre, des recteurs, vice-chanceliers, présidents, ou administrateurs et planificateurs de 83 Universités ont rencontré de hauts fonctionnaires des pays de l'OCDE pour examiner avec eux les résultats d'une série de projets expérimentaux sur les innovations dans la gestion des Universités, réalisés sous les auspices du Centre de l'OCDE pour la Recherche et l'Innovation dans l'Enseignement (CERI). Le but de cet exercice était de trouver de meilleures méthodes pour l'allocation des ressources dans ce domaine très délicat et très important de la gestion. A cette fin, le CERI avait constitué un groupe de huit Universités, dont chacune avait créé une équipe chargée d'étudier les problèmes qui se posent à cet égard à la quasi-totalité des Universités. Les principaux projets présentés à cette conférence sont les suivants.

- Une équipe multidisciplinaire, composée d'un ingénieur, d'un économiste, d'un sociologue et d'un spécialiste de la recherche opérationnelle, a travaillé à l'élaboration d'un système de planification et de contrôle à l'Université de Copenhague, où les effectifs inscrits ont marqué une augmentation particulièrement rapide et où la charge d'enseignement s'est accrue à la suite d'une diminution du nombre d'étudiants par cours. L'équipe a dressé un inventaire des principaux éléments entrant dans la prise des décisions (par exemple, évolution dans le temps du rapport numérique entre étudiants et professeurs, effectifs de personnel titulaire et non titulaire) et elle a quantifié dans toute la mesure du possible ces éléments de manière à donner une vue globale du système universitaire tout entier. La même équipe a également construit un modèle de simulation permettant d'observer les conséquences qu'entraîneraient, du point de vue des coûts totaux et des besoins en personnel, diverses innovations telles que l'adoption de nouveaux programmes d'étude, la diminution des effectifs des cours, les changements apportés aux plans de promotion du personnel enseignant, etc. Elle a aussi élaboré un modèle de planification dans lequel les seules décisions prises à l'échelon central ont trait aux coûts globaux et aux résultats tandis que les choix à opérer entre de multiples options pour l'allocation des ressources sont du ressort des unités décentralisées.

- L'équipe de l'Université de Nimègue (Pays-Bas) a fait une étude sur la manière dont le personnel enseignant répartit son temps entre les diverses activités, par exemple entre les activités pédagogiques qui demandent un nombre plus ou moins fixe d'heures et les autres activités qui demandent un temps variable, comme la supervision des travaux de recherche. A partir de ces calculs et des données relatives aux flux d'étudiants, l'équipe s'est servie d'un modèle pour déterminer le nombre d'heures d'enseignants requis et le montant total des dépenses courantes.

- A l'Université de Lancaster (Royaume-Uni), huit études économétriques, liées les unes aux autres, ont été regroupées en un plan de développement pour l'Université tout entière, qui doit s'inscrire dans un processus de planification quinquennale. Voici quelques-unes des questions étudiées à cette occasion : répercussions de différentes



Pays-Bas : M. J. Westenberg, Université d'Amsterdam, M. Roeland J. in T Veld, Université de Leiden, M. H.J. Hopman, Université d'Amsterdam, M. J.A. Acherman, Université d'Utrecht, M. Jean Scheiss, Université de Leiden. Irlande : M. Michael Donald McCarthy, Vice-Chancelier de l'Université nationale, Président de l'University College de Cork, M. Timothy Morgan Carey, University College de Cork.



Danemark : M. Bo Munch-Andersen, Professeur Arne Jensen, Université technique du Danemark, M. Niels Hammer-Jespersen, Ministère de l'Education.



M. Hans Lowbeer (Suède), Président de la Conférence, Benson E. Lane Timmons, Secrétaire général adjoint de l'OCDE.

hypothèses de travail relatives à l'organisation des cours et aux effectifs scolarisés sur la tâche pédagogique des enseignants; moyens permettant d'assurer, dans l'ensemble, l'éducation d'un nombre croissant d'étudiants dans les limites des crédits disponibles; incidences de l'augmentation des crédits ouverts au titre des bibliothèques et d'autres services auxiliaires.

● A Nanterre (Université de Paris-Ouest, France), une équipe a étudié la possibilité d'instituer un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, le but poursuivi étant d'établir un programme d'étude qui recueillerait l'adhésion des enseignants, des étudiants et des représentants de l'industrie. L'équipe doit analyser les mécanismes de décision à mettre en œuvre pour élaborer le nouveau programme et elle estimera les ressources nécessaires.

● A Göteborg (Suède), l'équipe de l'Université de Technologie Chalmers est en train de créer un système de rationalisation des choix budgétaires applicable à l'enseignement préparant au premier grade universitaire; ce système sera étendu ultérieurement aux activités de formation et de recherche menées au-delà du premier grade.

● Le projet de l'Université de Novi Sad (Yougoslavie) se rapporte à l'élaboration d'un système d'information qui sera utilisé pour prévoir les flux d'étudiants et le choix des sujets d'étude à l'intérieur de l'Université. L'étude porte également sur les critères d'admission auxquels doivent répondre des étudiants appartenant à différents groupes socio-économiques et issus de régions différentes, ainsi que la relation entre le type de diplômés à former et les besoins régionaux et nationaux.

● A l'Université libre de Berlin, une équipe a travaillé à un système d'information destiné à faciliter la planification

du personnel et des installations matérielles. L'une des caractéristiques du système est qu'il devra être mis à la disposition des enseignants comme des étudiants.

● L'Université de Bradford (Royaume-Uni) a étudié les augmentations probables des coûts consécutives à l'accroissement du nombre d'étudiants, en tenant compte des économies d'échelle liées à certains facteurs tels que la sous-exploitation des installations. Cette analyse a montré que les effectifs pourraient être doublés avec une augmentation des crédits de 70 % seulement, et cela sans qu'il soit besoin de modifier l'organisation actuelle des cours ou de sacrifier la qualité de l'éducation.

Outre ces huit projets, les participants à la conférence ont examiné les travaux réalisés au sein du CERI, en particulier les trois études comparatives portant sur les coûts universitaires et l'utilisation des ressources qui ont été faites à partir de l'enquête effectuée par le CERI auprès de cent Universités des pays Membres.

La présentation et l'évaluation de ces travaux ont donné lieu à une discussion générale des problèmes communs que pose la gestion des Universités à un moment où l'enseignement supérieur réservé à une élite fait place à l'enseignement supérieur de masse. Les participants ont été en mesure de conclure qu'« il importe de faire un effort plus systématique pour organiser et diffuser aux Universités les données dont on dispose actuellement sur les méthodes de gestion de ces institutions » et que l'OCDE devrait continuer à favoriser les recherches intéressantes ce domaine. Conformément au vœu exprimé à la Conférence, l'Organisation prendra les dispositions nécessaires pour élargir et intensifier les efforts de coopération à partir des travaux menés actuellement par le petit groupe d'Universités qui a été constitué.

PARTICIPANTS A LA CONFÉRENCE

| | |
|-------------------|--|
| Allemagne | M. D.L. Freytag, Hochschul-Information System GmbH. |
| Autriche | Dr Ludwig Otruba, Directeur, Ministère fédéral de la Science et de la Recherche. Dr Raul Kneucker, Secrétaire général du Comité permanent des Recteurs. |
| Belgique | M. Jean Baugniet, Recteur honoraire, Université libre de Bruxelles. |
| Canada | Dr M. Richer, Secrétaire général du Conseil des Ministres de l'Education, Ministère de l'Education. M. Gaston Denis, Directeur du Service du Développement, Ministère de l'Education, Gouvernement du Québec. M. H.H. Walker, Ministre adjoint, Département des Collèges et Universités, Gouvernement de l'Ontario. |
| Danemark | M. Mogens Fog, Recteur, Université de Copenhague. M. Erling Olsen, Recteur, Centre universitaire de Roskilde. |
| Espagne | M. Mariano G. Ibar, Directeur de l'Institut des Sciences de l'Education, Université de Deusto, Bilbao. |
| Etats-Unis | Mme Dorothy Gilford, Bureau de l'Education. |
| Finlande | M. Nils Westermarck, Professeur, Président du Conseil de l'Enseignement Supérieur. M. Jaakko Uotila, Président, Conseil finlandais des Recteurs d'Université, Université de Tampere. |
| France | M. Salomon, Chef de Service et Conseiller permanent, Ministère de l'Education Nationale. M. Groshen, Directeur chargé de la Prévision, Ministère de l'Education Nationale. M. Henri Gastaut, Président, Université d'Aix-Marseille. M. Henri Bricaud, Président, Université de Bordeaux II. M. Pascal Arrighi, Président, Centre universitaire de Toulon et du Var. Mme Françoise Moret-Bailly, Président, Université de Dijon. |

| | |
|--------------------|--|
| Grèce | M. M. Filippides, Directeur général, Ministère de l'Education. |
| Irlande | M. Michael Donald McCarthy, Vice-Chancelier, Université nationale irlandaise, Président, Collège universitaire de Cork. |
| Norvège | M. A. Halvorsen, Directeur, Université de Bergen. |
| Pays-Bas | M. P. Buringh, Président, Université agricole de Wageningen. M. G. Brenninkmeyer, Recteur, Université de Nimègue. M. C.F. Scheffer, Université catholique de Tilburg. M.A. Wattel, Recteur, Université d'Etat de Groningen. |
| Portugal | M. Fernando Carvalho Barreira, Recteur, Université de Lisbonne. |
| Royaume-Uni | M. E.G. Edwards, Vice-Chancelier de l'Université de Bradford. Sir Derek Lang, Directeur administratif, Université de Stirling. M. Clifford Whitworth, Vice-Chancelier, Université de Salford. |
| Suède | M. Hans Lowbeer, Chancelier des Universités suédoises, Président de la Conférence. M. Nils Gralen, Recteur, Université de Technologie Chalmers, Göteborg. M. Sune Bergstrom, Recteur, Karolinska Institutet, Stockholm. |
| Turquie | M. Insan Dogramaci, Recteur, Université Hacettepe, Ankara. M. Arif Payaslioglu, Doyen, Faculté des Arts et Sciences, Université technique du Moyen-Orient, Ankara. |
| Yougoslavie | Prof. Petar Drezgic, Recteur, Université de Novi-Sad. |

CONFÉRENCE DES MINISTRES DE LA SCIENCE DANS LES PAYS DE L'OCDE

Paris, 12 et 13 Octobre 1971

LES Ministres de la Science se sont réunis sous la présidence de M. Wataru Hiraizumi, Ministre d'Etat pour la Science et la Technologie du Japon, afin de passer en revue les progrès accomplis dans les domaines de la science et de la technologie dans les pays de l'OCDE et d'examiner l'orientation de la politique de la science au cours des années 70 pour répondre aux besoins économiques et sociaux.

Le lecteur trouvera ci-après les principaux points sur lesquels ont porté les discussions au cours de la réunion de deux jours organisée au siège de l'OCDE à Paris et les conclusions auxquelles ont abouti les délibérations des Ministres.

La science et la technologie demeureront un élément essentiel du progrès économique et social dans les pays Membres de l'OCDE. La science et la technologie doivent aussi contribuer davantage au bien-être matériel et à l'amélioration de la qualité de la vie et les effets nuisibles que peut entraîner leur application doivent être prévus et maîtrisés.

Objectifs de la politique de la science dans les années 70

Les années 70 exigeront de la part des Gouvernements Membres de nouveaux efforts dans trois directions principales :

- une expansion des activités de recherche, de développement et d'innovation visant à satisfaire des besoins sociaux tels que la qualité de l'environnement, la santé, l'éducation et l'aménagement urbain;
- un encouragement continu de l'innovation technologique dans l'économie, afin d'assurer la croissance aussi bien qualitative que quantitative;
- une gestion et une orientation plus efficaces de la technologie dans l'intérêt général.

Nouvelles orientations de la recherche, du développement et de l'information scientifiques

Des connaissances fondamentales plus étendues seront nécessaires pour résoudre les problèmes des sociétés modernes dont la complexité ne cesse d'augmenter. Il importera donc de soutenir activement la recherche fondamentale, organisée de plus en plus sur une base multidisciplinaire.

L'évolution rapide des besoins en personnel scientifique et technique hautement qualifié rend nécessaire que l'Organisation mène un effort continu pour étudier les conditions d'une adaptation à des besoins qui se modifient constamment.

En raison de l'importance croissante des objectifs sociaux, il est nécessaire de donner un soutien accru au développement des sciences sociales en cause, notamment les recherches portant sur le processus d'élaboration des politiques. En particulier, de nouvelles techniques sont nécessaires pour analyser et gérer des systèmes sociaux complexes caractérisés par l'interaction de facteurs humains, économiques et technologiques. Des indicateurs sociaux efficaces doivent être mis au point pour éclairer la prise de décision dans le cadre de ces systèmes. Les travaux que l'OCDE consacre actuel-

lement à ces questions sont donc importants. L'OCDE a à envisager l'organisation d'une Conférence intergouvernementale sur les sciences sociales, afin d'identifier les recherches à entreprendre en priorité et d'aboutir à une coopération entre les pays Membres intéressés dans certains domaines choisis.

Les multiples aspects des problèmes actuels dépassent souvent la compétence de tel ou tel département ministériel et font apparaître la nécessité d'établir une liaison plus étroite entre les politiques économique, sociale, scientifique et d'éducation, à l'échelon national et international. A cette fin, il conviendrait d'améliorer les méthodes de formulation de la politique de la science et de la technologie; des études sur les priorités dans la recherche, sur le processus de prise de décisions, la prévision des coûts des projets et les procédures de passation des marchés entre les Gouvernements et l'industrie pourraient apporter une contribution précieuse à cet égard.

La complexité des décisions d'ordre politique exige aussi une information meilleure et plus abondante à tous les niveaux. L'interaction croissante des systèmes d'ordinateurs, de communications et d'information ouvrira dans les années 70 de nouvelles possibilités. L'Organisation aura à renforcer ses activités dans ce domaine et plus particulièrement à examiner les conséquences internationales des nouveaux systèmes.

Nécessité de lier le processus d'innovation au développement social et économique

Afin que les résultats des travaux de recherche et de développement aient le maximum de diffusion dans la société, l'Organisation devrait poursuivre ses travaux sur l'innovation dans l'industrie, et en particulier encourager des échanges d'expérience entre les pays Membres sur l'efficacité des politiques suivies à cet égard, au sujet notamment des mécanismes destinés à fournir des capitaux de risque. Ces travaux devraient être étendus au secteur des services de l'économie, l'utilisation généralisée et efficace de la technologie dans certains de ces secteurs pouvant contribuer à l'amélioration nécessaire de la productivité.

L'innovation dans le secteur public, où les stimulants du marché font partiellement ou totalement défaut, pourrait requérir des mesures spéciales de la part des Gouvernements. Pour accélérer les échanges d'expérience entre les Gouvernements Membres, l'Organisation étudiera le potentiel d'innovation et la contribution de la science et de la technologie dans des secteurs tels que la santé publique, l'aménagement urbain, la préservation de l'environnement et l'éducation. D'autres travaux pourraient être consacrés aux effets de développements nouveaux sur le milieu du travail.

L'importance croissante que prennent, dans les pays Membres, les activités de recherche des entreprises multinationales ont amené à proposer que l'Organisation entreprenne une étude sur le rôle de ces entreprises dans le développement des capacités scientifiques et technologiques nationales dans les pays Membres, en complément des autres études sur les sociétés multinationales.

(suite page 23 →)

Evaluation de l'incidence des technologies

Une tâche importante de la politique de la science sera d'évaluer les conséquences, tant bénéfiques que nuisibles, des développements technologiques et de prévoir les répercussions sociales et économiques des tendances de l'évolution dans les domaines scientifiques et techniques. Les efforts nécessaires à la réalisation de ces études devraient être répartis entre les pays et les résultats obtenus devraient être échangés par l'intermédiaire de l'Organisation, afin de développer des méthodes plus efficaces et d'évaluer des études de cas nationaux.

Nécessité de développer la coopération dans la recherche entre les pays Membres

Dans les années 70, les pays de l'OCDE devront coopérer d'une manière plus intensive sur le plan scientifique et technique afin d'atteindre les objectifs communs dans le domaine économique et social et dans celui de l'environnement et d'assurer une utilisation plus efficace des ressources pour la recherche et le développement. Il est de plus en plus important d'harmoniser les efforts nationaux, en les distinguant de la création d'institutions centralisées à l'échelon international.

Des efforts soutenus sont nécessaires pour renforcer la capacité scientifique et technologique des pays Mem-

bres en voie de développement et pour étudier le transfert de technologie vers ces pays.

L'Organisation devrait rassembler des renseignements sur les résultats des programmes et projets internationaux et bilatéraux, proposer les moyens d'instaurer une meilleure coordination des efforts nationaux et internationaux et suggérer aux Gouvernements les diverses approches qui leur permettraient de faire face aux nouveaux problèmes de la coopération internationale.

Les efforts poursuivis pour encourager la coopération dans la recherche fondamentale par la création de centres d'excellence ont été notés.

Les Ministres ont accueilli avec satisfaction les programmes de recherche en coopération développés par l'Organisation à la suite des recommandations émises lors de leur Conférence de 1968, notamment dans les domaines de la recherche et de l'innovation consacrées à l'enseignement, des technologies de l'environnement, de la recherche routière et des transports, de l'utilisation des ordinateurs, de l'information scientifique et technique et de la gestion de la technologie.

La coopération future serait renforcée par une mobilité accrue des chercheurs; l'Organisation étudiera les moyens de faciliter l'échange de chercheurs entre des laboratoires gouvernementaux de pays Membres.

L'importance d'une consultation internationale entre les responsables des politiques de la science dans les pays Membres, conduisant à une coordination des programmes nationaux de recherche, a été reconnue. L'OCDE offrant un cadre souple et commode pour



M. Wataru Hiraizumi (Japon), Président, Dr. von Dohnanyi (Allemagne), Alexander King, Directeur général des Affaires Scientifiques de l'OCDE.

développer la coopération internationale dans ce sens, elle devrait étudier la possibilité :

- de coordonner la planification de la construction et de l'utilisation à l'échelle internationale d'installations nationales de « méga-science » par exemple, dans les secteurs de l'astronomie et de la physique des hautes énergies;

- d'établir entre les pays Membres intéressés une collaboration dans la recherche sur les effets biologiques des substances chimiques toxiques dans l'environnement, notamment par une coopération dans les études épidémiologiques s'y rapportant, compte tenu des travaux d'autres organisations internationales.

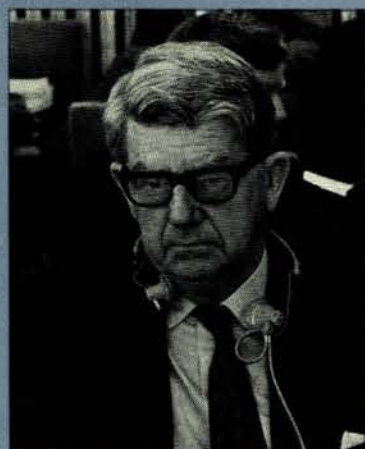
Science et technologie pour les pays en voie de développement

L'importance des travaux de l'Organisation sur la contribution de la science et de la technologie à la réalisation des objectifs généraux de la Stratégie Internationale du Développement a été soulignée. Ces efforts exigeront de plus amples recherches, soutenues par les pays Membres et orientées spécifiquement vers la solution des problèmes des pays en voie de développement. La coopération entre pays Membres dans les recherches de ce type devrait aussi être renforcée par l'intermédiaire de l'OCDE, agissant en harmonie avec les autres organisations internationales.

L'expérience spéciale acquise par les pays Membres en voie de développement dans l'emploi de la technologie pour l'expansion de leurs économies devrait être mise à profit pour aider les régions moins développées.



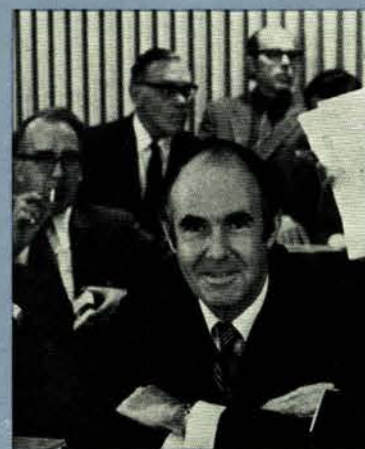
M. Harvey Brooks, Président du Groupe spécial du Secrétaire général, Alexander King, Directeur général des Affaires Scientifiques de l'OCDE.



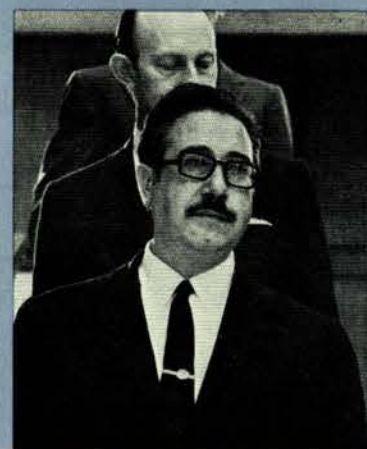
Sir Hugh Ennor (Australie)



Mme Herta Firnberg (Autriche)



L'Hon. Alastair Gillespie (Canada)



M. José Luis Villar Palasi (Espagne)



M. Jaakko Itälä (Finlande)



M. François Ortoli (France)



M. C.A. Panaghiotakis (Grèce)



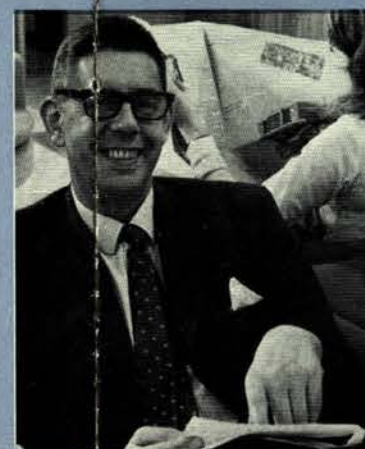
L'Hon. Camillo Ripamonti (Italie)



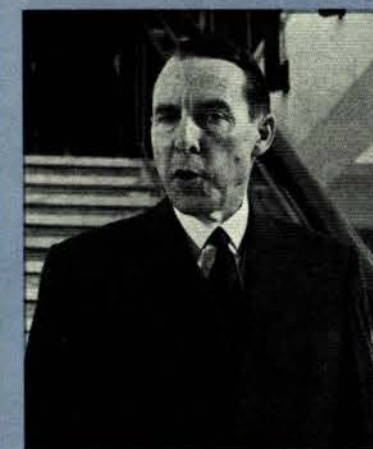
Mme Frieden (Luxembourg)



M. Bjartmar Gjerde (Norvège)



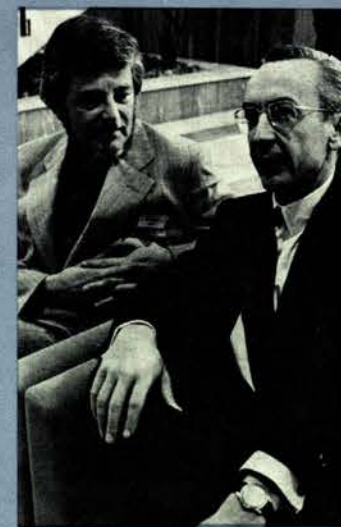
M. S. Moberg (Suède)



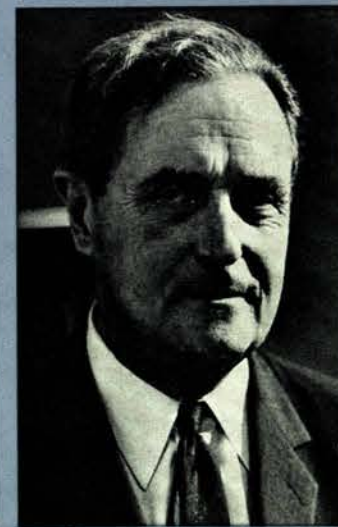
M. H.P. Tschudi (Suisse)

Le problème des pays les moins avancés

Des échanges de vues détaillés ont eu lieu sur les moyens par lesquels les membres pourraient contribuer plus efficacement au développement des « pays les



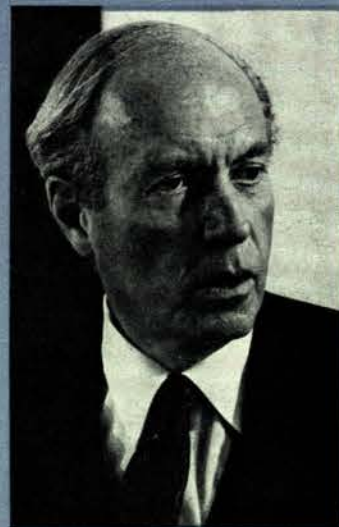
M. Paul Gérin-Lajoie (Canada), M. Jacques de Larosière (France).



M. Raymond Scheyven (Belgique).



M. C. Boertien (Pays-Bas).



Rt. Hon. Richard Wood (Royaume-Uni).

DÉLÉGUÉS A LA RÉUNION A HAUT NIVEAU DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Allemagne

Prof. Dr. Sohn, Secrétaire d'État, Ministère fédéral de la Coopération Économique.

Australie

Sir Ronald Walker, Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'OCDE.

Autriche

M. Georg Zuk, Directeur, Chancellerie fédérale.

Belgique

M. Raymond Scheyven, Ministre de la Coopération au Développement.

Canada

M. Paul Gérin-Lajoie, Président de l'Agence canadienne pour le Développement International.

Danemark

M. Hans Erik Kastoft, Sous-Secrétaire d'État adjoint, Agence danoise pour le Développement International (DANIDA) Ministère des Affaires Étrangères.

Etats-Unis

Dr. John A. Hannah, Administrateur, Agence pour le Développement International.

France

M. Jacques de Larosière, Chef de Service, Ministère des Finances.

Italie

M. Giuseppe Lattanzi, Conseiller Économique, Ministère du Budget.

Japon

M. Masao Sawaki, Directeur général, Bureau de la Coopération Économique, Ministère des Affaires Étrangères.

moins avancés », c'est-à-dire ceux dont le degré de développement est particulièrement faible et qui ne sont pas toujours à même de tirer pleinement profit des mesures générales prises en faveur des pays en voie de développement. Des travaux sont actuellement entrepris par le CAD et par d'autres organes de l'OCDE, dont l'objet est d'examiner les problèmes fondamentaux et de suggérer des solutions possibles. Le Comité a insisté pour qu'une haute priorité soit accordée à ces travaux, en vue de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement qui aura lieu en avril et mai 1972.



Edgar Kröller, OCDE, Rinieri Paulucci di Calboli, Secrétaire général suppléant de l'OCDE, Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, l'Ambassadeur Edwin M. Martin, Président du CAD, André Vincent et Hellmuth Führer, Directeur et Directeur adjoint de l'Aide au Développement de l'OCDE.



M. Ralph Hirschtritt, M. Ernest Stern, Dr. John A. Hannah, M. Stuart H. Van Dyke (Etats-Unis).

Extraits de l'allocution d'ouverture prononcée par le Secrétaire général de l'OCDE.

« La présente réunion à haut niveau a pour arrière-plan une importante crise du système monétaire international. A plusieurs reprises j'ai déjà souligné qu'il n'y a pas de raison de s'alarmer à l'excès ou de craindre une récession à l'échelle mondiale, à condition que des politiques économiques appropriées soient suivies par les pays les plus importants. Jusqu'à présent les réactions enregistrées dans les différents pays à la suite des mesures prises par le Gouvernement des Etats-Unis ont également montré une confiance largement répandue dans les méthodes de coopération internationale élaborées au cours des vingt-cinq dernières années.

« Mais nous traversons cependant une crise dont la solution exigera de nombreux efforts, une grande imagination et un sens du compromis. Je pense que c'est pour nous tous une lourde responsabilité que de ne pas laisser les difficultés actuelles affaiblir notre détermination de donner notre plein appui aux pays en voie de développement.

« Fort heureusement, de nos jours les temps de crise sont aussi des temps d'analyse, d'examen et de confrontation, à l'échelon national et dans des cadres bilatéraux et multilatéraux.

« C'est en conformité totale avec l'esprit de coopération sur lequel la Convention de l'OCDE et le travail de ce Comité sont basés que les membres du CAD devraient faire tous les efforts possibles pour accroître substantiellement le volume de leurs transferts de ressources financières aux pays en voie de développement.

« Nous disposons maintenant pour la première fois d'une liste des pays qui sont vraiment les moins développés. Parmi les pays pauvres, ce sont les plus pauvres et à ce titre ils pourraient à juste titre réclamer une considération particulière de la part de la communauté internationale. Mais nombre d'entre eux ont l'impression que leurs intérêts reçoivent, si tant est qu'on en tienne compte, moins d'attention que ceux des pays en voie de développement les plus avancés. L'introduction du système généralisé de préférences a contribué à mettre ce point en lumière. Les pays les moins développés ont attiré l'attention sur le fait que, comme le champ de la plupart des accords de préférences comprend essentiellement les articles manufacturés et semi-manufacturés, pour lesquels leur production est presque nulle, ils ne tirent qu'un maigre profit du système des préférences. Les perspectives d'action dans le domaine des échanges semblent limitées. Ceci montre l'impérieuse nécessité d'une assistance financière et technique spéciale aux pays les moins développés et il est à espérer que des mesures concrètes pourront être trouvées à temps pour la Conférence de Santiago où ce problème figurera parmi les plus importants qui seront examinés. »

OBSERVATEURS

BIRD

M. Michael L. Hoffman, Codirecteur, Département des Services de Développement.

FMI

M. Jean-Paul Salle, Directeur du Bureau Européen.

Communautés Européennes

M. Hans-Broder Krohn, Directeur général de l'Aide au Développement.

RÉUNION A HAUT NIVEAU DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Paris, 21 et 22 Octobre 1971

LA dixième réunion annuelle à haut niveau du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) s'est tenue les 21 et 22 octobre 1971. L'Ambassadeur Edwin M. Martin présidait cette réunion, à laquelle ont participé des Ministres ou hauts fonctionnaires des dix-sept membres du CAD, ainsi que des représentants de la BIRD et du FMI (1). Les principaux points des discussions et conclusions sont indiqués ci-après.

La deuxième Décennie des Nations Unies pour le Développement

L'importance de la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies sur une stratégie pour la deuxième Décennie du Développement a amené les membres à réaffirmer leur détermination de tout mettre en œuvre pour assurer la réussite de la nouvelle Décennie.

La situation dans les pays en voie de développement

Le PNB continue de s'accroître en moyenne à un taux élevé dans les pays en voie de développement, mais les fruits de l'expansion sont très inégalement répartis entre les différents pays et les différents secteurs de la population, en raison de facteurs tels que la rapidité de la croissance démographique, la distribution inégale des revenus et le chômage. La situation ne pourra s'améliorer qu'au prix d'efforts persistants de la part des pays donateurs, qui viendraient compléter ceux des pays en voie de développement eux-mêmes.

L'apport de ressources

Le volume total (2) net (3) des ressources mises par les membres du CAD à la disposition des pays en voie de développement et des organismes multilatéraux a augmenté d'environ 7% en 1970, pour s'établir à 15,5 milliards de dollars, cette progression étant due en grande partie à l'expansion des crédits à l'exportation et d'autres contributions du secteur privé. Les versements nets effectués au titre de l'aide publique au développement se sont accrus de moins de 3% de sorte que, en raison de la hausse des prix, le montant, à prix constants, des ressources fournies à ce titre est resté pratiquement inchangé. En 1970, l'apport total a représenté 0,78% du PNB global des pays membres et l'aide publique au développement 0,34%. Ces moyennes recouvrent de fortes disparités entre les pays membres, qu'il s'agisse du pourcentage du PNB qu'ils ont atteint ou des progrès qu'ils ont accomplis en 1970.

Les membres du CAD devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accroître l'apport de ressources financières aux pays en voie de développement, une attention particulière étant réservée au volume et à la qualité de l'aide publique au développement. Malgré les réductions que certains Gouvernements ont apportées au montant initialement prévu de leur aide publique au développement, le niveau des versements effectués à ce titre pour ces pays devrait augmenter aussi bien pendant l'année en cours qu'en 1972. Il a été convenu que le

CAD étudierait plus avant les moyens de surmonter les divers obstacles susceptibles d'entraver l'accroissement adéquat des apports financiers de ses membres aux pays en voie de développement.

Les conditions de l'aide

Le problème de l'endettement devient de plus en plus préoccupant pour un certain nombre de pays en voie de développement, en raison partiellement du volume considérable des crédits à l'exportation. Tout en reconnaissant combien l'expansion des exportations des pays en voie de développement et une saine gestion financière sont importantes pour leur permettre de faire face aux charges de leur dette, on a souligné la nécessité de leur fournir un volume approprié d'aide publique au développement, à des conditions suffisamment libérales, en vue d'atténuer ce problème. En 1972, à la lumière des enseignements tirés des trois premières années d'application, le CAD réexaminera sa recommandation de 1969 sur les conditions financières, et notamment les dispositions relatives à leur harmonisation.

Déliement de l'aide

Sur la question du déliement des prêts de développement et des contributions aux organismes multilatéraux, certains progrès ont été accomplis. Les contributions non liées fournies aux organismes multilatéraux ont en effet représenté une part croissante du volume total de l'aide; en outre, certains membres du CAD ont décidé d'assouplir, à des degrés divers, les restrictions qu'ils mettent à l'emploi de leur aide. A la suite de la décision adoptée lors de la précédente réunion à haut niveau du CAD, celui-ci a activement étudié la possibilité d'établir un accord sur le déliement des contributions multilatérales ainsi que sur le déliement réciproque des prêts bilatéraux de développement. Bien que d'importants progrès aient été accomplis au sujet d'un projet d'accord sur le déliement, les travaux n'ont pas abouti notamment en raison des faits nouveaux récemment intervenus dans le domaine des politiques commerciale et monétaire. Les pays membres ont été invités à poursuivre entre-temps leurs efforts en vue d'atténuer les effets préjudiciables de la liaison de l'aide et à prendre les mesures qui pourraient apparaître nécessaires pour réduire davantage le recours à la liaison de cette aide. Tous les membres du CAD ont déclaré qu'ils restaient attachés au principe selon lequel les contributions aux organismes multilatéraux ne devraient pas être liées et réaffirmé que ces contributions non liées devraient être accrues.

(1) Les membres du Comité sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Commission des Communautés Européennes. La BIRD et le FMI participent à ses travaux en qualité d'observateurs.

(2) Compte tenu pour la première fois des dons accordés par les organismes bénévoles du secteur privé, qui s'élèvent à un total de 840 millions de dollars.

(3) C'est-à-dire après déduction des amortissements.

CONFÉRENCE INTERGOUVERNEMENTALE SUR L'UTILISATION DU PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ

Venise. 25 au 27 Octobre 1971

La deuxième Conférence intergouvernementale de l'OCDE sur l'utilisation du personnel hautement qualifié a eu lieu à Venise du 25 au 27 octobre 1971. Elle a réuni 158 participants de 22 pays Membres de l'OCDE, parmi lesquels des Ministres, des parlementaires, des hauts fonctionnaires chargés des politiques d'enseignement et de main-d'œuvre, des représentants d'organisations internationales et des associations d'employeurs et d'employés. Les participants à la Conférence ont proposé d'inclure certains points dans le programme de travail de l'OCDE; ces propositions seront examinées par les Comités compétents de l'Organisation.

DANS son discours d'ouverture, M. Gérard Eldin, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, a attiré l'attention sur la nature multidisciplinaire de la Conférence, qui groupe des spécialistes de l'enseignement, des statisticiens, des économistes et des représentants des employeurs et des syndicats. Son organisation est donc conforme à « l'approche horizontale » préconisée par l'OCDE et décidée lors de la première Conférence de l'OCDE tenue à Paris en 1966.

Lors de la précédente Conférence, les pays Membres avaient été invités à former des groupes multidisciplinaires chargés d'élaborer des politiques pour la formation de personnel hautement qualifié. Ces groupes nationaux ont donc établi des études et des recommandations, qui ont été soumises aux autorités intéressées de leur pays, et ont préparé à l'intention des participants à la nouvelle conférence toute une série de rapports sur les problèmes qui devaient être évoqués.

Cinq problèmes de politique ont été au centre de ces études nationales au cours de la période qui a précédé la Conférence :

- l'adaptation professionnelle;
- l'amélioration des politiques de personnel;
- la connaissance des relations entre formation et emploi et l'évolution de ces relations;
- les nouvelles responsabilités du système éducatif;
- la coordination des actions.

Parmi les conclusions auxquelles sont parvenus les participants à la Conférence au cours de la dernière séance plénière, certaines intéressent particulièrement les travaux futurs de l'OCDE.

L'éducation récurrente

Les problèmes que pose l'application d'une politique de la main-d'œuvre dans le domaine de l'éducation et de la formation en cours d'emploi ont été évoqués en détail, ainsi que la question de la mobilité et celle du déroulement des carrières.



M. H. French, Département de l'Education et de la Science (Royaume-Uni), Professeur A. Capocaccia, Université de Gênes (Italie), M. Raymond Vattier, Ministère de l'Education Nationale (France), M. H. Janne, ancien Ministre, Université libre de Bruxelles (Belgique), le Recteur Jean Capelle (France).



M. M. Lovell, Sous-Secrétaire d'Etat à la Main-d'Oeuvre, Ministère du Travail (Etats-Unis).



Gérard Eldin, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, l'Hon. Pier-Luigi Romita (Italie), Président de la Conférence, le Professeur D. Sette, Université de Rome (Italie), l'Ambassadeur Francesco Cavalletti di Oliveto Sabino, Chef de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'OCDE, M. R. Grégoire, Conseiller d'Etat (France).

Il faudrait, pour définir une politique à long terme, envisager des façons nouvelles de relier le système d'enseignement aux besoins de l'individu au cours de sa carrière intellectuelle ou professionnelle. Il faudrait en particulier chercher une autre solution que celle qui consiste à allonger sans cesse la durée des études des jeunes : faire alterner par exemple des périodes de travail et des périodes de formation, ce qui pourrait être un moyen plus satisfaisant et plus réaliste d'assurer le développement personnel de l'homme. Cette solution pourrait prendre la forme d'un système « d'éducation récurrente » avec des possibilités de formation échelonnées tout au long de la vie active et adaptées aux motivations et aux aspirations de l'individu à mesure qu'elles apparaissent au cours de sa vie professionnelle.

Les politiques de personnel

Les systèmes actuels d'éducation et de formation en cours d'emploi ne peuvent donner de bons résultats que si les employeurs, y compris le secteur public, améliorent et modernisent leur politique du personnel. A cet égard, les activités futures qui seront menées dans le cadre du programme de l'OCDE devraient comprendre l'étude et la large diffusion des politiques de personnel d'entreprises modernes et les conclusions des associations spécialisées dans ce domaine. Elles devraient également comporter une étude des procédures qui permettraient d'étendre à l'ensemble des employés — y compris ceux qui ne travaillent pas dans les entreprises modernes dont il vient d'être

question — les avantages qu'apporte l'application des méthodes de gestion du personnel, permettant ainsi à tous les intéressés de développer et de perfectionner leurs qualifications. Il faudra pour cela créer une nouvelle catégorie de personnel hautement qualifié, qui sera chargée de la gestion du personnel.

Amélioration de la recherche

La Conférence a recommandé à l'OCDE de s'efforcer de stimuler les activités des instituts de recherche en matière de personnel et de les inciter à utiliser de meilleures techniques de recherche pour améliorer les connaissances actuelles sur la question des qualifications. On pourrait pour cela former un groupe de travail conjoint groupant des membres des instituts concernés.

Coordination des activités

Il a été convenu au cours de la Conférence qu'il faudra développer la coordination entre les différents organismes qui s'occupent des problèmes qui se posent aux « points de jonction » entre l'enseignement et la vie professionnelle : organes gouvernementaux (Ministères de l'Éducation, de la Main-d'Œuvre, de l'Industrie, etc.), organisations d'employeurs et d'employés. La Conférence a recommandé la création d'un nouvel organe de caractère multidisciplinaire au niveau de l'OCDE.

PARTICIPANTS A LA CONFÉRENCE

L'Hon. Pier-Luigi Romita, Sous-Secrétaire d'État à l'Instruction Publique (Italie), Président.

M. M. Lovell, Secrétaire d'État à la Main-d'Œuvre des États-Unis, Président de la séance plénière consacrée aux perspectives d'emploi.

Dr. G. N. Perry, Ministre adjoint, Ministère de la Main-d'Œuvre et de l'Immigration (Canada), Président du Groupe de Travail n° 1 sur les carrières et la mobilité.

M. le Recteur Jean Capelle, Rapporteur de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale (France), Président du Groupe

de Travail n° 2 sur l'éducation et la formation au cours de la vie active.

M. French, HM Chief Inspector, Department of Education and Science (Royaume-Uni) qui a succédé à M. Capelle comme Président du Groupe de Travail n° 2.

M. G. Ducray, Directeur du Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifications (France), qui a contribué à la préparation des conclusions de la Conférence.

M. R. Grégoire, Conseiller d'État (France), qui a préparé le Rapport général de la Conférence.

LE GROUPE DE TRAVAIL N°3 DU COMITÉ DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Paris, 18 et 19 Octobre 1971

LE Groupe de Travail N° 3 du Comité de Politique Économique de l'OCDE, qui est composé de hauts fonctionnaires chargés des questions de politique économique générale dans leur pays, et de représentants de Banques centrales, a pour rôle de surveiller l'évolution des problèmes liés aux balances des paiements. Il groupe les représentants des dix principaux pays industrialisés de l'OCDE (voir la liste).

Le Groupe de Travail s'est réuni les 18 et 19 octobre pour évaluer, à la demande des Ministres du Groupe des



J.C.R. Dow, Secrétaire général suppléant de l'OCDE, M. O. Emminger (Allemagne), Président du Groupe, S.N. Marris (OCDE)

Dix « l'ampleur de l'ajustement nécessaire de la balance des paiements des Etats-Unis et les conséquences en résultant pour les autres pays ». M. Otmar Emminger, Président du Groupe et Vice-Président de la Banque centrale allemande, a expliqué, lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion, que la tâche du Groupe de Travail est « d'essayer de préciser les ordres de grandeur des ajustements économiques requis pour rétablir l'équilibre des paiements mondiaux ».

« Nous sommes partis de l'hypothèse que la quasi-totalité de la tâche qui consiste à renverser la tendance manifestée par la balance des paiements des Etats-Unis incombera aux pays de l'OCDE », a déclaré M. Emminger. « Les autres pays sont pour la plupart en voie de développement et on ne peut s'attendre à les voir assumer cette charge. C'est la raison pour laquelle l'OCDE était l'enceinte la plus appropriée pour les discussions. »

La teneur exacte des débats du Groupe est confidentielle, mais parmi les sujets abordés figurent différentes appréciations quant à la tendance structurelle de la balance des paiements des Etats-Unis et quant à l'objectif approprié qu'il convient de fixer pour la balance des paiements courants des Etats-Unis, ce que ces différentes estimations impliquent pour la balance des paiements des autres pays, et la mesure dans laquelle les objectifs de chacun des pays Membres en matière de balance des paiements sont compatibles avec ceux des autres pays. Le problème des balances des paiements a été examiné en fonction du climat économique général où cet ajustement devra intervenir.

REPRÉSENTANTS DES PAYS MEMBRES DE L'OCDE ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES A LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL N° 3

Allemagne Dr. W. Hankel, Ministerialdirektor, Ministère de l'Economie et des Finances.
Dr. H. Hartig, Ministerialdirigent, Ministère de l'Economie et des Finances.

Canada M. S. Handfield-Jones, Directeur des affaires financières internationales, Ministère des Finances.
M. R. W. Lawson, Gouverneur adjoint, Banque du Canada.

Etats-Unis M. Paul A. Volcker, Sous-Secrétaire aux Affaires Monétaires, Trésor.
M. J. Dewey Daane, Gouverneur, Federal Reserve Board.

France M. Claude Pierre-Brossolette, Directeur du Trésor, Ministère de l'Economie et des Finances.
M. Bernard Clappier, Sous-Gouverneur de la Banque de France.

Italie M. S. Palumbo, Inspecteur général, Ministère du Trésor.
M. R. Ossola, Directeur général adjoint, Banque d'Italie.

Japon M. T. Hosomi, Vice-Ministre des Finances.
M. Y. Kashiwagi, Conseiller spécial, Ministère des Finances.
M. H. Yukawa, Directeur exécutif, Banque du Japon.

Pays-Bas Dr. C. J. Oort, Trésorier général, Ministère des Finances.
Dr. G. A. Kessler, Directeur, Banque centrale.

Royaume-Uni M. A. D. Neale, Second Permanent Secretary, HM Treasury.
Sir Ronald MacDougall, Chief Economic Adviser, HM Treasury.
M. J. Morse, Directeur exécutif, Banque d'Angleterre.

Suède M. N. Sjonander, Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des Finances.
M. S. Joge, Gouverneur adjoint, Banque de Suède.

Suisse M. A. Hay, Directeur général, Banque Nationale Suisse.
M. A. Peter, Directeur adjoint, Administration Fédérale des Finances.

*

BRI M. R. Larre, Directeur général.
M. M. Gilbert, Conseiller économique.

FMI M. J.M. Fleming, Directeur adjoint, Département de la Recherche.

CCE M. U. Mosca, Directeur général, Affaires Economiques et Financières.

possible que cette tendance ascendante ait été temporairement interrompue par la hausse des prix du pétrole. Mais d'autres facteurs (tels que le niveau élevé par rapport à la normale des réserves des pays non membres de l'OCDE ainsi que l'effort croissant d'aide de la part de certains pays) joueront probablement l'an prochain dans un sens opposé. Tout compte fait, il est sans doute raisonnable d'escompter que la zone de l'OCDE enregistrera en 1972 un excédent qui, corrigé des influences conjoncturelles, s'établira au total à 11 milliards de dollars.

Pour montrer dans quelle mesure l'amélioration de la position des États-Unis pourrait affecter les autres pays de l'OCDE, on a donné dans le Tableau 5 trois exemples.

- La balance courante des États-Unis accuse un excédent de 6 milliards de dollars, suffisant juste à couvrir un montant d'aide publique et de sorties de capitaux privés à long terme vers les pays en voie de développement égal à 0,5 % du PNB en 1973-1974.
- La balance courante des États-Unis accuse un excédent de 7 milliards de dollars, suffisant à couvrir le montant de l'aide et les sorties de capitaux privés à long terme, selon les hypothèses retenues par les autorités américaines, ainsi que le solde négatif persistant du poste « erreurs et omissions ».
- La balance courante des États-Unis accuse un excédent de 9 milliards de dollars, permettant d'obtenir un certain excédent global, à titre de marge de sécurité.

Étant donné le montant total du « gâteau » dont on a parlé ci-dessus, l'excédent combiné qui resterait à partager entre les autres pays de l'OCDE s'établirait, dans les différents cas, à 5, 4 et 2 milliards de dollars respectivement.

Toute action touchant les taux de change prend normalement deux ans au moins avant de faire sentir pleinement ses effets. Or, il est possible que, d'ici là, l'excédent courant de l'ensemble de la zone de l'OCDE ait de nouveau augmenté. En effet, la tendance ascendante enregistrée dans les années 60 reflétait pour une part l'accroissement des sorties de capitaux privés vers les pays développés où des possibilités d'investissement prometteuses les attireraient, et l'on peut s'attendre à voir ces sorties se poursuivre. De plus la position de réserve des pays en voie de développement s'est renforcée au cours des années 60, sous l'effet pour une part des attributions de DTS qu'ils ont reçues depuis 1970 (environ 1 milliard de

dollars par an). Enfin, dans plusieurs pays de l'OCDE des dispositions importantes sont actuellement prises en vue d'accroître le volume de l'aide. On peut espérer que, si des solutions satisfaisantes sont trouvées dans d'autres domaines, les États-Unis s'estimeront en mesure d'annuler les compressions décidées dans leurs crédits d'aide et de commencer à augmenter leurs contributions.

Dans ces conditions, il est peu probable que les balances courantes des autres pays s'affaiblissent, en fait, dans les proportions suggérées par les chiffres du Tableau 5. Au moment où l'ajustement aura été réalisé, les dimensions du « gâteau » auront en effet augmenté. En outre, si le réaligement des taux des change reflétait correctement l'évolution des positions concurrentielles, tous les pays de l'OCDE pourraient chercher à obtenir des excédents supérieurs aux chiffres suggérés ici (sans qu'il y ait incompatibilité entre leurs objectifs) à condition qu'ils soient disposés à entreprendre un effort multilatéral pour accroître leur aide.

L'ampleur de l'ajustement requis dépend à la fois de l'importance du déséquilibre fondamental et des objectifs jugés appropriés pour les États-Unis et les autres pays. Les diverses hypothèses que l'on peut faire à ces deux égards sont rapprochées dans le Tableau 4.

L'estimation de l'ajustement requis, que ce soit par une action sur les taux de change ou d'autres mesures, s'établit, suivant ces hypothèses, à l'intérieur d'une fourchette allant de 8 à 13 milliards de dollars.

• Le profil temporel de l'ajustement

Comme l'expérience l'a montré, l'incidence des modifications de taux de change est loin d'être instantanée. Les exportateurs d'un pays qui réévalue sa monnaie commencent sans doute par accepter une réduction de leurs marges bénéficiaires sur leurs ventes à l'étranger, et ce n'est que plus tard qu'ils cherchent à orienter leur effort vers le marché intérieur, plus rentable. De même, les exportateurs d'un pays qui dévalue ont besoin d'un certain temps pour exploiter les nouveaux débouchés qui s'offrent à eux sur les marchés étrangers. Dans le cas des États-Unis, la détérioration de la balance commerciale a été due pour une part appréciable au fait que les sociétés américaines ont installé des unités de production hors des États-Unis. En ce qui les concerne, l'ajustement dépendra pour une large part des décisions qu'elles prendront désormais en matière d'investissement, plutôt que d'un transfert de production des marchés des pays dans lesquels sont implantées leurs installations vers d'autres débouchés. Dans ces conditions, il semble peu probable que l'ajustement requis sera réalisé pour plus de moitié à la fin de la première année et il est même fort possible que cette proportion ne soit pas atteinte.

• L'incidence sur les courants d'échanges

La croissance du volume des échanges de l'OCDE a marqué un ralentissement très prononcé, tombant de 12 % en 1969 à 6 % environ en 1971. Dans une situation moins incertaine on pourrait s'attendre à la voir s'accroître de nouveau au cours des douze ou dix-huit prochains mois, à mesure que la reprise de l'activité s'affirmera. Toutefois, si les incertitudes et les remous que l'on observe actuellement sur les marchés des changes devaient se poursuivre, un nouveau ralentissement pourrait être enregistré au premier semestre de l'an prochain.

Un réaligement approprié des taux de change ne devrait (en l'absence de mesures protectionnistes) avoir aucun effet sensible sur la croissance du total des échanges mondiaux. Il y aura nécessairement des ajustements dans la composition du commerce mondial entre les différents pays. En outre, si

TABLEAU 5
Conséquences pour les autres pays
de la réalisation des objectifs des États-Unis
Milliards de dollars

| | Balance des États-Unis en strict équilibre | Balance des États-Unis en large équilibre | Excédent recherché par les États-Unis |
|--|---|--|--|
| Excédent total de la zone de l'OCDE avec le res- te du monde | 11 | 11 | 11 |
| Dont : | | | |
| États-Unis | 6 | 7 | 9 |
| Autres pays de l'OCDE | 5 | 4 | 2 |

les ajustements sont relativement importants en termes de balance des paiements, ils apparaissent beaucoup moins grands lorsqu'on les examine sous l'angle des courants d'échanges. Les modifications de parités par rapport au dollar tendront à la fois à accroître les importations des autres pays et à freiner leurs exportations. Abstraction faite des États-Unis, le total des importations et des exportations des pays de l'OCDE s'est monté à quelque 350 milliards de dollars en 1970. On ne saurait donc parler d'une réduction draconienne des exportations de ces pays, mais plutôt de modifications nettement supportables dans des flux commerciaux très importants et en constante augmentation. Par exemple, à supposer que la balance commerciale des États-Unis s'améliore de 8 milliards de dollars, et que cette amélioration soit étalée sur deux ans et également répartie entre les importations et les exportations, les autres pays de l'OCDE verraient leurs importations augmenter de 11 3/4 % par an au lieu de 10 1/2 % (moyenne de la dernière décennie) et leurs exportations de 9 3/4 % au lieu de 11 %.

• L'incidence sur les réserves

Au cours des neuf premiers mois de 1971, la spéculation croissante qui s'est exercée contre le dollar en faveur des devises fortes s'est traduite par des sorties massives de capitaux des États-Unis, dont le montant a probablement atteint 23 milliards de dollars. Le déficit que les États-Unis ont ainsi enregistré au titre de leurs règlements officiels a été financé en très grande partie par un accroissement de leurs engagements, de sorte qu'à la fin du mois de septembre le montant total des réserves publiées des pays s'établissait à 118 milliards de dollars, en augmentation de 38 1/2 milliards par rapport au début de 1970. Pour l'avenir immédiat les pays disposent donc d'amples réserves, et pratiquement aucun d'entre eux n'a besoin de se préoccuper des possibilités des pertes qu'il pourrait subir; ce serait plutôt le contraire.

Si l'on regarde plus avant, il convient de noter que la plupart des pays de l'OCDE autres que les États-Unis ont vu leurs règlements officiels se solder par un excédent pendant la plus grande partie des années 60. Comme chacun le sait, la contrepartie de ces excédents s'est retrouvée pour l'essentiel (au cours des premières années) dans un accroissement net des avoirs en or monétaire, d'importants déficits des États-Unis financés en grande partie par une augmentation des engagements officiels de ce pays et, au cours des deux dernières années, les attributions de DTS du Fonds Monétaire International. Si le processus d'ajustement se déroule de façon satisfaisante, la deuxième de ces sources de réserves n'existera plus. En fait, il devrait se produire à un certain moment un reflux substantiel de fonds à court terme vers les États-Unis, entraînant une destruction équivalente de réserves. Il est fondamental de se rendre compte qu'il est difficile, voire impossible, d'obtenir une configuration viable des balances des paiements si tous les pays de l'OCDE (ou même simplement une majorité d'entre eux) envisagent d'accroître leurs réserves par un excédent de leurs paiements extérieurs. La raison pour laquelle un pays cherche à avoir une balance excédentaire est généralement de pouvoir disposer d'une marge de sécurité dans le domaine des réserves. Dans la mesure où cela est vrai, on peut noter que cet objectif pourrait tout aussi bien être atteint par des attributions annuelles « non gagnées » de DTS.

• L'évolution de la situation à ce jour

Les chiffres du Tableau 4 donnent des exemples de l'ampleur de l'ajustement qui pourrait être requis par rapport à la situation qui existait avant mai 1971. Depuis lors les États-Unis ont institué une surtaxe à l'importation et de nombreux

taux de change se sont appréciés par rapport au dollar. Aussi peu souhaitable et aussi mal équilibré que l'on puisse juger le présent assortiment de mesures de circonstance, force est de reconnaître que l'évolution différenciée des taux de change, jointe à la surtaxe américaine à l'importation et aux autres mesures, entraînerait, si elle devait se poursuivre, une amélioration substantielle de la balance courante des États-Unis.

Le Graphique B (dernière colonne) montre dans quelle mesure les variations de taux de change intervenues depuis mai 1971 ont modifié les relations entre les prix à l'exportation. De toute évidence, l'importance que présente pour un pays donné la variation du taux de change dans un autre pays dépend de l'ampleur du commerce que ces deux pays font entre eux ou de la concurrence qu'ils se font sur les marchés tiers. Dans le Tableau 6, on a donné des estimations des variations « effectives » des taux de change, en établissant une comparaison entre la situation à la mi-novembre et la situation au 1^{er} mai. Le principal point qui en ressort est que, à la suite des variations de taux de change intervenues à l'étranger, le dollar des États-Unis avait subi au 15 novembre une dépréciation effective d'environ 4 % depuis le 1^{er} mai. La contrepartie de cette dévalorisation n'a pas été également répartie. Les variations observées par rapport à la situation du mois de mai vont de revalorisations effectives de l'ordre de 7 1/2 % pour le Japon et de 6 1/2 % pour l'Allemagne, à des dévalorisations effectives d'environ 2 % pour l'Italie et de près de 5 % pour la France, en passant par une position quasiment inchangée pour le Royaume-Uni. La dépréciation effective du dollar canadien depuis mai 1971 vient après une appréciation de 7 % au cours des douze mois précédents, de sorte que par rapport à sa position de mai 1970 le dollar canadien marque une valorisation effective d'environ 6 %. Si la dévaluation effective du dollar des États-Unis de 4 % restait inchangée, elle pourrait entraîner le moment venu une amélioration du compte courant des États-Unis de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars.

Du point de vue des effets sur les balances des paiements, la surtaxe de 10 % sur les importations de produits manufac-

TABLEAU 6
Variations nominales et effectives des taux de change
Comparaison entre les taux au comptant
observés à la mi-novembre
et les parités officielles au 1^{er} mai 1971
Pourcentage

| | Variations nominales | Variations observées en moyenne dans les autres pays | Variations effectives |
|-----------------------|-------------------------|--|--------------------------|
| États-Unis | 0 | 4.1 | -4.1 |
| Royaume-Uni | 3.9 | 3.6 | 0.3 |
| France | 0 ^a | 4.7 | -4.7 |
| Allemagne | 9.5 | 3.2 | 6.3 |
| Italie | 2.0 | 4.1 | -2.1 |
| Belgique-Luxembourg | 7.7 | 4.5 | 3.2 |
| Pays-Bas | 8.2 | 4.5 | 3.7 |
| Canada | 0.7 ^b | 1.8 | -1.1 |
| Japon | 9.7 | 2.1 | 7.6 |
| Autres pays de l'OCDE | 4.7 | 3.9 | 0.8 |

^a) Franc commercial.

^b) Variations par rapport à la moyenne des taux au comptant enregistrée en mai 1971.

turés, jointe aux clauses discriminatoires du système de crédit d'impôt en faveur des investissements qui étaient récemment examinées par le Congrès des États-Unis, jouaient probablement un rôle aussi important que les variations de taux de change que l'on vient d'analyser. Contrairement aux variations effectives de taux de change qui affectent les relations des différents pays avec l'ensemble des autres pays, la surtaxe imposée par les États-Unis touche exclusivement les exportations de chaque pays vers les États-Unis. En conséquence, l'incidence de la surtaxe sur les différents pays dépend de la place que tiennent, dans leurs exportations totales, leurs exportations vers les États-Unis des produits touchés par cette mesure. On trouvera ci-dessous la liste des dix pays de l'OCDE les plus touchés, ceux-ci étant classés selon l'ampleur de l'effet subi. Les différences sont énormes, le Japon et le Canada étant manifestement les pays les plus touchés. Parmi les grands pays européens, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni viennent en bonne place sur la liste. La France ne figure pas sur celle-ci, étant donné que moins de 5 % de ses exportations totales se trouvent affectés. L'Espagne est la plus touchée parmi les petits pays de l'OCDE, suivie par la Suisse.

Proportion des exportations totales des différents pays touchés par la surtaxe à l'importation des États-Unis (Pourcentages)

| | |
|----------------|----|
| 1. Japon | 29 |
| 2. Canada | 16 |
| 3. Espagne | 11 |
| 4. Italie | 9 |
| 5. Allemagne | 9 |
| 6. Royaume-Uni | 8 |
| 7. Suisse | 8 |
| 8. Portugal | 6 |
| 9. Belgique | 5 |
| 10. Suède | 5 |

S'il est vrai que la surtaxe à l'importation est considérée comme une mesure temporaire, il n'est peut-être pas inutile toutefois d'en signaler une caractéristique importante qui la distingue du changement de parité. Une dévaluation facilite l'ajustement de la balance des paiements en favorisant par le biais des prix un transfert de ressources réelles. Si la dévaluation réussit, le transfert de ressources réelles est supérieur à l'amélioration nominale de la balance des paiements, car le pays intéressé voit se dégrader ses termes de l'échange. En d'autres termes, pour un volume donné d'importations de ressources réelles en provenance de l'étranger, ce pays devra exporter un volume plus grand de ressources réelles. Une surtaxe à l'importation a pour effet de réduire les importations en frappant les fournitures étrangères. Le pays qui l'impose

ne subit pas de perte sur le plan des termes de l'échange, mais enregistre plutôt un gain dans la mesure où les exportateurs étrangers essaient de maintenir leurs parts de marché en abaissant leurs prix à l'exportation. C'est le reste du monde qui voit diminuer le volume de ses exportations, sans bénéficier des avantages qu'il obtiendrait s'il pouvait obtenir en échange de ses exportations un plus grand volume d'importations. Cette caractéristique particulière de la surtaxe à l'importation signifie qu'elle peut avoir une forte incidence sur la balance des paiements, encore qu'elle soit difficilement acceptable par les autres pays comme élément permanent.

Il est généralement admis que l'assortiment de mesures de circonstance actuellement en place doit être remplacé sans tarder par un réalignement concerté des taux de change, accompagné de la suppression de la surtaxe américaine à l'importation. Il n'est toutefois pas sans intérêt théorique d'évaluer l'incidence que ces mesures auraient eue en définitive si elles avaient été maintenues assez longtemps, car cela permet de se faire une idée de l'ampleur que revêtiraient en fin de compte les impulsions que les économies des pays de l'OCDE ont subies du fait de ces mesures. L'analyse précédente suggère grossièrement que, si les variations des taux de change et les autres mesures de circonstance en vigueur en novembre avaient été maintenues, elles auraient suffi à produire le moment venu un ajustement quelque peu inférieur au chiffre le plus bas apparaissant au Tableau 4 (8).



Le numéro 10 des « Perspectives économiques de l'OCDE » contient également des prévisions concernant la situation économique générale, ainsi qu'un examen des fluctuations des prix et de l'évolution monétaire et financière dans la zone de l'OCDE. Le lecteur trouvera ci-après un résumé des tendances principales dans chacun de ces trois domaines.

PERSPECTIVES CONJONCTURELLES

L'accélération, constatée cette année, de la croissance de la production dans la zone de l'OCDE par rapport à 1970 tient dans une large mesure à la reprise de la demande en Amérique du Nord où le retour à une politique plus expansionniste avait été amorcé au début de 1970. Les autres pays de la zone se sont généralement trouvés à un stade moins

(8) Si on part d'une position joncière de la balance courante de 2 à 4 milliards de dollars en 1972, l'ajustement requis pour atteindre un surplus de 6 milliards de dollars (chiffre le plus bas des hypothèses mentionnées ci-dessus) serait de 8 à 10 milliards de dollars.

TABLEAU 7

**Croissance du produit réel
dans les sept grands pays**

Pourcentage de variation
par rapport à la période précédente,
aux taux annuels,
corrigés des variations
saisonnnières

| | | Moyenne 1958-59 à 1968-69 | 1970 1971 | | 1970 | | 1971 | | 1972 |
|---------------------------------------|-----|------------------------------------|-----------|----|------|------|------|----|------|
| | | | | | I | II | I | II | |
| États-Unis | PNB | 4.5 | -0.7 | 3 | -1.7 | -0.2 | 4.1 | 4½ | 6 |
| Canada | PNB | 4.8 | 3.3 | 5 | 2.3 | 3.5 | 6.8 | 6½ | 6 |
| Japon | PNB | 11.2 | 10.7 | 4½ | 10.4 | 9.5 | 4.2 | 1½ | 6 |
| France | PIB | 5.7 | 5.9 | 5½ | 6.0 | 5.2 | 5.7 | 5½ | 5½ |
| Allemagne | PNB | 5.1 | 5.4 | 3½ | 6.1 | 2.3 | 6.2 | 0 | 2 |
| Italie | PIB | 5.7 | 5.2 | ½ | 11.5 | 0.4 | 0.1 | 1¾ | 2½ |
| Royaume-Uni | PIB | 3.1 | 2.2 | 1½ | 1.0 | 3.5 | -1.4 | 5 | 3½ |
| TOTAL DES PAYS CI-DESSUS ^a | | 5.4 | 2.4 | 3¾ | 2.1 | 2.0 | 4.0 | 3¾ | 5½ |

^a Aux taux de change de 1970.

TABLEAU 8

**Commerce extérieur
de la zone de l'OCDE^a**

 Rythmes annuels de variation
en pourcentage après correction des
variations saisonnières
Estimations et prévisions

TABLEAU 8

Commerce extérieur
de la zone de l'OCDE^a

Rythmes annuels de variation
en pourcentage après correction des
variations saisonnières
Estimations et prévisions

^a) Chiffres corrigés des divergences statistiques dans le recensement des échanges intra-OCDE et des décalages temporels causés par les grèves canadiennes (fin 1969), la grève de General Motors (fin 1970), l'anticipation de la grève de l'acier aux États-Unis (milieu 1971), et des décalages estimatifs qui se sont produits entre 1968 1969 dans les importations et les exportations de l'Allemagne du fait de la spéculation et de l'institution de la taxe à l'exportation. On suppose que les effets de la grève des docks américains se résorberont au cours du second semestre de 1971.

^b) Exprimée(s) en dollars des États-Unis.

^c) Y compris les échanges dont l'origine et la destination ne sont pas spécifiées.

^d) Chiffres corrigés des divergences statistiques dans le recensement des échanges intra-OCDE.

| | 1969 mil- liards de \$ | Par rapport à l'année précédente | | Par rapport au semestre précédent | | | | | 1972 |
|--|---------------------------------|--|------|--------------------------------------|------|------|-----|-----|------|
| | | 1970 | 1971 | I | II | I | II | | I |
| VOLUME | | | | | | | | | |
| Importations | .. | 8.7 | 5½ | 8.6 | 6.9 | 5.1 | 5½ | 6½ | |
| Exportations | .. | 9.6 | 5½ | 10.3 | 6.1 | 6.3 | 4 | 5½ | |
| VALEURS MOYENNES ^b | | | | | | | | | |
| Importations | .. | 5.4 | 5¼ | 7.3 | 3.2 | 5.5 | 7 | 4½ | |
| Exportations | .. | 5.6 | 5½ | 7.3 | 4.0 | 5.1 | 8 | 5½ | |
| VALEUR ^b | | | | | | | | | |
| Total des échanges ^c | | | | | | | | | |
| Importations | 209.1 | 14.6 | 11½ | 16.4 | 10.5 | 10.9 | 12¾ | 11¼ | |
| Exportations | 214.5 | 15.7 | 11½ | 18.4 | 10.5 | 11.7 | 12½ | 11¾ | |
| Echanges intra-OCDE | | | | | | | | | |
| Exportations | 156.4 | 15.7 | 11½ | 18.6 | 10.0 | 12.4 | 11¾ | 11¾ | |
| Echanges avec le reste du monde | | | | | | | | | |
| Importations | 52.6 | 11.7 | 10½ | 10.0 | 11.5 | 6.9 | 16 | 9¼ | |
| Exportations | 58.1 | 14.9 | 12 | 19.0 | 7.5 | 13.8 | 12½ | 11¼ | |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | |
| Chiffres bruts ^d | | | | | | | | | |
| TOTAL DES ÉCHANGES EN VALEUR ^{b c} | | | | | | | | | |
| Importations | .. | 15.0 | 11¼ | 17.5 | 10.0 | 11.5 | 11¾ | 11¾ | |
| Exportations | .. | 16.1 | 11½ | 19.5 | 9.8 | 12.6 | 11½ | 12¼ | |

a) Chiffres corrigés des divergences statistiques dans le recensement des échanges intra-OCDE et des décalages temporels causés par les grèves canadiennes (fin 1969), la grève de General Motors (fin 1970), l'anticipation de la grève de l'acier aux États-Unis (milieu 1971), et des décalages estimatifs qui se sont produits entre 1968 1969 dans les importations et les exportations de l'Allemagne du fait de la spéculation et de l'institution de la taxe à l'exportation. On suppose que les effets de la grève des dockers américains se résorberont au cours du second semestre de 1971.

b) Exprimée(s) en dollars des États-Unis.

c) Y compris les échanges dont l'origine et la destination ne sont pas spécifiées.

d) Chiffres corrigés des divergences statistiques dans le recensement des échanges intra-OCDE.

avancé du cycle économique, la demande continuant de fléchir dans un certain nombre d'entre eux sous l'effet des politiques anti-inflationnistes et (ou) de facteurs autonomes.

La plupart des grands pays ayant maintenant adopté des politiques destinées à encourager la demande, de puissants facteurs techniques contribueront à accélérer la croissance de la production dans la zone de l'OCDE pendant le premier semestre de 1972 (Tableau 7); il pourrait en résulter une expansion relativement vigoureuse de l'activité en Amérique du Nord, accompagnée d'une certaine reprise au Japon et en Europe. Toutefois, les incertitudes concernant l'évolution des rapports entre les taux de change d'une part et des conditions des échanges mondiaux d'autre part pourraient sérieusement affecter la confiance des milieux d'affaires et réduire sensiblement l'accélération attendue de la production. Bien des choses dépendront sans doute de la mesure dans laquelle l'opinion générale considérera que des progrès rapides sont réalisés vers une solution raisonnable des problèmes internationaux actuels. Une condition indispensable à cet égard sera, semble-t-il, d'éviter toute nouvelle mesure restrictive dans le domaine des échanges et des paiements internationaux.

En 1971, le volume total des échanges de l'OCDE n'aura sans doute augmenté que d'environ 6 %. Les prix internationaux ont continué de progresser fortement, et la récente valorisation de certaines monnaies par rapport au dollar a eu pour effet de relever encore les prix exprimés dans cette devise. La valeur des échanges en dollars pourrait ainsi avoir augmenté de 11 à 12 % en 1971. Sur la base des hypothèses décrites plus loin, elle pourrait continuer de s'ac-

croître pratiquement au même rythme pendant le premier semestre de 1972, le volume des échanges progressant environ moitié moins vite (Tableau 8).

Les changements intervenus cette année dans l'état relatif des positions conjoncturelles ont provoqué de forts mouvements déséquilibrants des balances courantes, les États-Unis enregistrant un important déficit tandis que l'excédent du Japon a plus que doublé. Les positions des balances courantes ne se modifieront peut-être pas sensiblement pendant le premier semestre de l'année prochaine, les effets des récentes mesures *ad hoc* devant être dans une large mesure neutralisés par les mouvements conjoncturels attendus.

PRIX, COUTS ET POLITIQUES DE STABILISATION

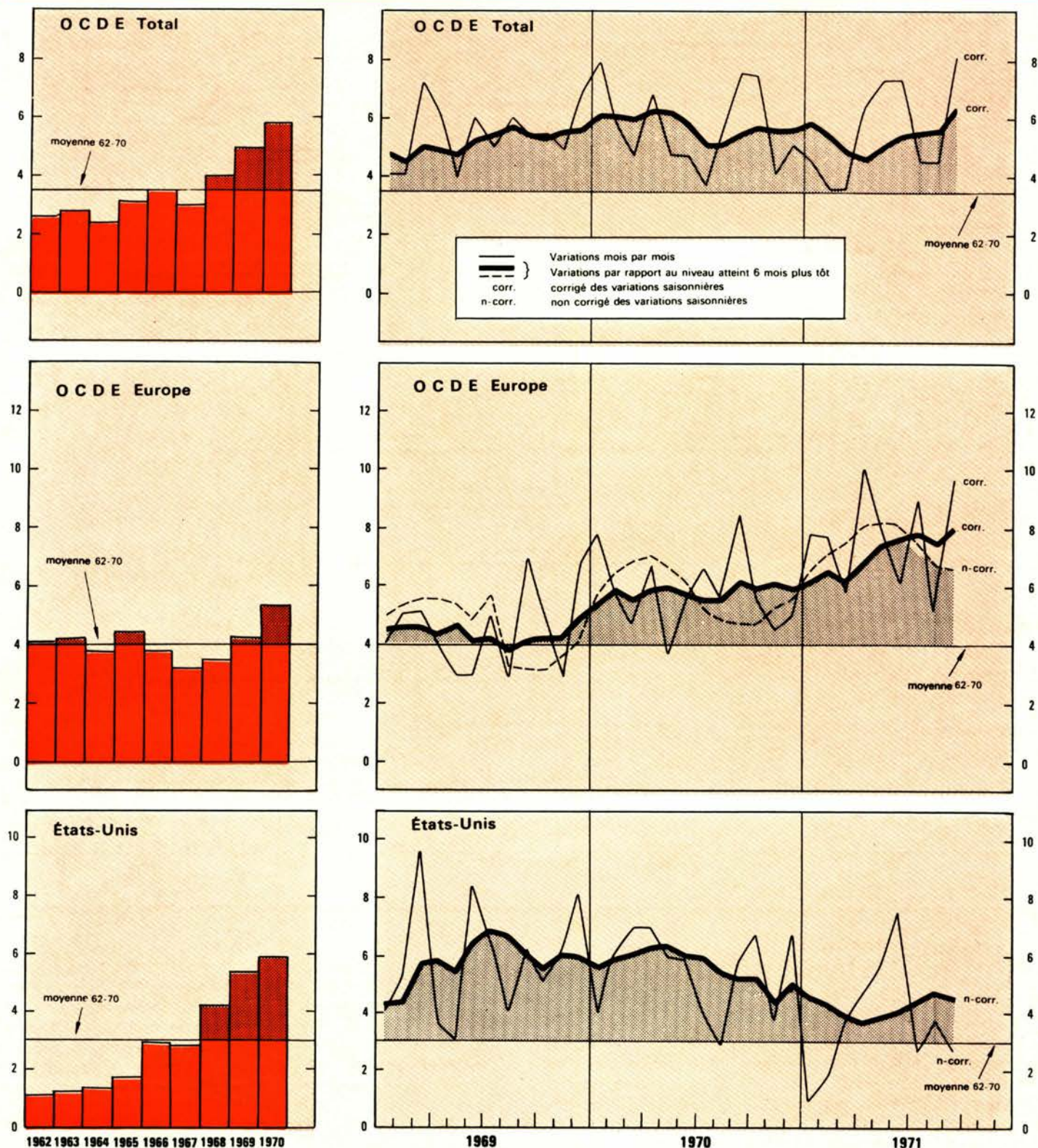
Jusqu'au troisième trimestre de 1971, les réductions de taux de croissance des prix ont marqué une évolution décevante. L'accélération importante des augmentations des prix à la consommation en Europe a été à peine compensée par la décélération qu'ont connue l'Amérique du Nord et le Japon (voir le Graphique C). Les coûts salariaux ont continué d'augmenter à une cadence très rapide, bien qu'il y ait eu relativement peu de signes de leur accélération continue. Le ralentissement de la production en Europe et au Japon a aggravé la croissance des coûts salariaux unitaires.

Les Gouvernements ont répondu à l'obstination de l'inflation par un recours général et synchronisé à des politiques des prix et des revenus (Graphique D). Des blocages des prix ou des opérations de restriction ont été introduites dans la

C. VARIATIONS DES PRIX A LA CONSOMMATION

1962-70 et 1969-71

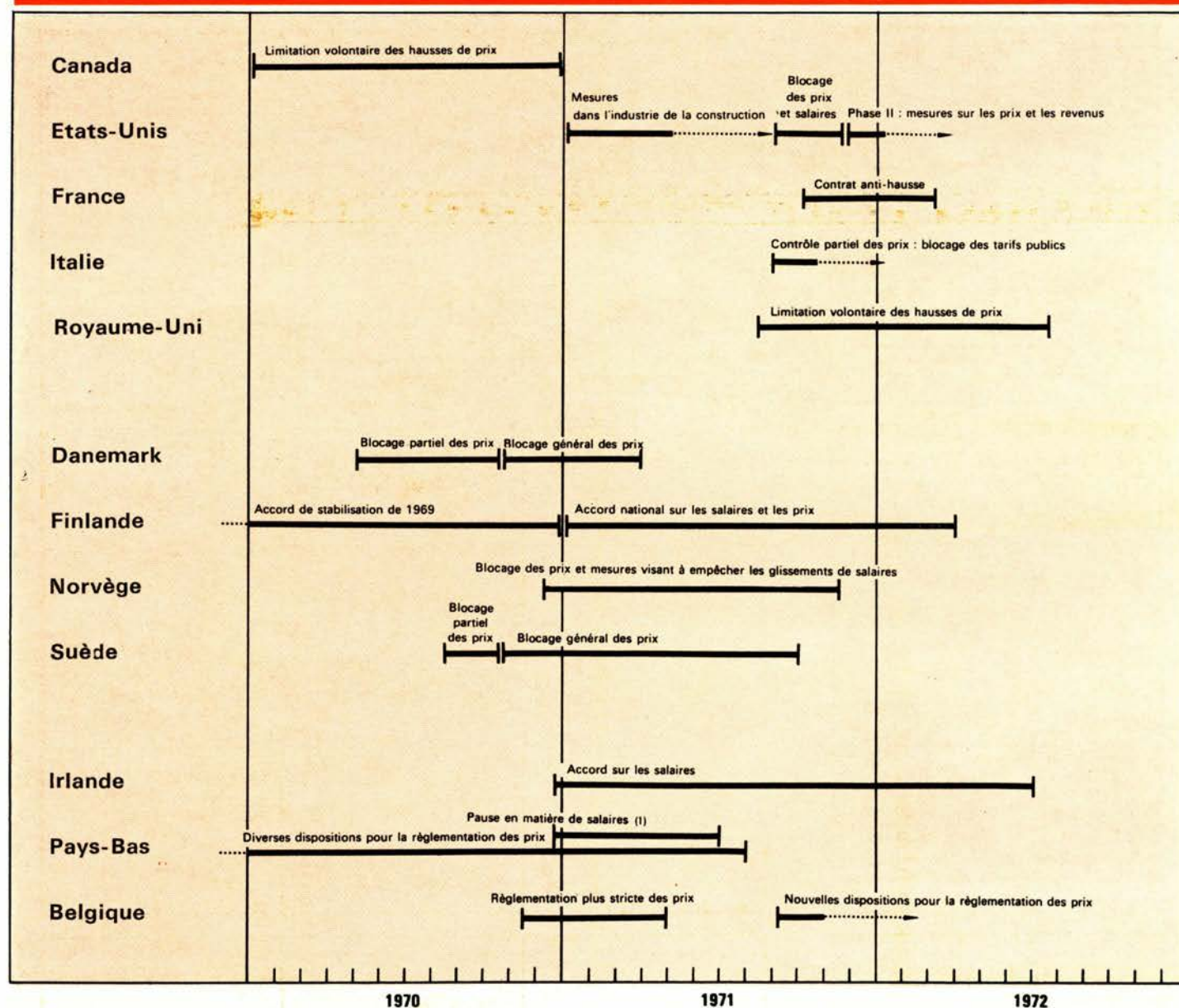
Variations en pourcentage, taux annuels



plupart des pays de l'OCDE et l'étendue de l'intervention des autorités dans les négociations de salaires s'est accrue de façon importante. Il y a des raisons d'espérer que l'effet combiné des politiques gouvernementales et des conditions changeantes de la conjoncture (assouplissement des pressions

de la demande dans certains pays et croissance des gains de productivité en Amérique du Nord et au Royaume-Uni) vont permettre l'établissement d'un comportement des prix plus satisfaisant à la fin de l'année 1971 et au début de 1972.
(suite page 36)

D. CALENDRIER DES MESURES DE L'ACTION DIRECTE SUR LES PRIX ET LES REVENUS, 1970-71



1. Les dates précises varient selon les différentes conventions de salaires.

ÉVOLUTION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

La scène financière internationale a été dominée récemment par des sorties massives de capitaux en provenance des Etats-Unis. La pression exercée par les mouvements de caractère entièrement spéculatif a contraint la plupart des autres pays de l'OCDE à modifier leur régime des changes, et a provoqué un recours généralisé à des mesures de contrôle des changes et autres dispositifs analogues. Les pays ont été amenés à agir de la sorte après une augmentation sans précédent des réserves internationales accumulées dans les banques centrales — augmentation qui était la contrepartie d'une très sensible amélioration de la position des liquidités des banques commerciales. Il se trouve heureusement qu'une certaine détente des conditions monétaires est adaptée à la

situation économique dans laquelle se trouvent actuellement la plupart des pays qui enregistrent des entrées de capitaux. Si l'on considère l'avenir, il se pourrait qu'un accord sur la nouvelle forme à donner au système monétaire international détermine d'importants mouvements en retour. Selon les situations conjoncturelles il pourrait être nécessaire que les pays concernés mettent activement en œuvre des mesures correctives.



Les « Perspectives économiques de l'OCDE » contiennent en outre des notes sur l'évolution économique dans chacun des plus grands pays de l'OCDE et un supplément spécial consacré à une étude économétrique des flux de capitaux, réalisée par le Professeur William H. Branson et Raymond D. Hill Jr.



L'INSTITUT INTERNATIONAL DE GESTION DE LA TECHNOLOGIE

UN centre de formation, d'enseignement et de recherche, patronné par l'OCDE, a été officiellement fondé le 6 octobre dernier (1) en vue d'obtenir en Europe une amélioration de la gestion en ce qui concerne la mise au point et l'utilisation de la technologie dans le secteur public comme dans le secteur privé.

La convention qui porte création du centre — dénommé Institut International de Gestion de la Technologie et installé à Milan (Italie) — a été signée au siège de l'OCDE par les Représentants permanents des six Gouvernements Membres participants — la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni — en présence de M. Émile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, et du Docteur Mario Pedini, Sous-Secrétaire d'État italien aux Affaires Étrangères. Outre des représentants des milieux industriels et scientifiques, assistait également à la cérémonie de signature M. Aldo Aniasi, maire de Milan, dont la ville a mis à la disposition de l'Institut, pour y établir son siège, un ancien couvent qu'elle a fait restaurer, le Collegio delle Stelline.

L'Institut est un établissement interdisciplinaire : il doit permettre aux cadres supérieurs qui, sans avoir acquis une formation technique très poussée, occupent des postes de responsabilité dans la gestion d'organismes où l'on fait un usage intensif de la technologie d'approfondir leur connaissance des problèmes techniques en cause et au personnel scientifique et technique de se familiariser plus largement avec la conception d'une gestion globale.

Parmi les traits essentiels qui caractérisent les activités de l'Institut figurent l'adaptation permanente de ses programmes de formation aux idées et aux besoins nouveaux qui se font jour dans le domaine de la gestion de la technologie, l'exécution de recherches en vue de promouvoir les innovations capables de faciliter la pratique de la gestion, la formation technologique des responsables de la gestion, ainsi que la participation des cadres techniques supérieurs appartenant à l'industrie, au secteur public et aux Universités d'un certain nombre de pays.

Les prévisions financières montrent que les dépenses de l'Institut augmenteront progressivement au cours de ses trois premières années de fonctionnement pour atteindre, à partir de la troisième année, un montant équivalant à environ 3 millions d'unités de compte européennes. Pour faire face à ses dépenses, l'Institut perçoit des droits d'inscription et reçoit des contributions qui lui sont versées directement par les différents Gouvernements et par l'industrie.

(1) Voir *L'OBSERVATEUR DE L'OCDE* n° 47. août 1970.

Emile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, accueille les membres du Comité d'Étude de l'Institut.



LE CODE DE L'OCDE POUR LA LIBÉRATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Principes généraux

Les pays de l'OCDE ont reconnu il y a dix ans que la liberté de différentes catégories de mouvements de capitaux privés, pour la plupart à long terme (investissements directs et de portefeuille, diverses formes d'opérations en capital de caractère personnel), mais aussi des crédits commerciaux à court terme, était un objectif souhaitable pour les pays développés, car ces mouvements favorisent l'utilisation efficace des ressources économiques.

La Convention de l'OCDE dispose que les Membres doivent « poursuivre leurs efforts en vue d'étendre la libération des mouvements de capitaux », principe que concrétise un instrument juridique, le Code de la libération des mouvements de capitaux, auquel ont adhéré tous les pays Membres sauf le Canada (1).

Libération signifie que les particuliers et les sociétés peuvent sans entrave conclure les opérations visées par le Code et transférer des fonds d'un pays à un autre pour les exécuter. Si les Gouvernements exigent que ces opérations soient notifiées (pour vérification de leur authenticité, par exemple, ou à des fins statistiques), cette procédure ne doit pas être utilisée comme un mécanisme restrictif. Les mesures de libération doivent s'appliquer à tous les pays, sans discrimination, de même que les restrictions éventuelles.

Les opérations couvertes par le Code

Les rubriques du Code comprennent non seulement les opérations jugées souhaitables du point de vue économique, mais aussi certains mouvements de capitaux qu'il semble préférable, pour des raisons sociales, de ne pas entraver : par exemple, dons et successions, et transferts de capitaux au titre de l'assurance-vie. La liste de ces rubriques (voir le graphique) n'est pas immuable et peut être modifiée ou allongée par accord entre pays Membres. C'est ainsi qu'actuellement des discussions se poursuivent au sein de l'OCDE en vue de déterminer s'il convient de faire figurer sous une rubrique distincte du Code les opérations sur les titres émis par les organismes de placement collectif (SICAV).

En revanche, certains types de mouvements de capitaux sont exclus du champ d'application du Code, ce qui signifie que les Gouvernements ne se sont pas engagés à s'abstenir de les réglementer. Ainsi les crédits et prêts financiers à court terme ne sont pas couverts, non plus que les achats et ventes de bons du Trésor à court terme et d'autres instruments à court terme du marché monétaire, parce qu'ils constituent un véhicule des capitaux spéculatifs et parce que le contrôle de ces mouvements est souvent jugé nécessaire pour renforcer les politiques monétaires nationales. Certaines opérations à long terme ont également été écartées, notamment les crédits commerciaux d'une durée égale ou supérieure à cinq ans, qui font fréquemment l'objet d'une concurrence commerciale acharnée entre les nations industrialisées.

Les réserves

Les rédacteurs du Code ont voulu forger un instrument qui aide les pays à s'acheminer dans l'ordre vers leur objectif commun, la liberté des mouvements internationaux de capitaux privés, tels qu'ils sont définis dans le Code, tout en prévoyant des modalités d'application pratique pouvant convenir à la situation des pays qui, pour diverses raisons, considèrent qu'il leur est impossible d'appliquer intégralement et continuellement les règles de libération. Pour obtenir ce résultat, ils ont en premier lieu laissé aux pays la possibilité de formuler des réserves ou de demander des dérogations à l'égard de certaines catégories de mouvements de capitaux; deuxièmement, ils ont chargé un Comité spécial d'experts indépendants, le Comité des Transactions Invisibles, de surveiller l'application du Code.

Les pays sont autorisés à formuler des réserves au sujet de telle ou telle rubrique au moment de leur adhésion au Code et lors de l'introduction d'une nouvelle rubrique ou de l'élargissement d'une rubrique existante. D'une manière générale, les réserves concernant les rubriques les plus importantes ne peuvent être étendues ni dans leur portée, ni en nombre; on ne peut que les retirer ou en restreindre la portée (2). Les réserves formulées par chaque pays sont périodiquement examinées par le Comité des Transactions Invisibles de l'OCDE, qui détermine si elles sont toujours justifiées. Les examens sont effectués en liaison avec une série d'études spéciales, actuellement en cours, sur la politique financière générale des différents pays et notamment leur politique en matière de réglementation des changes (3). Ces examens peuvent conduire le Comité des Transactions Invisibles à conclure que les arguments qui motivaient initialement les restrictions imposées ne sont plus fondés ou que la situation économique générale du pays considéré s'est suffisamment améliorée pour justifier la suppression de certaines restrictions, et donc à demander le retrait de certaines réserves.

De fait, beaucoup de réserves ont été retirées, en totalité ou en partie, depuis l'adhésion des pays Membres au Code. C'est ainsi, par exemple, qu'il n'y a plus maintenant de réserves destinées à couvrir le blocage des fonds appartenant à des étrangers, alors qu'elles étaient nombreuses dans les premières années 60. De même, certains pays qui appliquaient à l'origine de multiples restrictions n'en ont maintenant plus qu'un très petit nombre (pour la situation actuelle, voir le graphique). L'Allemagne et le Luxembourg ont libéré tous les mouvements de capitaux figurant sous

(1) Le Canada estime qu'en matière de mouvements de capitaux il se trouve dans une situation particulière qui ne lui permet pas d'adhérer au Code.

(2) Sauf dans la liste B qui comprend les émissions de titres, les opérations sur valeurs non cotées, les crédits et prêts non liés à des achats de biens et de services, etc.; pour les rubriques de la liste B, les réserves peuvent être formulées ou réintroduites à tout moment.

(3) « Le marché financier, les mouvements internationaux de capitaux, les restrictions sur les opérations en capital ». Ont déjà paru les rapports sur l'Allemagne (1969), l'Autriche, le Danemark et la Norvège (1970), l'Espagne, la Suède et la Suisse (1971).

RÉSERVES EN VIGUEUR (1)

| <div>● Réserve générale</div> <div>○ Réserve partielle</div> | Allemagne | Australie | Autriche | Belgique | Danemark | Espagne | Etats-Unis | Finlande | France | Irlande | Italie | Japon | Luxembourg | Norvège | Pays-Bas | Portugal | Royaume-Uni | Suède | Suisse |
|--|-----------|-----------|----------|----------|----------|---------|------------|----------|--------|---------|--------|-------|------------|---------|----------|----------|-------------|-------|--------|
| Investissements directs dans le pays considéré. | | ● | ○ | | ○ | ○ | ○ | ○ | | ○ | | ○ | | ○ | | ○ | | ○ | |
| Investissements directs à l'étranger. | | ● | | | | ● | | ● | | | ○ | ○ | | ● | | ○ | | | |
| Liquidation d'investissements directs dans le pays considéré par des non-résidents. | | | | | | ○ | | | | | | | | | | | | | |
| Introduction de titres nationaux sur une bourse étrangère officielle. | | | | | | | | | | | | | | | | ○ | | | |
| Introduction de titres étrangers sur une bourse nationale officielle. | | ● | | ● | ● | ● | | ● | ● | | ● | | | ● | ○ | ● | | ● | ● |
| Achat dans le pays considéré par des non-résidents de titres cotés. | | | ○ | | ○ | ○ | | | | | | ○ | | ○ | | ○ | | ○ | |
| Vente dans le pays considéré par des non-résidents de titres cotés. | | | | | ○ | ○ | | ○ | | ○ | | | | ○ | | ○ | ○ | ○ | |
| Achat à l'étranger par des résidents de titres cotés. | | ○ | | | ○ | ● | | ○ | | ○ | ○ | ○ | | ○ | ○ | ○ | ○ | ○ | |
| Vente à l'étranger par des résidents de titres cotés. | | | | | ○ | | | | | ○ | ○ | | | ○ | | | ○ | ○ | |
| Ventes immobilières par des non-résidents. | | | | | | ○ | | | | | | | | | | | | | |
| Crédits commerciaux en provenance de l'étranger (dans le cas où un résident participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service qui est à l'origine du crédit). | | | | | | | | ○ | | | ○ | ○ | | ○ | | | | | |
| Crédits commerciaux vers l'étranger (dans le cas où un résident participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service). | | ○ | | | | | | ○ | | ○ | ○ | ○ | | | | ○ | ○ | | |
| Mouvements de capitaux de caractère personnel. | | | ○ | | | | | ○ | | ○ | ○ | | | | | ○ | ○ | | |
| Assurance-vie. | | | | | | | | | | | | | | | | ○ | | | |
| Cautionnements et garanties par des résidents en faveur de non-résidents. | | ○ | | | | | | ● | | | | | | ● | | ○ | | | |
| Utilisation de fonds bloqués pour des opérations en capital. | | | | | | ○ | | | | | | | | | | | | | |
| Cession de fonds bloqués entre non-résidents. | | | | | | ● | | | | | | | | | | | | | |

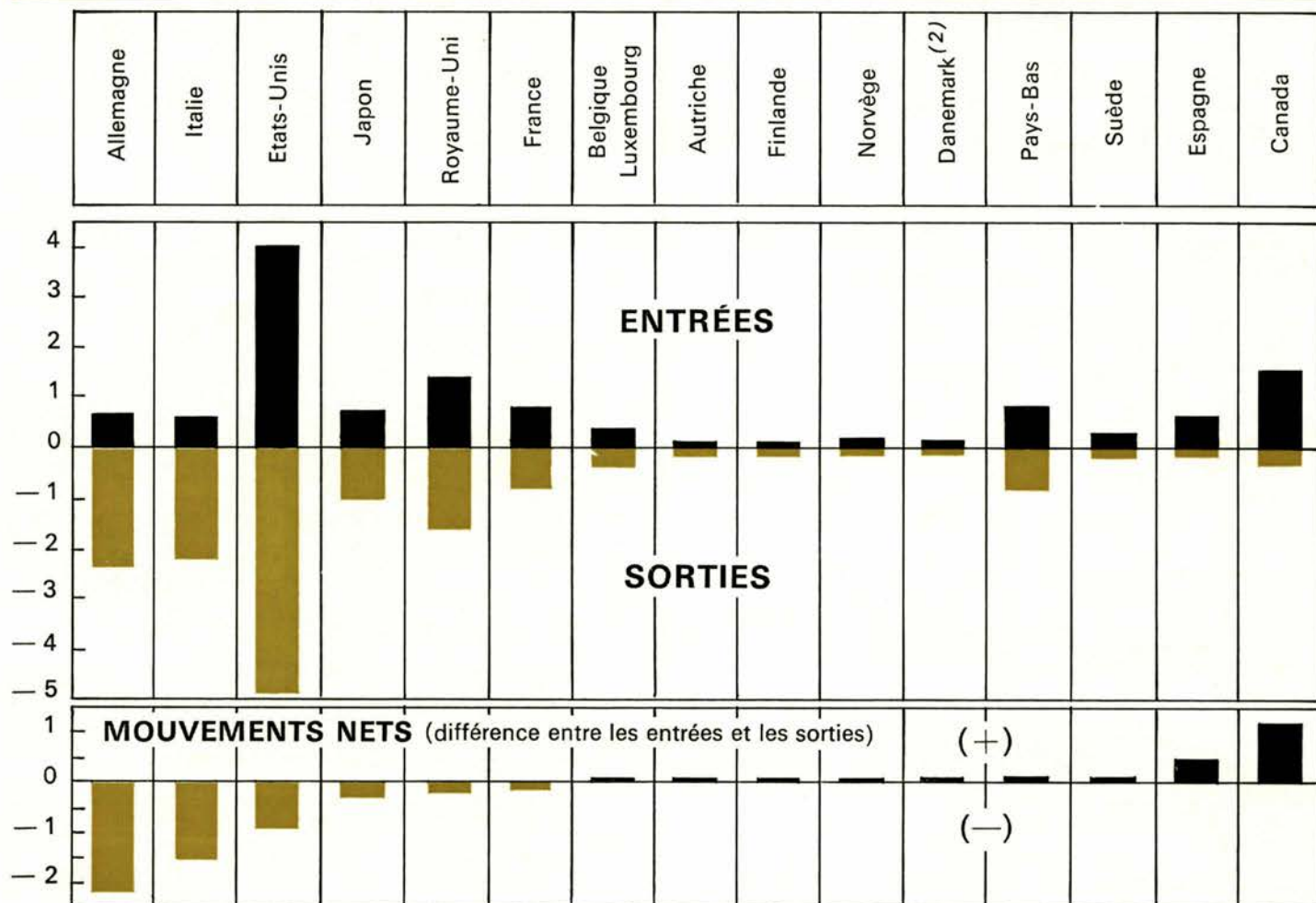
(1) Au 1^{er} décembre 1971, et sur les rubriques figurant dans la Liste A du Code. Il existe aussi une Liste B qui comprend les émissions de titres, les opérations sur valeurs non cotées, les crédits et prêts non liés à des achats de biens et de services, etc. ; pour ces rubriques, les réserves peuvent être formulées ou réintroduites à tout moment. La Grèce, l'Islande et la Turquie ne sont pas citées parce qu'elles ont obtenu une exemption générale du Code en vertu d'une clause de dérogation.

les diverses rubriques du Code et, dans le cas de certains pays comme la Belgique, les États-Unis et la Suisse, les réserves sont peu nombreuses. Le Japon est un pays qui a rapidement progressé ces deux dernières années sur la voie

de l'élimination de ses réserves. On se trouve donc bien en présence d'un mouvement à long terme de libération des opérations en capital.

(Suite page 40)

MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DE CAPITAUX PRIVÉS A MOYEN ET LONG TERME (1) *Moyenne annuelle 1967-1970 pour seize pays de l'OCDE (en milliards de dollars)*



Sources : Statistiques des balances des paiements OCDE-FMI et données nationales.

(1) Y compris les crédits et prêts à échéance égale ou supérieure à un an. (2) Moyenne 1967-1969.

DÉROGATIONS PASSÉES ET PRÉSENTES

Mai 1964

Suisse

Des mesures ont été prises pour interdire aux établissements financiers de jouer un rôle actif dans tout achat net de titres suisses avec des fonds étrangers. Ces mesures ont été abrogées en octobre 1966.

Mai 1966

Royaume-Uni

Restrictions imposées sur les investissements directs et les dons en espèces en dehors de la zone sterling. Ces restrictions ont été levées, respectivement, en janvier 1970 et en mars 1971.

Janvier 1968

Etats-Unis

Restrictions imposées sur les transferts de fonds à l'occasion d'investissements directs à l'étranger.

Mai 1968

France

Des restrictions ont été introduites sur les investissements de portefeuille à l'étranger, les crédits commerciaux et les crédits et prêts financiers consentis par des résidents à des non-résidents. Ces restrictions ont été levées en septembre 1968.

Novembre 1968

France

Les restrictions susmentionnées ont été réta-

Avril 1969

Juillet 1969

Septembre 1969

Novembre 1970

blies, en plus de restrictions nouvelles sur certaines exportations de capitaux de caractère personnel (prêts familiaux, dons et dotations, dots, avoirs d'émigrants).

La dérogation est toujours en vigueur.

Italie

Restrictions imposées sur les achats de titres de fonds communs de placement étrangers. La dérogation est toujours en vigueur.

Danemark

Restrictions introduites sur les investissements de portefeuille à l'étranger. Certaines restrictions ont été levées, de sorte qu'une dérogation n'est plus nécessaire; les autres restrictions ont été couvertes par une nouvelle réserve à l'égard du Code.

Suède

Des restrictions ont été imposées sur les investissements directs à l'étranger, les investissements de portefeuille à l'étranger en titres suédois et les transferts d'avoirs d'émigrants. La dérogation est toujours en vigueur.

Finlande

Des restrictions ont été imposées sur les crédits commerciaux à court terme consentis par des non-résidents à des résidents. La dérogation est toujours en vigueur.

Les dérogations

Il existe toutefois, pour les pays, un autre moyen d'être relevés d'une partie ou de la totalité des obligations que leur impose le Code : ils peuvent invoquer une clause de dérogation (Article 7), et le recours à cette procédure est devenu assez fréquent depuis 1968 (voir l'encadré).

Les dérogations sont autorisées dans plusieurs types de situation. La Grèce, l'Islande et la Turquie sont complètement exemptées de leurs obligations de libération en raison de problèmes généraux, d'ordre économique et financier, liés à leur degré de développement (les autres pays continuent à leur appliquer les dispositions du Code).

Le motif de dérogation le plus courant est l'existence de difficultés de balance des paiements. Si un pays est aux prises avec des difficultés de cette nature, il peut être autorisé à suspendre temporairement l'application d'une mesure de libération. En pareil cas, l'OCDE doit déterminer si le recours à la clause de dérogation est justifié. A cet effet, le pays en cause est tenu d'informer « immédiatement » le Comité des Transactions Invisibles de l'OCDE de son action et de lui en faire connaître les raisons. Cette action elle-même et le contexte dans lequel elle a été décidée font l'objet d'une discussion au sein de ce Comité, compte tenu de son efficacité probable comme moyen d'atteindre le but

visé et de l'incidence qu'elle aurait sur les autres pays. Le Comité peut essayer d'obtenir que le pays revienne sur sa décision et formuler à cette fin des propositions précises, ou recommander d'accorder le bénéfice de la clause de dérogation. Le Comité étant un groupe d'experts, ses conclusions n'engagent pas les Gouvernements et c'est au Conseil de l'OCDE qu'il appartient de se prononcer en dernier ressort sur l'octroi d'une dérogation.

Si la dérogation est accordée, elle est, elle aussi, examinée périodiquement jusqu'au rétablissement de la mesure de libération. Lorsqu'un pays déroge à une obligation — et c'est là l'une des caractéristiques essentielles du Code, qui vaut aussi dans le cas des réserves — les autres Membres ne doivent pas adopter de mesures de rétorsion; ils continuent à lui appliquer les dispositions du Code.



Ainsi, le Code apporte non seulement une définition juridique des objectifs communs dans le domaine des mouvements de capitaux, mais aussi un mécanisme permettant d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de ces objectifs. Il donne également les moyens de parer à l'imposition de restrictions jugées injustifiées et de faire pression sur les pays Membres pour qu'ils libéralisent le traitement qu'ils réservent aux mouvements de capitaux.

Extraits du Code de Libération des Mouvements de Capitaux de l'OCDE

TITRE I ENGAGEMENTS RELATIFS A LA LIBÉRATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Article 1 ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX

a. Les Membres supprimeront progressivement entre eux, conformément aux dispositions de l'article 2, les restrictions aux mouvements de capitaux dans la mesure nécessaire à une coopération économique efficace. Les mesures destinées à abolir ces restrictions sont appelées ci-dessous « mesures de libération ».

b. Les Membres s'efforceront en particulier :

- i) De traiter de la même manière tous les avoirs appartenant à des non-résidents sans tenir compte de la date de leur constitution;
- ii) De permettre la liquidation de tous les avoirs appartenant à des non-résidents et d'autoriser le transfert de ces avoirs ou le produit de leur liquidation.

c. Les Membres devraient s'efforcer de leur mieux d'assurer que les mesures de libération des mouvements de capitaux soient appliquées dans leurs territoires d'outre-mer;

d. Les Membres s'efforceront d'étendre les mesures de libération à tous les Membres du Fonds Monétaire International.

e. Les Membres s'efforceront de n'introduire aucune nouvelle restriction de change affectant les mouvements de capitaux ou l'emploi de fonds appartenant à des non-résidents et s'efforceront de ne pas rendre plus restrictives les réglementations existantes.

Article 2 MESURES DE LIBÉRATION

a. Sous réserve des dispositions du paragraphe (b) (iv), les Membres accorderont toute autorisation requise pour la conclusion ou l'exécution des transactions et pour les transferts visés à une rubrique de la Liste A ou de la Liste B de l'Annexe A au présent Code.

b. Un membre peut formuler des réserves relatives aux obligations résultant du paragraphe (a) :

- i) Lorsqu'une rubrique est insérée dans la Liste A de l'Annexe A au présent Code;
- ii) Lors de l'extension des obligations afférentes à une rubrique de ladite Liste;
- iii) Lorsque les obligations afférentes à ladite rubrique commencent d'être applicables à ce Membre;
- iv) A tout moment, quand il s'agit d'une rubrique de la Liste B.

Les réserves seront consignées dans l'Annexe B au présent Code.

c. L'autorisation de transfert du produit de la liquidation d'avoirs appartenant à des non-résidents s'étend à toute plus-value du capital initial.

d. Chaque fois qu'aux termes de règlements ou d'une convention internationale en vigueur, il est permis d'effectuer des prêts entre résidents de Membres différents, par un moyen autre que l'émis-

sion de titres nationaux négociables ou l'utilisation, dans le pays où réside l'emprunteur, de fonds dont le transfert est limité, l'obligation de remboursement peut être prévue ou garantie dans la monnaie de l'un ou l'autre des Membres intéressés.

Article 3 ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

Les dispositions du présent Code n'empêchent pas un Membre de prendre les mesures qu'il estime nécessaires :

- i) Au maintien de l'ordre public ou à la protection de la santé, de la moralité et de la sécurité publiques;
- ii) A la protection des intérêts essentiels de sa sécurité;
- iii) A l'exécution de ses obligations concernant la paix et la sécurité internationales.

Article 4 OBLIGATIONS RÉSULTANT D'ACCORDS MULTILATÉRAUX EN VIGUEUR SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Aucune disposition du présent Code ne doit être considérée comme modifiant les obligations assumées par un Membre en tant que signataire des articles de l'Accord relatif au Fonds Monétaire International ou de tout autre accord multilatéral en vigueur sur le plan international.

Article 5

CONTROLE ET FORMALITÉS

a. Les mesures de libération prévues dans le présent Code ne limitent pas les droits des Membres de vérifier la réalité des transactions ou des transferts, ni de prendre toutes mesures utiles pour faire échec aux infractions à leurs lois et réglementations.

b. Les Membres simplifieront dans toute la mesure du possible les formalités d'autorisation ou de contrôle applicables aux transactions et transferts et, le cas échéant, se concerteront en vue de cette simplification.

Article 6

EXÉCUTION DES TRANSFERTS

Un Membre sera censé avoir rempli ses obligations en ce qui concerne les transferts lorsqu'un transfert pourra être effectué :

- i) Entre des personnes habilitées, respectivement par la réglementation des changes de l'État de provenance et de l'État de destination du transfert, à l'effectuer ou à en bénéficier;
- ii) Conformément aux accords en vigueur à l'époque où le transfert doit être effectué; et
- iii) Conformément au régime monétaire en vigueur entre l'État de provenance et l'État de destination.

Article 7

CLAUSES DE DÉROGATION

a. Si sa situation économique et financière le justifie, tout Membre peut ne pas prendre intégralement les mesures de libération prévues à l'article 2 (a).

b. Si les mesures de libération prises ou maintenues conformément aux dispositions de l'article 2 (a) provoquent de graves troubles économiques ou financiers dans un État Membre, celui-ci peut revenir sur lesdites mesures.

c. Si la balance globale des paiements d'un Membre évolue défavorablement à une cadence et dans des circonstances, notamment l'état de ses réserves monétaires, qui lui paraissent dangereuses, ce Membre peut suspendre, à titre conservatoire, l'application des mesures de libération prises ou maintenues conformément aux dispositions de l'article 2 (a).

d. Cependant, tout Membre qui invoque les dispositions du paragraphe (c) s'efforcera d'assurer que les mesures de libération prises par lui :

- i) S'appliquent dans un délai de douze mois à compter du recours audit paragraphe, à un degré raisonnable, eu égard à la nécessité de progresser vers l'objectif fixé à l'alinéa (ii) ci-dessous, aux transactions et transferts que ledit Membre doit autoriser conformément à l'article 2 (a) et dont il a suspendu les autorisations depuis son recours au paragraphe (c);
- ii) Correspondent, dans un délai de dix-huit mois à compter du recours audit paragraphe, aux

obligations qui lui incombent en vertu de l'article 2 (a).

e. Tout Membre qui invoque les dispositions du présent article évitera de porter, sans nécessité, un préjudice affectant spécialement les intérêts économiques ou financiers d'un autre Membre et évitera, en particulier, toute discrimination entre les autres Membres.

Article 8

BÉNÉFICE DES MESURES DE LIBÉRATION

Tout Membre qui formule une réserve en vertu de l'article 2 (b) ou qui invoque les dispositions de l'article 7 ci-dessus bénéficiera néanmoins des mesures de libération prises par les autres Membres, pour autant qu'il se soit conformé à la procédure prévue, selon le cas, à l'article 12 ou à l'article 13 ci-dessous.

Article 9

NON-DISCRIMINATION

En autorisant la conclusion et l'exécution des transactions et des transferts énumérés à l'Annexe A et qui sont libérés à un degré quelconque, les Membres ne procéderont à aucune discrimination envers les autres Membres.

Article 10

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION RÉGIMES MONÉTAIRES OU DOUANAIERS PARTICULIERS

Les Membres appartenant à un système monétaire ou douanier particulier peuvent prendre entre eux, en plus des mesures de libération adoptées conformément aux dispositions de l'article 2 (a) ci-dessus, des mesures de libération qu'ils n'étendent pas aux autres Membres. Les Membres appartenant à un système de cette nature doivent en notifier à l'Organisation la composition ainsi que les dispositions du système qui ont des répercussions sur le présent Code.

TITRE II PROCÉDURE

Article 11

NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS A COMMUNIQUER PAR LES MEMBRES

a. Les Membres notifieront à l'Organisation, dans les délais qui seront fixés par celle-ci, les mesures de libération qu'ils ont prises, ou toutes autres mesures qui auraient des répercussions sur ce Code ainsi que les modifications qu'ils pourraient apporter auxdites mesures.

b. Les Membres notifieront immédiatement à l'Organisation tous les cas

dans lesquels ils ont, en application de l'observation (ii) qui figure en regard de la Section I de la Liste A de l'Annexe A au présent Code, imposé des restrictions à des transactions ou à des transferts déterminés concernant des investissements directs et ils indiqueront les raisons de leur action.

c. Les Membres notifieront à l'Organisation à des intervalles fixés par celle-ci mais ne dépassant pas dix-huit mois, des renseignements sur :

- i) Les voies autres que les voies officielles qui ont été utilisées pour les transferts et les taux de change auxquels ces transferts ont été effectués, s'ils diffèrent des cours officiels;
- ii) Les marchés de devises-titres et les primes ou déports par rapport aux taux de change officiel qui y sont pratiqués.

d. L'Organisation examinera les notifications qui lui seront adressées conformément aux dispositions des paragraphes (a), (b) et (c) du présent article, en vue de rechercher si chaque Membre satisfait aux obligations résultant du présent Code.

Article 12

NOTIFICATION ET EXAMEN DES RÉSERVES FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 2 (b)

a. Tout Membre qui formule une réserve concernant une rubrique visée à la Liste B de l'Annexe A au présent Code en informe immédiatement l'Organisation et lui fait connaître les raisons qui motivent cette réserve.

b. Tout Membre fera savoir à l'Organisation dans les délais qui seront fixés par celle-ci, s'il désire maintenir la réserve qu'il aurait faite sur une rubrique de la Liste A ou de la Liste B de l'Annexe A au présent Code et, si tel est le cas, il exposera les raisons qui motivent ce maintien.

c. L'Organisation examinera chacune des réserves faites par un Membre sur une rubrique :

- i) De la Liste A tous les dix-huit mois au maximum;
 - ii) De la Liste B dans les six mois de la notification et par la suite tous les dix-huit mois au maximum;
- à moins que le Conseil n'en décide autrement.

d. Les examens prévus au paragraphe (c) auront pour objet de présenter des propositions appropriées, destinées à aider les Membres à lever leurs réserves.

Article 13

NOTIFICATION ET EXAMEN DES DÉROGATIONS PRÉVUES A L'ARTICLE 7

a. Les Membres qui se prévalent des dispositions de l'article 7 ci-dessus doivent en informer immédiatement l'Organisation en lui faisant connaître les raisons de cette action.

b. L'Organisation examinera les notifications et raisons justificatives qui lui sont adressées conformément aux dispositions du paragraphe (a) en vue de rechercher si le Membre intéressé est

fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 7 ci-dessus et si, en particulier, il s'est conformé aux dispositions du paragraphe (e) dudit article.

c. Si les mesures prises par un Membre conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessus ne sont pas désapprouvées par l'Organisation, de nouveaux examens de ces mesures doivent être effectués par l'Organisation tous les six mois ou, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessous, à toute autre date que celle-ci jugerait appropriée.

d. Si, cependant, un Membre autre que celui qui a invoqué les dispositions de l'article 7 ci-dessus estime que les circonstances justifiant les mesures prises par ce dernier conformément aux dispositions de cet article ont changé, cet autre Membre peut à tout moment avoir recours à l'Organisation pour un nouvel examen du cas en cause.

e. Si les mesures prises par un Membre conformément aux dispositions des paragraphes (a), (b) ou (c) de l'article 7 ci-dessus ne sont pas désapprouvées par l'Organisation et si ledit Membre invoque ultérieurement les paragraphes (a), (b) ou (c) de l'article 7 du Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes, ou ayant invoqué un paragraphe de l'article 7, du présent Code, invoque un autre paragraphe de cet article, son cas sera reconsidéré par l'Organisation à l'expiration d'un délai de six mois à compter du précédent examen ou à toute autre date que celle-ci jugerait appropriée. Si un autre Membre estime que le Membre en question n'a pas satisfait aux obligations résultant du paragraphe (e) de l'article 7 du présent Code ou du paragraphe (e) de l'article 7 du Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes, l'Organisation procédera sans délai à l'examen du cas.

- f.
- i) Si l'Organisation parvient à la conclusion, après avoir procédé à l'examen prévu au paragraphe (b) ci-dessus, qu'un Membre n'est pas fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 7, ou ne satisfait pas aux dispositions dudit article, elle restera en consultation avec lui en vue de ramener ledit Membre à l'observation des dispositions du Code.
 - ii) Si, à l'expiration d'un délai raisonnable, le Membre continue à se prévaloir des dispositions de l'article 7, l'Organisation reconsidérera la question. Si elle ne parvient pas alors à la conclusion que ledit Membre est fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 7 ou se conforme aux dispositions dudit article, la situation de ce Membre sera examinée par un Groupe Ministériel spécial, à moins que l'Organisation ne décide d'une autre procédure exceptionnelle.

Article 14

EXAMEN DES DÉROGATIONS PRÉVUES A L'ARTICLE 7 MEMBRES EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- a. L'Organisation, en examinant le cas d'un Membre qu'elle considère

comme étant en voie de développement économique, et qui a invoqué les dispositions de l'article 7 ci-dessus, tiendra particulièrement compte des effets du développement économique dudit Membre sur la capacité que celui-ci aurait de remplir ses obligations au titre du paragraphe (a) des articles 1 et 2 ci-dessus.

b. En vue de concilier les obligations dudit Membre au titre du paragraphe (a) de l'article 2 ci-dessus et les besoins de son développement économique, l'Organisation pourra accorder à ce Membre une dérogation spéciale aux obligations prévues à cet article.

Article 15

RAPPORT ET EXAMEN SPÉCIAUX RELATIFS AUX DÉROGATIONS PRÉVUES A L'ARTICLE 7

a. Tout Membre invoquant les dispositions du paragraphe (c) de l'article 7 adressera à l'Organisation, dans un délai de dix mois à compter de ce recours, un rapport sur les mesures de libération qu'il aura rétablies ou se proposera de rétablir en vue d'atteindre l'objectif fixé à l'alinéa (i) du paragraphe (d) de l'article 7 ci-dessus. Si ledit Membre continue à se prévaloir de ces dispositions, il adressera un nouveau rapport à l'Organisation sur le même sujet — mais en se référant à l'objectif fixé à l'alinéa (ii) du paragraphe (d) de l'article 7 ci-dessus — dans un délai de seize mois à compter de ce recours.

b. Si le Membre ne s'estime pas en mesure d'atteindre l'objectif fixé, il en exposera les raisons dans son rapport et indiquera en outre:

- i) Les mesures d'ordre interne qu'il aura prises en vue de rétablir l'équilibre de son économie et les résultats qu'il aura déjà obtenus;
- ii) Les autres mesures d'ordre interne qu'il se propose de prendre et le délai supplémentaire dont il estime devoir disposer pour atteindre l'objectif fixé aux alinéas (d) (i) ou (d) (ii) de l'article 7.

c. Dans les cas visés au paragraphe (b) ci-dessus, l'Organisation examinera, dans un délai de douze mois — et le cas échéant, de dix-huit mois — à compter de la date à laquelle un Membre aura invoqué les dispositions du paragraphe (c) de l'article 7 ci-dessus, si la situation de ce Membre semble justifier le fait qu'il n'a pas atteint l'objectif fixé aux alinéas (d) (i) ou (d) (ii) de l'article 7 ci-dessus, et si les mesures prises ou envisagées, ainsi que les délais qu'il juge nécessaires pour atteindre l'objectif fixé, paraissent acceptables, compte tenu des objectifs de l'Organisation dans le domaine commercial et financier.

d. Si un Membre invoque en même temps les dispositions du paragraphe (c) de l'article 7 du présent Code et les dispositions du paragraphe (c) de l'article 7 du Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes, les délais de douze ou de dix-huit mois fixés au paragraphe (c) commenceront de courir à la date du recours le plus ancien.

e. Si, à la suite de l'un ou l'autre des examens prévus au paragraphe (c) ci-

dessus, l'Organisation n'est pas en mesure d'accepter les arguments présentés par le Membre en cause, conformément aux dispositions du paragraphe (b) ci-dessus, la situation de ce Membre sera examinée par un Groupe Ministériel spécial, à moins que l'Organisation ne décide d'une autre procédure exceptionnelle.

Article 16

RECOURS A L'ORGANISATION DISPOSITIONS INTÉRIEURES (non reproduit)

Article 17

RECOURS A L'ORGANISATION MAINTIEN, INTRODUCTION, RÉINTRODUCTION DE RESTRICTIONS (non reproduit)

TITRE III

MANDATS

Article 18

COMITÉ DES TRANSACTIONS INVISIBLES TACHES GÉNÉRALES

a. Le Comité des Transactions Invisibles examine toutes les questions concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Code ou des autres actes du Conseil relatifs à la libération des mouvements de capitaux ou à l'utilisation de fonds appartenant à des non-résidents et fait rapport au Conseil, le cas échéant, pour lui soumettre ses conclusions.

b. Le Comité des Transactions Invisibles soumet au Conseil toutes propositions utiles en relation avec les tâches définies au paragraphe (a) et, en particulier, avec l'extension des mesures de libération visée à l'article 1 du présent Code.

Article 19

L'article 19 porte sur un certain nombre de matières qui ont principalement trait à des questions de procédure; il n'est pas reproduit ici.

Article 20

(non reproduit)

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(non reproduit)

RÉUNION DU « GROUPE DES QUATRE »

Dans l'article suivant, l'Ambassadeur W. Randolph Burgess, ancien Sous-Secrétaire d'État au Trésor des États-Unis, rappelle la création du groupe des « Quatre Sages » et son rôle dans la transformation de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (OECE) en Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Pourquoi ce groupe a-t-il été créé — et qui étaient les « Quatre Sages » ?

L'Ambassadeur Burgess, leur président, explique les raisons — le relèvement de l'Europe dévastée par la guerre après son effondrement économique et la prise de conscience grandissante de l'interdépendance entre les pays industrialisés à économie de marché — qui ont amené les chefs d'État de l'Allemagne, des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni, réunis à Paris en 1959, à décider qu'à l'avenir un effort devrait être effectué en coopération pour promouvoir le développement des pays moins développés et pratiquer des politiques commerciales axées sur une saine utilisation des ressources économiques et sur de bonnes relations économiques.

L'examen ultérieur, par les dix-huit pays européens de l'OECE, le Canada et les États-Unis, des perspectives ouvertes par cette décision a amené la création du Groupe des Quatre sur l'Organisation Économique : les « Quatre Sages ».

Les membres du Groupe des Quatre Sages symbolisaient dans une certaine mesure les caractéristiques diverses des pays qui devaient former l'Organisation rénouvée.

L'Ambassadeur Burgess lui-même représentait la puissance économique occidentale dominante, qui avait fourni les moyens de la reconstruction européenne, et la participation nord-américaine en général.

Les deux groupements économiques européens — la Communauté Économique Européenne et l'Association Européenne de Libre Échange — étaient symbolisés respectivement (mais non représentés) par M. Bernard Clappier (France) et Sir Paul (aujourd'hui Lord) Gore-Booth (Royaume-Uni).

Enfin, M. Xenophon Zolotas (Grèce) symbolisait le groupe des autres pays européens qui avaient un rôle à jouer dans l'économie de marché aux côtés de leurs partenaires de plus grandes dimensions.

Les Quatre ont posé, dans leur rapport intitulé « Une organisation économique rénouvée », les fondations d'un groupe de pays plus large et plus expérimenté qui aujourd'hui forme l'alliance économique de l'OCDE. Leurs propositions — croissance économique dans la stabilité; expansion économique dans les pays en voie de développement comme dans les pays Membres; abaissement des barrières commerciales entre les nations — demeurent l'expression des mobiles qui inspirent le travail de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

LE « Groupe des Quatre », qui en 1960 avait établi la Convention relative à l'OCDE, s'est réuni à Paris au mois de septembre. C'est sur leur propre initiative et à titre officieux que les membres de ce Groupe se sont retrouvés au bout de dix ans pour passer en revue les résultats de leur œuvre. Ils ont rencontré M. Émile van Lennep, Secrétaire général de l'OCDE, au siège de l'Institut Atlantique, sur l'invitation de M. John W. Tuthill, Directeur général de cet Institut.

Le Groupe des Quatre était formé par MM. W. Randolph Burgess (États-Unis), Président, Bernard Clappier

(France), Lord Gore-Booth (Royaume-Uni) et Xenophon Zolotas (Grèce).

Lors de cette réunion de septembre, les Quatre n'ont pas cherché à élaborer une déclaration publique consignant un jugement sur l'OCDE auquel ils seraient parvenus, mais ils n'ont caché ni leur fierté de ce qui est advenu de leur œuvre, ni leur admiration pour la tâche accomplie en l'espace de dix ans par l'Organisation « rénouvée ». Il a été convenu qu'au lieu d'une « déclaration » je donnerais ma propre interprétation de nos débats; c'est là une mission dont je suis maintenant heureux de m'acquitter.

Une réunion de ce genre ne peut que

faire prendre conscience du courant de l'histoire. Pendant les douze années d'existence de l'OECE, de 1948 à 1960, une grande expérience a été lancée qui devait permettre de voir si dix-huit pays, partageant essentiellement les mêmes idéaux, mais profondément différents à de nombreux autres égards et très conscients de leurs particularismes nationaux, pouvaient apprendre à unir plus efficacement leurs efforts. La preuve en a été fournie, et de façon spectaculaire. Certes, les raisons de réussir étaient impérieuses : la période était sombre, marquée qu'elle était par des questions de vie ou de mort, résultant des pénuries de la guerre et de ses séquelles. Le Plan Marshall devait être mis en œuvre, exigeant par là-même la suppression des barrières à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes. Le magnifique succès qui a couronné cet effort a tenu dans une très large mesure à l'OECE. Mais, une fois cette tâche accomplie, quels étaient les motifs qui pouvaient inciter à poursuivre une coopération si efficace ? C'est à ce stade que notre Groupe des Quatre a été saisi du problème.

Rappelons brièvement dans quelles circonstances. En juin 1959, le « Congrès Atlantique » de Londres proposait une nouvelle initiative à l'échelle atlantique. Quatre chefs de Gouvernement ont alors tenu à Paris une réunion « au sommet », à la suite de laquelle ils ont confié le soin d'étudier la question aux représentants de treize, puis de vingt pays, qui à leur tour ont demandé à notre « Groupe des Quatre » d'élaborer un plan spécifique.

Pour donner un nouvel élan à l'expérience de l'OECE, nous avons alors fait les principales propositions suivantes.

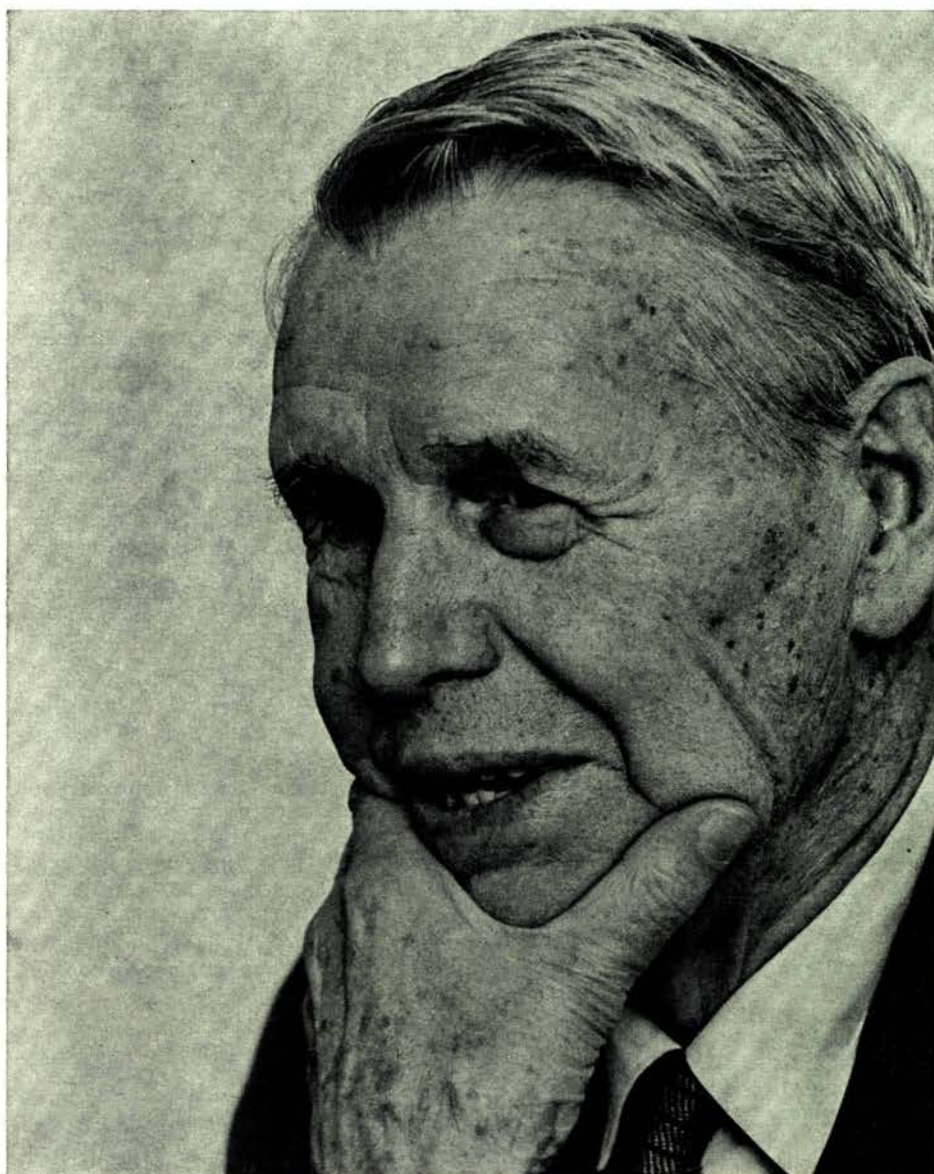
A. Composition : une organisation à laquelle participeraient les États-Unis et le Canada, puis le Japon, ce qui nous a amenés à supprimer le mot « européenne » du nom de l'Organisation.

B. Développement : en insérant ce terme d'importance capitale dans le nom de l'Organisation, nous soulignons la responsabilité des Membres à l'égard des pays en voie de développement.

C. Consultation et action économiques : nous proposons un champ d'activité beaucoup plus vaste dans ce domaine.

Dix ans plus tard, alors que nous sommes tous les quatre à nouveau réunis, voyons quels sont les résultats obtenus.

La composition de l'Organisation est maintenant, avec l'adhésion d'un autre pays européen, la Finlande, élargie à vingt-trois pays, le Japon étant devenu Membre à part entière, suivi depuis peu par l'Australie, ce qui modifie dans des proportions non négligeables les perspectives et l'optique de l'Organisation; représentant les grands pays industrialisés du monde libre,



W. Randolph Burgess

avec leur vaste potentiel et leurs lourdes responsabilités économiques, l'OCDE a une stature impressionnante sur la scène internationale.

Quant au développement, objectif auquel se consacre le Comité d'Aide au Développement, l'analyse continue et dynamique des activités entreprises par les pays développés avec et pour les pays moins développés porte maintenant ses fruits. Les exercices permanents d'évaluation et de confrontation concernant le volume et la nature des contributions, tant publiques que privées, ont été un puissant facteur de stimulation. En dix ans, les apports d'aide ont régulièrement augmenté et leur efficacité s'est considérablement améliorée. Le montant total des transferts annuels de ressources est maintenant supérieur à 15 milliards de dollars. La progression des investissements privés et l'intensification des activités des organismes mul-

tinatoires sont particulièrement spectaculaires. Les pays Membres poursuivent leurs efforts en vue d'atteindre, pour leurs transferts de ressources, l'objectif de 1 % du produit national brut. Il reste cependant encore fort à faire dans ce domaine.

Mais c'est peut-être sur le plan monétaire que les efforts de consultation ont été le plus efficaces. Le Groupe de Travail n° 3, présidé pendant de longues années par M. Émile van Lennep puis maintenant par le Dr Emminger, et travaillant en liaison avec le Fonds Monétaire International, a été la source d'idées nouvelles en vue d'accroître les ressources et d'améliorer les mécanismes monétaires. Ce sont là des activités, il convient de le souligner, qui sont actuellement en pleine évolution. Les mêmes méthodes de consultation ont été utilisées avec succès dans un grand nombre de domaines.

L'OCDE a élargi le champ de ses préoccupations et s'est notamment attaquée aux problèmes de l'amélioration qualitative de l'environnement, en mettant l'accent sur la nécessité d'envisager la croissance non seulement en termes économiques mais aussi d'un point de vue largement social. En veillant à ventiler les tâches dans ce domaine et à éviter tout chevauchement d'activités, l'OCDE a assuré, de concert avec l'ONU et l'OTAN, une tâche de première importance.

Toutefois, après avoir passé en revue les secteurs particuliers dans lesquels l'Organisation a fait la preuve de son efficacité, il me paraît équitable de considérer les résultats d'ensemble. On constate alors qu'au cours de ces dix années le produit national brut et le revenu national des pays de l'OCDE dans leur ensemble ont doublé et s'établissent à un niveau sans précédent sur le plan quantitatif aussi bien que qualitatif. Certes, ce tableau est assombri par la criminalité et la pollution, mais il ne faut pas oublier que ce sont là des maux inhérents à la prospérité, voire à la « sur-prospérité », et nous devons apprendre à y remédier aussi efficacement que nous avons appris à lutter contre la pauvreté et la maladie.

Que nous réservent les dix années à venir ? Serons-nous capables de faire face aussi efficacement que dans le passé aux problèmes qui risquent de se poser ? Et le mécanisme d'une organisation internationale est-il bien adapté aux nouvelles luttes que nous devons mener ? Nous avons déjà mentionné plusieurs de ces problèmes. Le système monétaire a correctement fonctionné pendant les vingt-deux dernières années ; ses fondements sont sains, mais il est nécessaire de le moderniser. Les parités doivent être changées et les méthodes d'ajustement améliorées. Bien que cette tâche incombe essentiellement au FMI, le groupe plus homogène de l'OCDE, avec ses vingt-trois pays industrialisés et son personnel compétent et expérimenté, est en mesure de faire œuvre utile en ce domaine et assume un rôle grandissant dans les négociations.

De même, dans le domaine des échanges, les politiques doivent être adaptées à l'évolution monétaire et aux problèmes que posent la croissance et la stabilité économiques. La création d'un nouveau groupe, à haut niveau, sur le problème des échanges et les problèmes connexes témoigne de la contribution que l'OCDE peut apporter à cet égard.

Au moment où la CEE se prépare à accueillir quatre nouveaux pays, portant ainsi de six à dix le nombre de ses membres, l'existence d'un organisme chargé d'harmoniser les politiques commerciales et autres politiques économiques de ces dix pays avec celles des pays d'Amérique du Nord et du Japon ainsi que des pays en voie de développement se révèle particulièrement nécessaire.

(Suite p. 46)

L'OCDE devra sans tarder s'atteler à cette tâche.

Un autre problème peut encore être cité : les implications de l'expansion géographique rapide de grandes sociétés industrielles avec les facilités dont elles disposent pour déplacer d'un pays à l'autre production et capitaux. L'OCDE entretient déjà d'étroites relations avec de grands groupes industriels car elle reconnaît l'aptitude de ces sociétés à contribuer à la prospérité des pays dans lesquels elles exercent leurs activités, dans des conditions appropriées et satisfaisantes pour les deux parties car les obligations sont réciproques.

Pour l'étude de toutes ces questions et de divers autres problèmes, anciens ou nouveaux, l'OCDE offre les avantages suivants.

A. Sa composition est assez restreinte pour assurer une certaine flexibilité mais assez large pour comprendre les principaux pays qui jouent un rôle sur la scène du monde libre.

B. Ses statuts et son organisation sont assez souples et assez vastes pour lui permettre de traiter un large éventail de problèmes économiques, sociaux et scientifiques, ainsi que leurs implications politiques.

C. Les méthodes d'analyse et de concertation, patiemment mises au point, et la réputation d'objectivité et d'impartialité que l'Organisation s'est acquise font que ses travaux inspirent une confiance croissante. Elle a pris l'habitude d'envisager les problèmes dans une perspective à long terme.

Je voudrais pour conclure donner un avis personnel qui est, je crois, partagé par mes collègues du « Groupe des Quatre ».

Quelles qu'aient pu être les réalisations passées de l'OCDE, ses entreprises futures ne seront couronnées de succès que si les nations et les peuples qui la composent parviennent à une nouvelle compréhension et à une nouvelle vision du monde. C'est à l'échelle internationale qu'il faut désormais apprendre à penser.

Depuis leur plus tendre enfance, les habitants de nos différents pays ont été élevés dans un esprit national : drapeaux, chants, traditions, orgueil de la force et de la victoire.

Mais tout cela est dépassé dans le monde complexe et dangereux qui est aujourd'hui le nôtre. Nous découvrons lentement, bien trop lentement sans doute, que nous devons penser en termes plus larges. Ce n'est que dans la mesure où nous modifierons notre vision du monde que des organisations internationales comme l'OCDE pourront compter recevoir tout l'appui qui leur est nécessaire, et c'est dans le fonctionnement efficace de ces organisations que résident nos meilleures chances de paix et de prospérité.

En d'autres termes, l'OCDE est un bon instrument ; c'est à nous de savoir l'utiliser au mieux.

W. Randolph Burgess.

NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE

LES MESURES COMMERCIALES ET L'AJUSTEMENT DES BALANCES DES PAIEMENTS. Analyse des mesures et de leurs effets. Rapport du Secrétaire général (décembre 1971)

96 pages F 12,00 FS 9,40 DM 8,40 £ 0,92 \$ 2,75

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Le fascicule ... F 4,50 FS 3,50 DM 3,20 £ 0,35 \$ 1,00

Abonnement à la série 1971-1972 à paraître : F 76,00 FS 58,00 DM 51,00 £ 5,80 \$ 16,50

LE MARCHÉ FINANCIER, LES MOUVEMENTS INTERNATIONAUX DE CAPITAL, LES RESTRICTIONS SUR LES OPÉRATIONS EN CAPITAL EN ESPAGNE (novembre 1971)

100 pages ... F 14,00 FS 12,50 DM 9,80 £ 1,05 \$ 3,00

LE BRUIT DU A LA CIRCULATION URBAINE. Une stratégie pour l'amélioration de l'environnement (novembre 1971)

180 pages ... F 18,00 FS 16,00 DM 12,50 £ 1,37 \$ 4,00

NORMALISATION INTERNATIONALE DES FRUITS ET LÉGUMES. Agrumes (septembre 1971)

72 pages ... F 24,00 FS 21,00 DM 16,30 £ 1,85 \$ 5,25

CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA PRODUCTION MAGNÉTO-HYDRODYNAMIQUE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE (Munich, 19-23 avril 1971)

502 pages ... F 65,00 FS 50,00 DM 43,00 £ 4,88 \$ 14,00

GLOSSAIRE DES TERMES ET SYMBOLES EN MATIÈRE DE CONVERSION THERMOÉLECTRONIQUE, 1971 (novembre 1971)

92 pages ... F 23,00 FS 20,00 DM 15,60 £ 1,75 \$ 5,00

STATISTIQUES PÉTROLIÈRES 1970. Approvisionnement et consommation / OIL STATISTICS. Supply and Disposal (septembre 1971)

160 pages, bilingue ... F 22,00 FS 19,00 DM 15,00 £ 1,70 \$ 4,75

L'INDUSTRIE DU CIMENT. Statistiques 1970. Tendances 1971 / THE CEMENT INDUSTRY. Statistics 1970. Trend 1971 (octobre 1971)

40 pages, bilingue ... F 8,00 FS 7,00 DM 5,60 £ 0,62 \$ 1,75

L'INDUSTRIE DES MÉTAUX NON FERREUX, 1970 / THE NON-FERROUS METALS INDUSTRY (octobre 1971)

82 pages, bilingue F 12,00 FS 10,50 DM 8,40 £ 0,90 \$ 2,75

L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS, 1970-1971 / THE PULP AND PAPER INDUSTRY (octobre 1971)

182 pages, bilingue F 18,00 FS 16,00 DM 12,50 £ 1,37 \$ 4,00

Série « Recherche routière » :

RECHERCHE SUR LA SÉCURITÉ DES INTERSECTIONS EN ZONE URBAINE (novembre 1971)

60 pages ... F 8,00 FS 7,00 DM 5,60 £ 0,62 \$ 1,75

TOURISME INTERNATIONAL ET POLITIQUE DU TOURISME DANS LES PAYS DE L'OCDE, 1971. Evolution du tourisme dans les pays Membres de l'OCDE en 1970 et au cours des premiers mois de 1971 (septembre 1971)

168 pages ... F 22,00 FS 19,00 DM 15,00 £ 1,70 \$ 4,75

AIDE AU DÉVELOPPEMENT. Efforts et politiques poursuivis par les membres du Comité d'Aide au Développement. Rapport de Edwin M. Martin, Président du Comité d'Aide au Développement. **EXAMEN 1971** (décembre 1971)

236 pages ... F 30,00 FS 23,40 DM 20,00 £ 2,30 \$ 6,50

MIGRATION DE MAIN-D'ŒUVRE ET MARCHÉS DU TRAVAIL, par Bernard Kayser (octobre 1971)

164 pages ... F 17,00 FS 15,00 DM 11,70 £ 1,30 \$ 3,75

LES PARTENAIRES SOCIAUX FACE AUX PROBLÈMES DE PRODUCTIVITÉ ET D'EMPLOI, par Yves Delamotte (novembre 1971)

230 pages ... F 13,00 FS 11,00 DM 9,10 £ 1,00 \$ 3,00

Série « Examens de la politique de main-d'œuvre et de la politique sociale » :

POLITIQUE DE MAIN-D'ŒUVRE EN BELGIQUE (septembre 1971)

198 pages ... F 21,00 FS 18,50 DM 14,30 £ 1,60 \$ 4,50

Série « Politiques nationales de la science » :

AUTRICHE (octobre 1971)

274 pages ... F 32,00 FS 27,00 DM 21,60 £ 2,45 \$ 7,00

ESPAGNE (novembre 1971)

128 pages ... F 11,80 FS 10,00 DM 7,70 £ 0,85 \$ 2,50

L'INFORMATION DANS UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION. Quelques considérations de caractère politique (septembre 1971)

56 pages ... F 8,00 FS 7,00 DM 5,60 £ 0,62 \$ 1,75

Série « Examens des politiques nationales de l'information scientifique et technique » :

CANADA (octobre 1971)

180 pages ... F 11,00 FS 10,00 DM 7,70 £ 0,85 \$ 2,50

Série « OCDE Etudes d'information » :

N° 2 - L'INFORMATION NUMÉRIQUE ET LA PROTECTION DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES, par G.B.F. Niblett (septembre 1971)

64 pages ... F 9,00 FS 8,00 DM 6,30 £ 0,70 \$ 2,00

Série « Examens des politiques nationales d'éducation » :

ÉTATS-UNIS (octobre 1971)

474 pages ... F 45,00 FS 37,00 DM 29,80 £ 3,45 \$ 10,00

JAPON (novembre 1971)

188 pages ... F 20,00 FS 17,50 DM 13,60 £ 1,50 \$ 4,50

OU OBTENIR LES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag, GmbH,
Postfach 9380, 53 BONN.

Sous-dépôtaires :

BERLIN 62 : Elwert & Meurer.

HAMBOURG : Reuter-Klößner ;

und in den massgebenden Buchhandlungen
Deutschlands.

ARGENTINE

Libreria de las Naciones
Alsina 500, BUENOS AIRES.

AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,
178 Collins Street,
MELBOURNE 3000.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.

Sous-dépôtaires :

Buchhandlung Jos. A. Kienreich,
Sackstrasse 6, GRAZ.

BELGIQUE

Librairie des Sciences,
76-78 Coudenberg, B 1000 BRUXELLES 1.

BRÉSIL

Mestre Jou S.A.,
Rua Guaipá 518, SAO PAULO 10.
Rua Senador Dantas 19 s/205-6,
RIO DE JANEIRO - GB.

CANADA

Information Canada,
OTTAWA.

DANEMARK

Munsksgaard Boghandel Ltd.,
Nørregade 6, KØBENHAVN K.

ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

ÉTATS-UNIS

OECD Publications Center
Suite 1207
1750 Pennsylvania Ave, N.W.,
WASHINGTON, D.C. 20 006.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 2, HELSINKI.

FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services Ltd.
P.O.B. 83, Taipei, TAIWAN.

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, F 75 PARIS 16^e.

Principaux sous-dépôtaires :

75 PARIS : Presses Universitaires de France,
49 boulevard Saint-Michel (5^e).

Sciences Politiques (Lib.),

30 rue Saint-Guillaume (7^e).

13 AIX-EN-PROVENCE :

Librairie de l'Université.

38 GRENOBLE : Arthaud.

67 STRASBOURG : Berger-Levrault.

31 TOULOUSE : Librairie Privat

GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28 rue du Stade, ATHÈNES 132.
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos
& Fils
75 rue Hermou, B.P. 73, THESSALONIKI.

INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, NEW DELHI.
17 Park Street, CALCUTTA.

IRLANDE

Eason & Son, P.O.B. 42,
40-41 Lower O'Connell Street, DUBLIN 1.

ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.

ISRAËL

Emanuel Brown :
JERUSALEM, 9, Shlomzion Hamalka Street,
TEL-AVIV, 35 Allenby Road, and 48
Nahlath Benjamin St.

ITALIE

Rappresentanza esclusiva :
Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.

Sub-dépôtaires :

Herder Editrice e Libreria,
Piazza Montecitorio 121,

00 186 ROMA.

Libreria Rizzoli

Largo Chigi, 15

00 187 ROMA.

Libreria Hoepli,

Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.

Libreria Lattes,

Via Garibaldi 3, 10 122 TORINO.

La diffusion delle edizioni OCDE è
inoltre assicurata dalle migliori librerie
nelle città più importanti.

JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

LIBAN

Redico, Immeuble Edison,
rue Bliss, B.P. 5641,
BEYROUTH.

MALTE

Labour Book Shop,
Workers' Memorial Building,
Old Bakery Street, VALETTA.

NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1.

NOUVELLE-ZÉLANDE

WELLINGTON, Government Printing Office,
Mulgrave Street (Private Bag),
and Government Bookshops at :
AUCKLAND (P.O.B. 5344);
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721);
HAMILTON (P.O.B. 857);
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

PAKISTAN

Mirza Book Agency,
65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.

PAYS-BAS

W.P. Van Stockum,
Buitenhof 36, DEN HAAG.

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70, LISBOA.

ROYAUME-UNI ET COLONIES DE LA COURONNE

H.M. Stationery Office,
P.O.B. 569, LONDON S.E.1.
Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

SUÈDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SUISSE

Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11.
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BÂLE et ZÜRICH.

TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL
et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

VENEZUELA

Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS.

YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27,
P.O.B. 36, BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées
au Bureau des Publications de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, F 75 Paris 16^e.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

